

d'Lëtzeburger **Land**

Ω 5 Ω

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#36 66. Jahrgang 6. September 2019



5 453000 174663



4,00€

Keine zwei Prozent Erlös

Das Hin und Her um die Beihilfen für den Kierchefong könnte der Einstieg in die große Diskussion der Zuschüsse im Wohnungsbau sein

Die Brandstifter

Riesige Waldbrände am Amazonas schrecken die Europäer auf. Politiker stellen das eben noch hochgelobte Mercosur-Handelsabkommen in Frage. Ernsthaft?

Contrat sans concession

Le groupe RTL annonce une restructuration synonyme de plan social et personne ou presque ne s'en inquiète. La frontière entre pragmatisme et cynisme est ténue

Photo : Mike Zenari



La Section des sciences morales et politiques rassemble la notabilité luxembourgeoise de la place financière, c’est-à-dire les avocats d’affaires. De gauche à droite : André Elvinger (photographié en 2014), Luc Frieden (2012) et Alain Steichen (2015)

Littérature grise

Bernard Thomas

La Section des sciences morales et politiques de l’Institut grand-ducal vient de mettre l’intégralité de ses Actes en ligne. 21 volumes de « littérature grise », c’est-à-dire produite à l’intention d’un public restreint, en dehors des circuits commerciaux de l’édition et de la diffusion, ont ainsi été largués sur Internet. Des milliers de pages hâtivement scannées (sur certaines, on aperçoit les doigts de l’anonyme numérisateur) de « réunions internes, exceptionnellement de conférences publiques ». Ces sources permettent de revisiter l’histoire économique luxembourgeoise. Car dans le cercle semi-clos de la Section, les avis s’expriment avec une relative franchise.

Fondée en 1967, la Section des sciences morales et politiques a vocation à rassembler économistes, juristes et philosophes. Pour faire court : des hommes, luxembourgeois et d’un âge certain. Le tableau des membres présente un mélange d’avocats d’affaires, de mandarins, de représentants patronaux et de grands commis de l’État.

Les vieux notables locaux de la place financière y tiennent une place prépondérante. Parmi les quarante membres effectifs, on retrouve ainsi Jacques Loesch (Linklaters), Alain Steichen (Bonn, Steichen & Partners), Jean-Jacques Rommes (ex-ABBL), Luc Frieden (Elvinger & Hoss) ou encore Roger Molitor (ex-KPMG). Jean Hoss et André Elvinger, les fondateurs de l’étude éponyme, y siègent depuis la fin des années 1970, alors que Guy Harles et Paul Mousel, leurs concurrents de chez Arendt, qui figuraient sur la liste des membres depuis 1985, en disparaissent en 2018.

Cette avocature d’affaires siège aux côtés de deux banquiers centraux (Yves Mersch, Gaston Reinesch) et d’un ancien directeur de la CSSF (Jean Guill). Ajoutez-y quelques magistrats, une poignée de chercheurs, de lobbyistes patronaux ainsi que, pour faire bonne mesure, un représentant de la Caritas (Robert Urbé) et un autre de la Chambre des salariés (Marco Wagener), et vous avez quasiment tout l’establishment grand-ducal. Il côtoie huit « philosophes », pour la plupart des professeurs de lycée retraités, marqués par le système de la « collation des grades ». (Qui obligeait les étudiants en

médecine et en droit ainsi que les futurs professeurs à passer annuellement leurs examens devant un jury luxembourgeois, composé de leurs futurs collègues.) Le philosophe Jules Prussen était l’idéal-type de cette mécanique de reproduction des élites. Son opus magnum, édité à titre posthume par l’Institut grand-ducal, s’intitule justement *Apologie du solipsisme*.

Avec ses airs d’Académie de province française, la Section des sciences morales et politiques a été rendue quelque peu obsolète par l’Université du Luxembourg. L’éclectisme des sujets traités (de l’astrophysique au *Schachtelprivileg* en passant par « l’intimité de Brigitte Bardot ») la situe à contre-courant de l’hyperspécialisation universitaire, ce qui force les conférenciers à vulgariser leurs propos, donc à les clarifier. Dans son « catalogue raisonné » des Actes, André Elvinger évoque « une érosion » de certaines publications, qui ne leur laisserait « plus qu’un intérêt historique ». Or, ce sont autant de pièces de puzzle pour appréhender les particularités d’une petite économie, un sujet qui, à cause de sa faible valorisation académique, reste peu exploré par les économistes.

Sages-femmes et secret bancaire (André Elvinger ; octobre 1990)

En 1990, André Elvinger (*1929), patriarche d’Elvinger, Hoss & Prussen et cheville ouvrière de la Section des sciences politiques et morales, disserte sur l’origine et l’évolution du secret bancaire. À la fin des années 1980, le gouvernement est déjà pleinement engagé dans ce qui sera une longue guerre d’usure. Le crédit politique payé par le Luxembourg est réel : À l’Écofin, le Grand-Duché se retrouve dès 1989 seul contre onze. « La tension entre notre pays et ses partenaires européens à propos du secret bancaire est réelle, commente André Elvinger. On nous a accusés de vivre de la fraude fiscale des autres. Nous avons répondu qu’il importait d’abord que chacun balaie devant sa porte. »

En avril 1981, « par un mécanisme législatif subtil », le gouvernement avait placé les banquiers sous la protection de l’article 458 du Code pénal (dit « Hebammen-Paragraph »), s’appliquant aux médecins, pharmaciens, sages-femmes et autres

« personnes dépositaires [...] des secrets qu’on leur confie ». (Elvinger ne mentionne pas le hasard du calendrier : la fortification de la place bancaire intervient 17 jours avant l’élection de Mitterrand.)

« L’Administration des contributions directes avait comme pratique constante et reconnue de ne pas s’adresser aux banques pour l’obtention de renseignements ». En 1989, le gouvernement cimente cette « pratique administrative » par un règlement grand-ducal bloquant les droits d’investigation des fiscaux européens. Les réactions des autres États-membres auraient varié « entre l’admiration devant notre promptitude et notre courage – pour ne pas employer un autre mot – et l’agacement devant ce que certains ont considéré comme une manœuvre. » Mais, dit André Elvinger, « les polémiques ne conviennent pas à notre institut ».

Actes : Vol III C

Post-démocratique (Luc Frieden ; décembre 2013)

L’intervention de Luc Frieden (*1963) a lieu trois jours après son départ du ministère des Finances. L’ancien Wunderkind du CSV, diplômé de Harvard et de Cambridge, dispense à l’auditoire ses « recommandations pour l’avenir ». Après l’échec de la tripartite, le temps serait venu de réfléchir à « d’autres modèles de *consensus building and decision making* », citant les exemples de la Suisse et de Singapour. L’éternel dauphin, qui n’aura jamais réussi à se défaire de son image néolibérale, atlantiste et sécuritaire, se réfère à deux centres offshore réputés pour leur prospérité, propreté et solidité.

Or, la référence singapourienne est troublante. Depuis son indépendance en 1959, cette démocratie autoritaire est régie par le même parti et la même famille ; une forme exacerbée de stabilité politique qui a toujours impressionné la place financière luxembourgeoise. En 2012, l’Observatoire de la compétitivité présentait ainsi une étude comparant le Grand-Duché à la cité-État. « Business executives trust better the Government of Singapore than the one of Luxembourg for its capacity to improve the

management of public finances, to adapt to changes in the economy and to effectively implement its decisions », y lit-on. « Der Stadtstaat besticht dabei durch seine autoritäre Ausprägungen, die im Westen oft kritisiert werden, aber wohl auch der Disziplin dienlich sind », commentait le *Wort*. Et d’ajouter que « ein wenig mehr Zielstrebigkeit könnte Luxemburg im globalisierten Markt sicherlich gut tun ».

Lors de sa conférence, Luc Frieden insistait sur « l’importance du courage politique » : « Pour défendre la place financière, il faut parfois défendre des points de vue contraires à l’opinion majoritaire, fortement influencée par certains médias ». Deux ans plus tard, lors de la « Arendt Young Leaders Conference », Luc Frieden, désormais reconverti en « vice-chairman » de la Deutsche Bank à Londres, expliquait « qu’il ne faut jamais oublier de dissocier la perception du grand public de celle de la communauté d’affaires. » Et de rappeler, selon le *Wort*, que « le premier ensemble importe moins que le second. »

Actes : Vol XVII

La Section des sciences morales et politiques de l’Institut grand-ducal vient de mettre en ligne l’intégralité de ses conférences. Reader’s Digest d’un corpus en 21 volumes

Bonheur national brut (Carlo Hemmer ; janvier 1976)

Le passage se lit comme un testament écologiste et témoigne d'une radicalisation. En janvier 1988, dix mois avant sa mort, Carlo Hemmer (1913-1988), ancien directeur la Chambre de commerce (et fondateur du *Land*) appelle à « repenser » la politique industrielle : « Est-il raisonnable d'attirer à coup de subventions publiques, dans n'importe quel endroit du pays, des entreprises de tout genre qui, pour fonctionner, doivent faire appel à la main-d'œuvre étrangère et qui sont source de pollution et d'encombrement du trafic et génératrices de dépenses d'infrastructure coûteuse ? » Hemmer faisait du Dieschbourg avant la lettre.

En janvier 1976 déjà, Carlo Hemmer donnait une conférence à l'Institut grand-ducal lors de laquelle il plaidait pour un « réveil écologique » et s'attaquait à « l'idéal de la croissance économique inconditionnelle et illimitée ». Dans les années 1930, il avait été marqué par le mouvement des « Wandervögel », polluante ans plus tard, il évoque le *Waldsterben*, la pollution des nappes phréatiques et l'appauvrissement des sols.

Au moment où Hemmer donne sa conférence, la crise sidérurgique menace la survie économique du pays : entre 1974 et 1975, le produit national brut

et les rémunérations des salariés viennent de s'effondrer. C'est donc dans un contexte de décomposition que Hemmer évoque « la notion de bonheur national brut » : « Les responsables de la politique économique [...] restent comme hypnotisés par le seul produit national brut », alors que celui-ci donnerait « une image déformée, voire foncièrement mensongère, de la réalité » : « Tout ce qui est gratuit ne compte pas en comptabilité nationale. [...] Tant que l'air pur ne se paie pas, tant que l'empetement de l'atmosphère n'est pas mis en compte à ses auteurs, la comptabilité nationale ne s'en soucie pas. »

Ainsi, l'ancien secrétaire général de la Fédération des industriels plaidait pour le principe pollueur-payeur : « Il faut [...] rendre la pollution non rentable ». Or plutôt que de l'industrie sidérurgique, Hemmer préférerait parler du tout-automobile : « En milieu urbain, la seule politique défendable à l'égard de l'auto est une politique de dissuasion », via un rehaussement de l'imposition et l'encouragement de la « circulation pédestre et cycliste ». En 1976, ces réflexions devaient paraître ésotériques.

Actes : Vol III ; Vol III B

L'anglomanie du Barreau (Jacques Loesch ; mars 2009)

Sur les dernières quarante années, le nombre d'avocats s'est multiplié par dix. L'ancien bâtonnier Jacques Loesch (*1928) esquisse les nouvelles réalités socio-professionnelles au sein de grandes études, désormais très éloignées du contentieux. (« Beaucoup d'avocats ne savent même pas où est le Palais de justice », confiera Loesch en 2013 à la feuille de liaison du Jeune Barreau.) En tant que technicien de la finance, l'avocat nouvelle génération devrait « se familiariser avec les textes anglais, notamment avec ceux de nature contractuelle pour saisir au moins le sens et la portée de ce qui y est stipulé à l'égard de son client, la partie établie au Luxembourg ». Ce méli-mélo de *common law* et de droit civil poserait des « problèmes particulièrement délicats » : « On trouve dans bon nombre de contrats ou d'actes de société régis par notre droit des clauses copiées directement de contrats ou de statuts de droit anglais ou américain et dont la validité apparaît pour le moins discutable. »

Traditionnellement orientés vers Paris, Strasbourg et Montpellier (voire Fribourg en Suisse), les avocats d'affaires regardent depuis les années 1980 en direction de Londres, nouvelle Mecque de la finance : « Se rendant compte des attentes et exigences de la place financière, de plus en plus de

jeunes juristes se destinant à notre profession ont complété leur formation [...] par l'étude du droit anglo-saxon faite dans les universités prestigieuses anglaises et américaines. Ce fait heureux illustre le dynamisme constant de notre profession. »

La culture du travail s'est mise aux normes anglo-saxonnes. Un grand cabinet n'est « jamais fermé », fonctionnant « nonobstant toutes vacances judiciaires, les samedi et dimanche, parfois même jusque tard dans la nuit », synchronisé sur les fuseaux horaires de New York ou de Hong Kong. (Loesch n'en parle pas, mais ce stakhanovisme rend difficile de concilier vie professionnelle et vie familiale, ce qui marginalise surtout les femmes au sein des grands cabinets.) « Si on veut participer à l'activité de la place financière, il faut bien le faire dans les conditions décrites. Nul n'est obligé de le faire », dit Jacques Loesch, dont l'étude était passée en 2000 dans le giron de Linklaters, une des principales études de la City. Et d'ajouter : « Il y a encore des avocats qui préfèrent travailler dans les conditions des années 1950. On a l'impression que tel est en général le cas des avocats du barreau de Diekirch. »

Actes : Vol XIII

Croissance extensive (Jean-Jacques Rommes ; juillet 2018)

Avant de prendre sa retraite comme lobbyiste patronal, Jean-Jacques Rommes (*1957) livrait son analyse des « paramètres de la croissance luxembourgeoise ». (« Mon employeur [à l'époque, l'UEL] n'est pas engagé par mes propos de ce soir », dira-t-il en introduction.) Depuis 2000, la croissance aurait été « extensive », reposant « exclusivement » sur l'apport de nouveaux travailleurs, pour la plupart étrangers et frontaliers, jeunes et bien formés. L'économie luxembourgeoise serait donc en réalité « plate », tributaire de la démographie du travail plutôt que des gains de productivité. C'est ce modèle de croissance qui aurait conduit à la crise du logement et à ce que « les gens vivent mal la croissance ».

Rommes estime qu'il sera difficile de gagner en productivité, étant donné la prévalence du secteur

financier, déjà hautement productif. À quoi s'ajouteraient des « politiques qui agissent résolument en faveur d'une diminution de la productivité au travail », comme le congé parental : « On veut que de plus en plus de gens soient employés, mais souvent on fait en sorte qu'ils travaillent le moins possible ».

Or, le postulat de Rommes d'une stagnation de la productivité repose sur une base fragile. Confronté aux jeux comptables de multinationales comme Amazon, Heinz ou Skype, faisant passer des milliards d'euros de bénéfices et de droits de licences par le Luxembourg, le Statec a toutes les peines du monde à calculer un PIB qui soit plus ou moins crédible.

Actes : Vol XXII

Le prix du pragmatisme (Patrick Kinsch ; octobre 2017)

L'avocat Patrick Kinsch (*1962) analyse l'effet corrosif de l'offshore sur l'ordre juridique luxembourgeois. Sa thèse : Le droit commun risquerait « l'obsolescence progressive » et le « remplacement insidieux par un droit dérogatoire ». Poussé par la demande internationale, ce droit dérogatoire serait particulièrement « dynamique et innovant » au Grand-Duché. Du *space mining* à la fiscalité des entreprises, le Luxembourg tenterait de se profiler comme « compétitif dans le marché international des normes ».

Parmi le foisonnement « de dérogations, parfois de spectaculaire, ou même de privilèges », Kinsch relève le régime des stock-options (« qui est certainement illégal et même inconstitutionnel »), la pratique des rulings ou encore la loi sur les droits d'auteur de 2001 (qui, dans son zèle *business-friendly*, rompt avec l'approche franco-belge pour se rapprocher de celle du *copyright* américain).

Patrick Kinsch identifie « une préférence politique pour le droit dérogatoire » et en

pointe « la tendance à la non-transparence » et à la « regulatory capture » : « Si le législateur, qui est responsable de l'offre de produits législatifs, cède trop facilement à cette tentation, s'il introduit des régimes dérogatoires sans égard aux risques qu'il crée pour le droit commun, le droit commun est lui-même en danger. »

« Le pragmatisme national » courrait « un risque perpétuel de devenir opportuniste » : « La cohérence des principes lui importe infiniment moins que l'opportunité concrète et peut-être passagère du résultat d'une mesure, fût-elle dérogatoire à ces principes. » Le Luxembourg ne pourrait donc être qualifié d'État ordolibéral (comme le pensait encore l'historien Gilbert Trausch), puisque l'orientation stricte de l'ordolibéralisme « entrera toujours en conflit avec l'attitude opportuniste qui accompagne, sectoriellement, le pragmatisme des Luxembourgeois. »

Actes : Vol XXI

L'éthique fiscale (Roger Molitor ; décembre 2014)

C'est un document historique qui permet de mesurer le choc Luxleaks dans le microcosme des optimisateurs fiscaux. Le 8 décembre 2014, soit un mois après la publication en vrac d'un demi-millier de rulings, Roger Molitor (*1953) s'exprime sur « les possibilités et limites de la politique fiscale ». Ancré dans une tradition « catho de gauche », le *tax leader* retraité de KPMG et alors encore membre du Conseil d'État constate que « le paysage fiscal international a vraiment changé ».

Il serait désormais trop tard pour argumenter de manière purement technique et juridique : « L'opinion publique internationale a tranché le débat en concluant que les grandes entreprises ne paient pas un impôt équitable sur leur bénéfice, et que certains États, dont le Luxembourg, facilitent délibérément ces agissements ». Le Luxembourg apparaîtrait comme « particulièrement agressif » : « Même les États-Unis s'interrogent sur notre politique fiscale : sur l'ensemble des bénéfices générés par des filiales étrangères d'entreprises américaines, 8,9 pour cent sont inscrits dans les bilans d'entreprises domiciliées au Luxembourg. »

Lors du débat qui suit, deux tendances se cristallisent : les « modérés », prêts à faire des conces-

sions, et les « maximalistes » ne voulant rien céder. André Elvinger se range dans le camp des premiers : « Il s'agit de revoir notre copie là où elle doit l'être [...], mais de là à nous culpabiliser tous les jours, il y a un pas que nous ne devons pas franchir ». Alain Steichen se situe dans le camp des jusqu'au-boutistes. Dans un email envoyé quelques jours avant la conférence, il écrivait : « Peut-on se permettre le luxe de ne plus favoriser les multinationales [...] en amendant, restreignant, voire en abandonnant notre pratique des rulings au motif que ces entreprises auraient un comportement manquant d'éthique ? »

Une année avant la bombe Luxleaks, Henri Etienne, ancien haut fonctionnaire à la Commission européenne (1958-1993), recommandait lors d'une table ronde organisée par la Section une « pleine adhésion » au principe que les bénéfices doivent être imposés là où ils sont générés. Mais un tel repositionnement, disait-il, supposerait que « la politique ait le dernier mot et ne soit pas le prisonnier de la place financière dont nombre de tenants défendent, à tort, bec et ongles, le système des failles comme un droit acquis ».

Actes : Vol XXVIII

Le rôle positif de la ploutocratie (Alain Steichen ; février 2008)

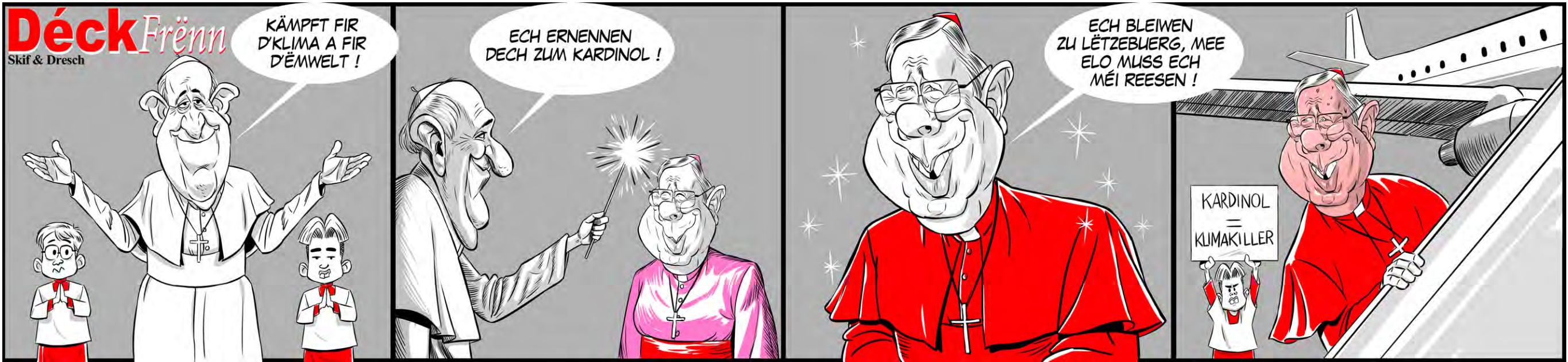
En février 2008, l'avocat Alain Steichen (*1958) disserte sur « la légitimité des droits de succession ». Au fil de son long exposé, le fiscaliste finit par buter sur la question démocratique : « La richesse allant souvent de pair avec le pouvoir politique, certains craignent qu'en l'absence d'impôts sur la succession, on risquerait la constitution d'une ploutocratie, c'est-à-dire d'un État gouverné par quelques familles particulièrement fortunées ».

Or, aux yeux de Steichen, les HNWIs constitueraient un « contrepoids » qui permettrait de « contenir le pouvoir » du gouvernement et de « préserver l'équilibre ». Il développe l'argument oligarchique : « On peut espérer que les partis politiques au pouvoir puissent moins bien s'isoler de l'influence d'un groupe restreint de personnes particulièrement fortunées ne devant pas leur

succès au processus politique. En ce sens, les grandes familles industrielles pourraient jouer le rôle de contrepoids au gouvernement en place. »

Steichen se « méfie » du droit des successions comme outil de redistribution sociale. Ce raisonnement viserait « à pénaliser le succès » et exprimerait « surtout des sentiments d'envie à l'égard des personnes riches. » Il dit souscrire à une conception hayeckienne de l'économie : « La valeur est créée spontanément en raison de l'action des agents économiques, l'État constituant plutôt une nuisance qu'une aide ». Une affirmation osée de la part d'un avocat dont les affaires ont prospéré à l'ombre de niches fiscales... créées et défendues par l'État.

Actes : Vol XI



Leitartikel

Tödliche Nachlässigkeit

Ines Kurschat

Noch rechtzeitig trafen Polizisten ein, um eine weitere Gewalteskalation am Montagmorgen auf der hauptstädtischen *Kinnekswiss* zu verhindern. Ein Mann hatte seine Ehefrau verprügelt. Er wurde festgenommen und kam in Untersuchungshaft. Das Glück hatte eine Frau aus dem französischen Cagnes-sur-Mer nicht. Sie wurde vom Partner totgeschlagen. Passanten hatten die Szene beobachtet und die Polizei gerufen. Als sie das Paar nicht sogleich finden konnte, zog sie wieder ab. Jetzt untersucht die Polizeiinspektion mögliches Fehlverhalten. Der Aggressor war zuvor bereits zweimal angezeigt worden, die Staatsanwaltschaft hatte die Ermittlungen jedoch eingestellt.

Angesichts der nunmehr hundertsten Toten dieses Jahr fordern Frauenorganisationen Frankreichs Präsidenten Emmanuel Macron im Rahmen eines Runden Tisches in Paris auf, mehr zum Schutz der Opfer und zur Abschreckung und Strafverfolgung der Täter zu tun. Als eine der ersten Maßnahmen hat die Regierung einen zentralen Notruf eingerichtet und den Etat für den Kampf gegen häusliche Gewalt angehoben.

Luxemburg braucht nicht nach Frankreich zu schauen. Mitte August kam in Esch-Alzette für eine Frau jede Hilfe zu spät, sie starb durch Stiche, die ihr Partner ihr

zugefügt hatte. Im November 2018 wurde eine Frau in Esch von einem Mann mit einem Hammer attackiert und lebensgefährlich verletzt. Ein Unterausschuss des EU-Parlaments untersuchte 2013 so genannte Femi(ni)zide in Europa und Lateinamerika. Der Begriff beschreibt extremste Formen sexistischer Gewalt gegen Frauen und Mädchen, darunter Verschwinden, Vergewaltigung und Mord, die sich dadurch auszeichnen, das die Täter dafür strafrechtlich kaum belangt werden. In Europa gehören Italien, Deutschland, Großbritannien und Frankreich zu den Ländern, in denen die meisten Frauenmorde registriert werden. Die Parlamentarier empfahlen bessere Gesetze und Hilfsmaßnahmen zum Schutz vor Partner-Gewalt. Das war vor acht Jahren.

In Luxemburg arbeiten Frauenorganisationen wie Femmes en détresse eng mit Polizei und Justiz zusammen. Aber trotz Wegweisungsgesetz und Therapien für Täter konnte die Gewalt gegen Frauen kaum eingedämmt werden. Polizeieinsätze in punkto häuslicher Gewalt, 739 waren es 2018, sprechen eine deutliche Sprache. In 231 Fällen waren die Attacken so schlimm, dass der Täter der gemeinsamen Wohnung verwiesen werden musste. Femmes en détresse warnte Ende 2018 gar, die Gewalt gegen Frauen werde immer heftiger, und forderte eine bessere Ausbildung der Poli-

zei, aber auch von Richtern und Staatsanwälten sowie dem Klinik- und Erziehungspersonal, um gefährliche Gewaltspiralen rechtzeitig zu erkennen und aufzubrechen. Geschehen ist seitdem viel zu wenig.

In Italien sichert ein eigenes Gesetz die Rechte von Kindern, die in gewalttätigen Haushalten aufwachsen, die Zeugen von Partner-Gewalt wurden oder so ihre Eltern verloren haben: Sie bekommen psychologische und juristische Hilfe und können den Nachnamen des gewalttätigen Partners ablegen.

So etwas fehlt in Luxemburg. Hier dürfen Gewalttäter die gemeinsamen Kinder weiterhin sehen, selbst wenn diese Zeugen der Gewalt waren und traumatisiert sind. Außerdem fehlen dringend Notunterkünfte und bezahlbarer Wohnraum, um geschlagene Frauen und ihre Kinder unterzubringen und dauerhaft aus dem Einflussbereich des gewalttätigen Partners zu entfernen. Obwohl Luxemburg im Juli 2018 die Istanbul Konvention zur Prävention von (häuslicher) Gewalt gegen Frauen unterschrieben hat, wurde psychische Gewalt, wie Stalking, wiederholte Beschimpfungen und Drohungen, bislang nicht in den *Code pénal* aufgenommen. Es ist höchste Zeit.

blog



Que faire lorsque la moitié des personnes morales enfreignent la loi ? On ferme les yeux, on attend et on espère pour le mieux. Tel semble avoir été le raisonnement du Luxembourg Business Registry (LBR) qui vient d'accorder aux SA, Sàrl, Asbl, etc. « un délai administratif supplémentaire de trois mois » pour s'inscrire au Registre des bénéficiaires économiques. Seulement 65 000 structures sur 120 000 ont jusqu'ici fait la démarche, estime le directeur du LBR, Yves Gonner (photo : sb), face à Reporter. Malgré une *deadline* fixée par la loi au 31 août et malgré la menace d'amendes pouvant atteindre 1,25 million d'euros. Le gouvernement aurait décidé de « nettoyer les écuries d'Augias », estimait Pascal Saint-Amans, le Monsieur Tax de l'OCDE, récemment face au *Land*. Pour rappel : Ces étabes auraient contenu 3 000 bœufs, alors que le Registre de commerce compte 42 360 holdings. bt

- Personalie
- Soziales
- Soziales
- Wirtschaft
- Wirtschaft
- Religion

Immanuel Wallerstein,



in New York geborener Soziologe und Historiker, starb am 31. August im Alter von 88 Jahren. Bekannt wurde er als Begründer der Weltsystem-Theorie. Sie analysiert die Entstehung und dauerhafte, machtgestützte Verfestigung globaler Asymmetrien durch ungleiche Tauschbeziehungen, nachzulesen in *Das moderne Weltsystem*. In seinem vierbändigen Hauptwerk versucht Wallerstein (Foto: Wikipedia) die Geschichte des Kapitalismus vom 16. Jahrhundert bis zu den geistigen und ideologischen Grundlagen der Globalisierung im 20. Jahrhundert nachzuzeichnen. Der Imperialismuskritiker, der wegen seiner Sympathien für die Linke Anfang der 1970-er einen Dozentenposten an der Columbia University aufgeben musste, nach Kanada ausgewanderte, bis er fünf Jahre darauf in die USA zurückkehrte, leitete zudem die École des hautes Études en Sciences Sociales in der Nachfolge des französischen Historikers Fernand Braudel in Paris. Zwischen 2002 und 2004 analysierte Wallerstein für's *d'Lëtzeburger Land* jeweils aktuelle Brennpunkte aus weltsystemischer Sicht, etwa den Irakkrieg oder den Aufstieg der (damals) Neuen Rechten. ik

Der Staat garantiert

Wer einen Kredit für ein Eigenheim sucht, aber über wenig Eigenkapital verfügt oder Banken nicht die nötigen Garantien zu bieten vermag, kann eine staatliche Kreditgarantie beantragen. Seit diese Möglichkeit 1979 mit dem Wohnungsbau-Beihilfengesetz eingeführt wurde, hat der Staat insgesamt 3 155 derartige Garantien erteilt, antwortete Wohnungsbauministerin Sam Tanson (Grüne) auf eine parlamentarische Anfrage des LSAP-Abgeordneten Mars Di Bartolomeo. Damit wurden Darlehen über insgesamt fast 866 Millionen Euro abgesichert (865 467 173 Euro, um genau zu sein). Weil eine solche Staatsgarantie nie für den gesamten Betrag eines Kredits erteilt wird, sondern für höchstens dreißig Prozent, beläuft die Garantiesumme, für die der Staat bisher einsteht, sich auf insgesamt fast 232,5 Millionen Euro (genau 232 494 884,97 Euro). Mars Di Bartolomeo ist einer jener Politiker, die der Ansicht sind, der Umfang der Staatsgarantie sollte ausgeweitet werden. pf

Nachtrag

Der Präsident der CSV heißt Frank Engel, der Generalsekretär Félix Eischen und die stellvertretende Generalsekretärin Kim Mosel (*d'Land*, 30.8.2019). ps

Rectificatif

Aucune des places du Parking Royal Hamilius n'est à vendre. Les futurs résidents des appartements du complexe immobilier n'auront donc pas le droit d'acquérir un emplacement. bt

Let's talk about sex

Anlässlich des Welttags der sexuellen Gesundheit unterzeichneten das Centre national de référence pour la promotion et la santé affective sexuelle (Cesas), das Planning familial, das Rote Kreuz und Centre d'information gay et lesbien am 4. September eine Charta zur Förderung der emotionalen und sexuellen Gesundheit (Foto: PF). Die elf Punkte dienen den Unterzeichnern als ethischer Leitfaden für ihre Arbeit, darunter die Selbstverpflichtung, evidenz-basiert und umfassend über den menschlichen Körper, seine Entwicklung und seine sexuellen Funktionen zu informieren, den Respekt der sexuellen Vielfalt zu fördern, sowie Werte wie Respekt, Einvernehmlichkeit und Chancengleichheit. Auch Kriterien für Weiterbildungskurse im Bereich der emotionalen und sexuellen Gesundheit, eine wichtige Aufgabe von Cesas, wurden vorgestellt. Dazu gehören klare pädagogische Ziele, wissenschaftliche Informationen, Geschlechtergleichheit, Achtung der Vielfalt, Respekt vor der Privatsphäre, ein Werbeverbot und anderes mehr. ik



War on laundering V

La Chambre des députés publie cette semaine le texte du projet de loi transposant la cinquième directive européenne anti-blanchiment (2018), « principal instrument juridique en matière de prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment et du financement du terrorisme ». Le texte a été préparé à Bruxelles dans la continuité des Panama Papers, scandale qui avait mis à nu le recours aux sociétés offshore pour cacher les bénéficiaires économiques. À un an de la visite de la police des polices en la matière, le Groupe d'action financière ou Gafi, la tension est palpable sur la Place. L'exposé des motifs du projet de loi rappelle d'ailleurs que la directive se base sur ses recommandations. « Les obligations générales de vigilance, notamment en ce qui concerne les clients existants (...) que les professionnels devront appliquer se trouvent précisées ». Le projet de loi vise à renforcer les autorités de contrôles pour coopérer avec leur homologues étrangères « eu égard à l'importance des activités transfrontalières ». Monnaies virtuelles, cartes prépayées et surveillance des pays à haut risque attirent l'attention particulière du législateur. Pour rappel, la Commission européenne avait formé en novembre dernier un recours devant la Cour de justice européenne, car le Luxembourg n'avait pas mis « intégralement » en œuvre les règles de lutte contre le blanchiment des capitaux issues de la quatrième directive (2015) ad hoc. Le recours a été classé du fait d'une mise aux normes entretemps, nous informe la Commission. pso

LSF est morte, vive...

Chronique « d'un échec annoncé ». *Tageblatt* annonce ce mardi que le nom « LSF (pour Luxembourg School of Finance) va totalement disparaître ». La faute à un manque d'adéquation entre l'offre prodiguée par ce département de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance (depuis 2005) et la demande formulée par la place financière. L'école logée sur le plateau du Kirchberg a été créée en 2002-2003 à l'initiative du lobby bancaire ABBL et plus particulièrement de son patron Lucien Thiel. Pour son successeur Serge De Cillia (indirectement, car Jean-Jacques Rommes l'a précédé), « es hat gereicht ». « Während sechzehn Jahren gab es keinen Fortschritt. Wir haben (...) viel Input geliefert – jedoch nicht viel zurrückbekommen », analyse le banquier, amer, dans le quotidien eschois. « Il est probable que le nom change, mais l'école va très bien », tempère le recteur de l'Université Stéphane Pallage au téléphone ce jeudi. Le dirigeant de l'institution depuis début 2018 éteint l'incendie : « La finance est l'un de nos piliers ». L'Université a identifié depuis plusieurs mois les problèmes de son école dédiée au secteur bancaire. Les masters ont été repensés « en collaboration avec l'industrie », souligne Stéphane Pallage. Les étudiants des trois nouveaux parcours commenceront le 16 septembre. Le nom de leur école à leur sortie est incertain. pso

Pourpre cardinale



Au Luxembourg, l'archevêque Jean-Claude Hollerich (photo : sb), semble toujours un peu perdu : un Japonais solitaire jeté dans un jeu politique qui le dépasse. Dimanche dernier, le pape François – et frère jésuite – vient de le « créer » cardinal, l'échelon le plus élevé dans la hiérarchie catholique derrière le pape. Hollerich s'est toujours présenté comme un missionnaire, marqué par ses vingt ans passés au Japon où l'Église est « très petite, mais très vivante ». En janvier 2013, il décrivait ainsi sa retraite dans un temple bouddhiste zen au Japon : « Ce que j'avais craint avant la retraite se révélait comme un baume, quelque chose qui m'aidait c'était d'être frappé par le bâton par le maître ». Après des heures de méditation assise, ces coups l'auraient aidé à « décontracter les muscles ». Pas sûr que les coups incessants portés par le Syndicat des fabriques d'Église aient eu le même effet calmant. Ce sera désormais à Léo Wagoner, le nouvel évêque auxiliaire, à les encaisser. Hollerich estime, lui, passer dorénavant la moitié de son temps à l'étranger. bt

Das Hin und Her um die Beihilfen für den Kierchefong könnte der Einstieg in die große Diskussion der Zuschüsse im Wohnungsbau sein

Keine zwei Prozent Erlös

Peter Feist

Vor vier Wochen gab der Wohnungsbau mitten im Sommerloch ein hartes Politikthema her und löste innerhalb von nur sieben Tage mehrere parlamentarische Anfragen an Ministerin Sam Tanson (Grüne) aus. Alles begann mit einem langen Artikel im *Luxemburger Wort* vom 2. August. Darin beklagte der Geschäftsführer des Kierchefong, Philip Maue, vom Ministerium „ausgebremst“ zu werden: Nicht nur lasse es sich Zeit beim Abschluss neuer Projekte für den Bau sozialer Mietwohnungen durch den Kierchefong, die staatlich subventioniert werden sollen. Das Ministerium ändere überdies „unterwegs die Kriterien“.

Denn bisher galt, dass Mietwohnungen, die mit Unterstützung aus der Staatskasse entstehen, nach zwanzig Jahren zu Marktpreisen verkauft werden können. Sam Tanson wolle diese Frist nicht nur auf vierzig Jahre verdoppeln, womit der Fonds „kein Problem“ habe, sondern die neue Regel auch auf Projekte anwenden, für die bereits ein ministerieller „Accord de principe“ vorliege und für die der Kierchefong davon ausgegangen war, sie nach zwanzig Jahren veräußern zu dürfen. Das sei „an Dreistigkeit kaum zu überbieten“, fand das *Wort* am 6. August: Seinen Recherchen zufolge habe das Ministerium die Frist für Kierchefong-Projekte verdoppelt, die schon vor den Wahlen 2018 eingereicht worden waren. Das gleiche sei mit einem Vorhaben der Œuvres paroissiales Saint-Martin aus Düdelingen passiert. Nichtkirchliche Bauträger dagegen hätten 20 Jahre zugestanden bekommen. Mit der „Ideologiefreiheit der Grünen“ sei es offenbar nicht weit her.

Der Kierchefong wurde im vergangenen Jahr Rechtsnachfolger sämtlicher Kirchenfabriken. Dass seine Mietwohnungs-Projekte derart in die Diskussion geraten sind, liegt schon daran, dass Kirchenfabriken beziehungsweise Kierchefong in den letzten Jahren im Wohnungsbau viel aktiver geworden sind. Mitte 2017 überschritt die Gesamtzahl der Wohneinheiten, über die Kirchenfabriken Konventionen mit dem Wohnungsbauministerium abschlossen, die Hundert. In den Jahren zuvor waren es nur um die zwanzig. Im Dezember 2018 wies das das letzte Update des *Programme de construction d'ensembles de logements subventionnés* Kierchefong-Projekte über insgesamt 190 Wohneinheiten aus.

Zweiter Grund für die gestiegene Aufmerksamkeit: Anfang des Jahres wurde bekannt, dass in Kierchefong-Wohnungen Mietpreise von zehn Euro pro Quadratmeter genommen werden können (*d'Land*, 11.01.2019). Was nicht unsozial sein muss, verglichen mit den Preisen auf dem freien Miet-Markt, aber mehr als doppelt so hoch wie die durchschnittliche Sozialmiete, die Gemeinden, Fonds du logement und SNHBM verpflichtet sind zu berechnen. Kierchefong-Präsident Norbert Hauptert hatte kurz vor Weihnachten vergangenen Jahres dem *Radio 100,7* erzählt, die Kirchenfabriken bezögen aus Pro-

jekten im sozialen Wohnungsbau Einnahmen, „um die Kirchen, die Katecheten, um das funktionieren zu lassen“. Das Wohnungsbauministerium sagte damals, es könne noch nicht nachkontrollieren, ob in der Praxis eingehalten wird, was in den Abmachungen zwischen Ministerium und Bauträger steht. Ministerin Tanson erklärte aber: „Es kann nicht sein, dass öffentliche Gelder, die wir zur Verfügung stellen, für andere Zwecke genutzt werden“ (*d'Land*, 15.02.2019).

Um diese Frage scheint es noch immer zu gehen. Denn das *Wort* war am 2. August bemüht, den Kierchefong arm, aber zugleich mildtätig-fromm und bescheiden eingestellt aussehen zu lassen: 135 Kirchen und Kapellen besitze er, für deren Unterhalt er aufkommen müsse. Jahresmieten von 1 000 bis 2 500 Euro für Kirchen, die Gemeinden gehören, müsse er zahlen, außerdem die Gehälter für 110 Mitarbeiter. An das nötige Geld könne er zum Beispiel durch „aktive“ Nutzung seines Immobilienvermögens gelangen. Allerdings „nicht als Akteur auf dem privaten Wohnungsmarkt, sondern indem er staatlich subventionierte Sozialwohnungen baut“. Der subventionierte Mietwohnungsbau sei „kein besonders lukratives Geschäft“. Dass der Kierchefong „überhaupt im Plus“ liege mit seinen Wohnungsbau-Aktivitäten, verdanke er drei Projekten, die er ganz ohne staatliche Hilfe realisiert.

Ob das so stimmt, ist nicht klar. Laut Wohnungsbau-Beihilfengesetz kann der Staat sowohl die Baukosten zu 75 Prozent übernehmen als auch 75 Prozent der Kosten für einen eventuell nötigen Grundstückserwerb. Nimmt man an, dass der Gestehtungspreis für eine 80 Quadratmeter große Wohnung bei zurzeit üblichen 6 000 Euro pro Quadratmeter liegt oder 480 000 Euro insgesamt, und nimmt man ebenfalls an, dass für die Wohnung pro Quadratmeter zehn Euro Miete genommen werden, dann läge bei einem Subventionssatz von 75 Prozent der Eigenkapitalbedarf für die Wohnung bei 120 000 Euro – und auf ihn brächten die jährlich 960 Euro Miete eine Rendite von acht Prozent ein.

Das wäre mehr, als Immobilienfonds abwerfen. Und es würde noch nicht berücksichtigen, welcher Bonus sich erzielen lässt, wenn die Wohnung auf dem freien Markt verkauft wird. Wie die Erlöslage in der Praxis aussieht, ist nicht gewiss, denn die Konventionen zwischen Ministerium und Projektträgern sind nicht publik. Wie die Wohnungsbauministerin auf eine parlamentarische Anfrage von Henri Kox (Grüne) diese Woche mitteilte, können die Subventionen maximal 2 500 Euro pro Quadratmeter für die Baukosten und 1 800 Euro je Quadratmeter für einen Grundstückserwerb betragen. Was den Erlös auf den Kapitaleinsatz natürlich begrenzt. Sicher ist aber, dass mit „Quadratmeter“ nicht allein die Wohnfläche gemeint ist. Zur Berechnung dieses Werts gilt eine komplizierte Formel, in die zum Beispiel auch die Isolation der Wände und das Treppenhaus anteilig



Seit 40 Jahren regelt ein Gesetz die meisten Wohnungsbau-Beihilfen. Die Rgeierung will es grundsätzlich überarbeiten

eingehen. Das Wohnungsbauministerium wollte zur Ertragslage von Kierchefong-Projekten auf Anfrage keine Angaben machen. Die Ministerin zog es auch vor, ihrem Parteikollegen Henri Kox dazu nichts mitzuteilen, der in seiner parlamentarischen Anfrage wissen wollte, wie der „Impakt“ von Subventionssätzen und Mietvorschriften auf Kapitalbedarf und Erlös eines Promotoren sei und um bezifferte Beispiele dazu bat. Vielleicht ist dem Ministerium daran gelegen, kein weiteres Öl ins Feuer zu schütten.

Denn eigentlich geht es bei der ganzen Diskussion nicht nur um den Kierchefong und ob er aus seinen Aktivitäten im Wohnungsbau zu viel Geld bezieht, dass er für andere Zwecke einsetzt, sondern um die Wohnungsbau-Subventionierung insgesamt. Der Kierchefong erhielt, wie die Wohnungsbauministerin es den CSV-Abgeordneten Marc Lies und Gilles Roth diese Woche auf deren parlamentarische Anfrage hin schriftlich gab, auch für die beiden Projekte, die noch unter der vorigen Regierung eingereicht worden waren, die gewohnter zwanzig Jahre zugestanden, ab denen ein Weiterverkauf der Wohnungen erfolgen kann. Es sei nie darum gegangen, bereits für laufende Projekte die Regeln zu ändern, lediglich für seit Juni neu eingereichte. Das Vorhaben der Œuvres paroissiales in Düdelingen ist so eines; laut Ministerin

Statt nach 20 Jahren dürfen bezuschusste Mietwohnungen nun erst nach doppelt so langer Frist auf dem freien Markt verkauft werden. Damit landet Sam Tanson einen kleinen politischen Coup

wurde es am 11. Juni dieses Jahres eingereicht und am 1. Juli von ihr angenommen.

Doch die Ministerin will auch dafür sorgen, dass die Wohnungsbauzuschüsse „konform“ zu den EU-Regeln über Staatsbeihilfen sind. In dem Beschluss der EU-Kommission von über „Ausgleichsleistungen zugunsten bestimmter Unternehmen, die mit der Erbringung von Dienstleistungen im allgemei-

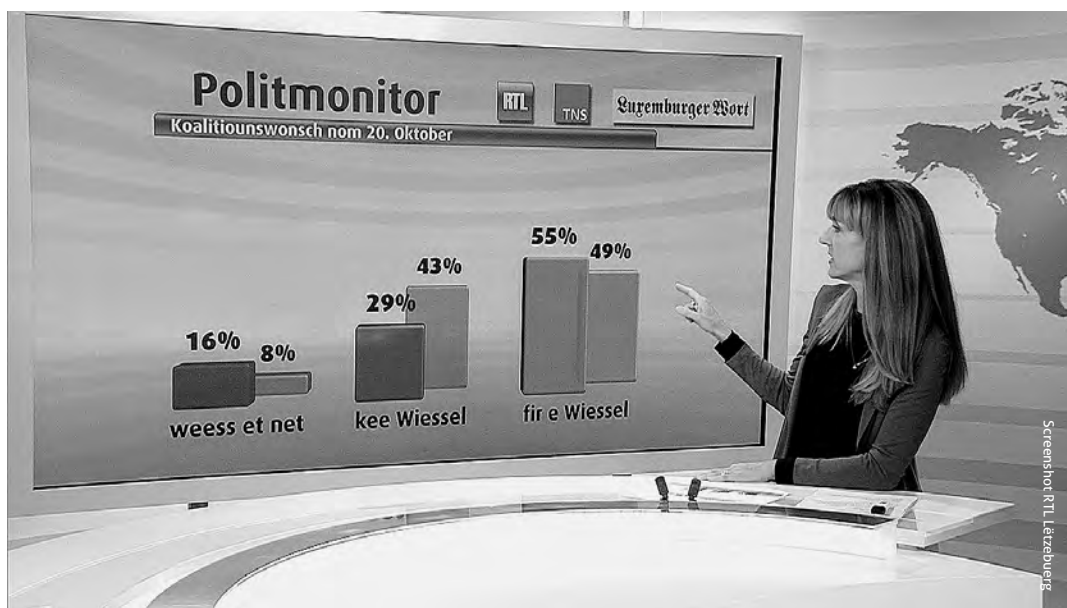
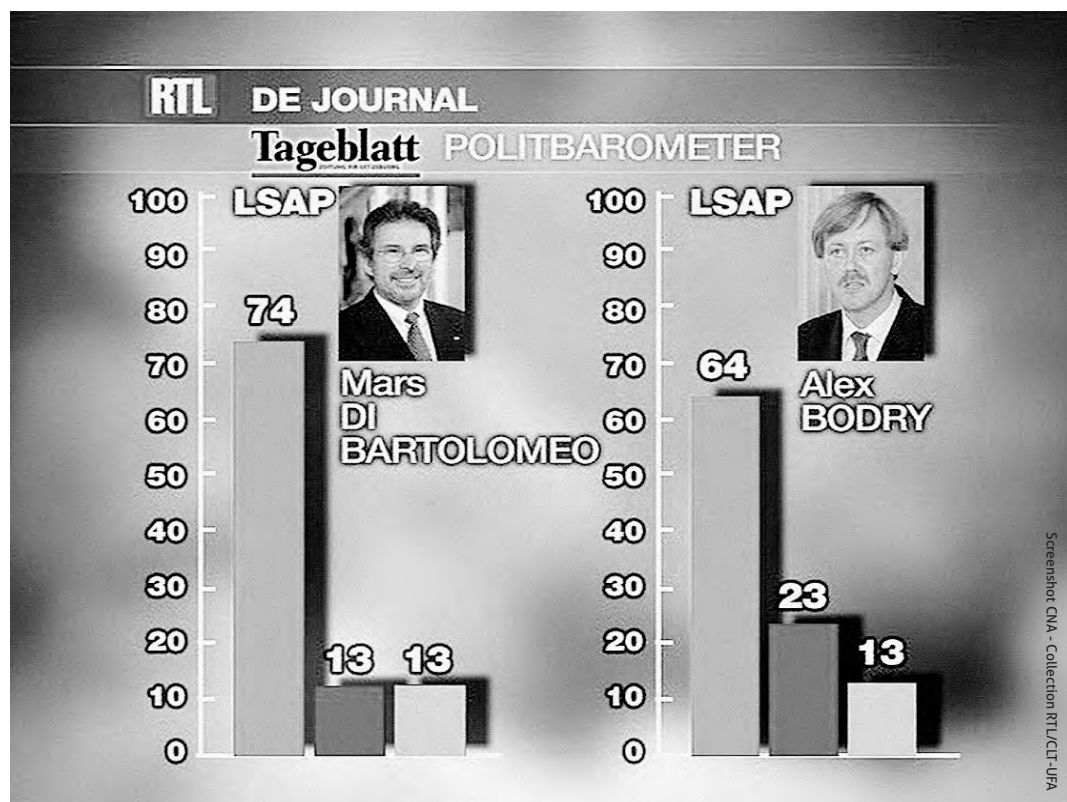
nen Interesse betraut sind“, heißt es in Artikel 5.1, auf den Sam Tanson verwiesen hat: „Die Höhe der Ausgleichsleistungen darf unter Berücksichtigung eines angemessenen Gewinns nicht über das hinausgehen, was erforderlich ist, um die durch die Erfüllung der gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen verursachten Nettokosten abzudecken.“ Weiter hinten in der Vorschrift steht, die Kapitalrendite dürfe „den relevanten Swap-Satz zuzüglich eines Aufschlags von 100 Basispunkten“ nicht überschreiten. Beim aktuellen Swap-Satz von 0,98 Prozent dürfte demnach die Rendite nicht über 1,98 Prozent liegen – es sei denn, ein Mitgliedstaat begründet gegenüber der EU-Kommission, weshalb es mehr geben darf.

Solche Erwägungen sind ziemlich neu in Luxemburg, wenn es um die Wohnungsbau-Subventionen geht. Wenngleich das neue Gesetz über den Fonds du logement, das unter der vorigen Koalition verabschiedet wurde, schon mit Blick auf diese Vorschriften einen Passus erhielt, der dem Wohnungsbaufonds eine viel aufwändigere Buchhaltung als früher vorschreibt. Nun will Sam Tanson auch „alle anderen“ Partner, mit denen Konventionen über Beihilfen bestehen, „konform machen“. Wozu auch die Verdoppelung der Frist, ehe eine Wohnung verkauft werden darf, gehöre, und dass die Wohnung über den auf 40 Jahre verlängerten Zeitraum hinweg entsprechend unterhalten wird.

Die spannende Frage könnte lauten, ob so ein Großreinemachen am Ende dazu führen könnte, dass sich für den subventionierten Wohnungsbau weniger private Akteure interessieren als heute. Denn Sam Tanson hat auch erklärt, so wie sie die Beihilfengesetzgebung versteht, müssten Erlöse wieder in den sozialen Wohnungsbau investiert werden. Gemeinden, Fonds du logement und SNHBM tun das ohnehin, aber es könnte strenggenommen heißen, dass mit der Finanzierung von Kirchen und Religionsunterricht selbst aus einem kleinen Erlös, den der Kierchefong aus Wohnungsbau-Aktivitäten bezieht, Schluss sein müsste. Wie der Kierchefong-Geschäftsführer dem *Luxemburger Wort* Anfang August erklärte, sei die Frage, wie die Erlöse verwendet werden sollen, tatsächlich ein weiterer Streitpunkt mit dem Wohnungsbauministerium. Entschieden werden dürfte darüber vermutlich erst mit der großen Reform des Beihilfengesetzes, die im Koalitionsvertrag angekündigt wird. Gut möglich, dass die Diskussion darüber vor vier Wochen begonnen hat. Sam Tanson, so sieht es aus, hat mit ihrer 40-Jahre-Entscheidung einen kleinen politischen Coup gelandet: Mit einer einfach verständlichen Änderung steht sie, die sich wohnungsbaupolitisch bisher eher vorsichtig äußerte, nun als entschlossfreudige Ministerin in einem nicht traditionell grünen Ressort da.



Öffentliche Meinung



Seit 2004 ermittelt die TNS-Ilres zwei Mal im Jahr Sonntagsfrage und Politmonitor. Seit 2018 ist dieser Rhythmus unterbrochen

Der Wechselwähler ist der Todfeind jeder Umfrage. Seine Spontanität lässt jedes Ergebnis buchstäblich alt aussehen

Ein Land ohne Umfragen

Pol Schock

Genugtuung RTL-Elfantenrunde am Wahlabend 2018: Unlängst war klar, dass Claude Wiseler niemandem am Tisch etwas anzubieten hatte. Die Spitzenpolitiker von DP, LSAP und Déi Gréng bastelten für alle sichtbar an einer Fortsetzung der Dreierkoalition, ohne Blick in Richtung CSV. Da musste Premierminister Xavier Bettel noch etwas loswerden: „Ech wëll drun erënnere, mir waren an Ären Sondagen bei minus sechs Sëtzer.“ Es war ein sanfter, aber süffisanter Schlag gegen die Medien. Und die RTL-Journalistin Caroline Mart nahm ihn auch als solchen wahr und konterte: „Dir sot dach ëmmer, Dir géift net un Ëmfroen gleewen?“

Tatsächlich war der 14. Oktober 2018 kein guter Tag für Demoskopien. Zwar entsprachen die Hochrechnungen, die am Wahlabend präsentiert wurden, bis auf minimale Abweichungen dem späteren Wahlergebnis – allein die Umfragen in den Monaten zuvor lagen weit davon entfernt. Sowohl Politmonitor als auch die Sonntagsfrage deckten sich nicht annähernd mit den Ergebnissen. Alle Umfragewerte zwischen 2014 und Juni 2018 deuteten darauf hin, dass die CSV ihre Verluste von 2013 wettmachen und die Regierungskoalition ihre Mehrheit verlieren würde. Demoskopien verwiesen zwar auf den Umstand, dass es sich bei den Umfragen lediglich um „Momentaufnahmen“ oder „Stimmungstrends“ handele und keinesfalls um Prognosen. Aber das Vertrauen in den Erkenntnisgewinn von Umfragen war dennoch deutlich erschüttert.

Seither hat es keine öffentlichen Politumfragen mehr gegeben. Jedenfalls keine, die nach Wahlabsicht der Bürger oder Kompetenz und Beliebtheit der Politiker fragen. Nicht 100 Tage nach Regierungsantritt, nicht vor den Europawahlen, nicht vor der Sommerpause. Es ist eine mehr als einjährige Durststrecke, die nicht nur mit einer 15-jährigen Umfragetradition in Luxemburg bricht, sondern auch gegen den Zeitgeist läuft. Es ist ein Signum des digitalen Zeitalters zu quantifizieren: Nahezu alles wird bemessen und berechnet, Leistung und Erfolg drücken sich in Zahlen aus.

Guilty Pleasure Mittlerweile machen die fehlenden Umfragewerte auch so manchen Politiker ungeduldig. Denn anders, als sie es offen zugeben, stürzen sich viele Politiker geradezu auf Umfragen. „Politiker behaupten gerne, keinen Blick auf Umfragewerte zu werfen, aber es verhält sich natürlich genau umgekehrt“, sagt LSAP-Fraktionschef Alex Bodry. Als etwa der frühere Chamber-Präsident Mars Di Bartolomeo nicht mehr Teil des Politmonitors war, zeigte er sich geradezu empört. Er setzte einige Hebel in Bewegung, um schleunigst wieder Teil des Umfragepanels zu werden. Auch ein Abgeordneter der DP sagt: „Sondage sinn alles, wat Politiker interessiert.“ Und selbst die besonnene Fraktionspräsidentin der Grünen, Josée Lorsché, will ihr Interesse für Wahlumfragen nicht verneinen, ohne jedoch auf die Trivialität dieses Instruments hinzuweisen. Denn zum gepflegten öffentlichen Umgang mit Umfragen gehören Skepsis und Distanz: Wer allzu sehr mit eigenen Werten kokettiert, gilt als eitel, wer sie zu ernst nimmt, gilt als naiv.

„Tatsächlich bekomme ich die Frage nach dem nächsten Politmonitor oft von Politikern gestellt“, sagt Tommy Klein mit einem Lächeln. Brauner Teint. Offener Hemdkragen. Haare nach hinten frisiert. Klein ist Mitte Dreißig und hat vor zwei Jahren einen Chefposten beim Meinungsforschungsinstitut TNS-Ilres übernommen, nachdem es seinen ehemaligen Mentor Charles Margue nach fünfjähriger Zusammenarbeit in die Politik zog. Die TNS-Ilres ist mit ihren rund 30 Mitarbeitern seit Jahren der unangefochtene Marktführer in Politumfragen. 1989 hat das Institut, das zehn Jahre zuvor gegründet wurde, erstmals Umfragen im Auftrag des Parlaments erhoben. In den 1990-er-Jahren begann die langjährige Zusammenarbeit mit dem Tageblatt, 2004 stieß RTL hinzu. Und 2017 hat das Luxemburger Wort das Tageblatt verdrängt. „Wir werden bald neue Umfragewerte für unsere Partner ermitteln“, so Klein. Eine Information, die RTL und das

Luxemburger Wort bestätigen. Ende Herbst soll ein Politmonitor erscheinen, ob eine Sonntagsfrage, die nach möglichen Wahlabsichten fragt, ebenfalls ermittelt wird, steht noch nicht fest.

Krise Kleins Mimik verändert sich jedoch, wenn er auf das Umfragedebakel von 2018 angesprochen wird. Für ihn handelt es sich um ein großes Missverständnis. Die Ergebnisse seien stichfest, beruhen auf einer wissenschaftlich fundierten Methodologie. Aber es handele sich eben lediglich um Momentaufnahmen. „Wie Politiker, Medien und Öffentlichkeit unser Bruttomaterial interpretieren, können wir nicht kontrollieren“, so Klein. Kurz: Es gibt keinen Grund, die Methodologie infrage zu stellen und von einer Krise der Demoskopie zu reden.

Damit will er auch den Verdacht konterkarieren, dass es seit Juni 2018 keine öffentlichen Umfragen mehr gibt, weil die Presse das Vertrauen in die Ilres und ihre Bemessungsgrundlage verloren hat. Auch das Luxemburger Wort und RTL führen andere Gründe ins Feld, um das Aussetzen von Politmonitor und Sonntagsfrage zu erklären. Für Steve Schmit, stellvertretender RTL-Direktor, gab es unmittelbar nach den Nationalwahlen und um die EU-Wahlen kein öffentliches Bedürfnis nach Umfragen. „Es gab Wahlen, Wahlen, Wahlen. Eine Sonntagsfrage hätte die Menschen wohl kaum interessiert.“ Marc Schlammes, stellvertretender Wort-Chefredakteur und Leiter des Politikressorts, ist zudem der Auffassung, dass Medien nicht als Akteur in Wahlen eingreifen sollten. Die Publikation von Umfragewerten kurz vor Wahlen könnten laut Schlammes das Ergebnis beeinflussen. Damit verzichten die Medien auf ein Recht, das vom Parlament in der vergangenen Legislaturperiode ausgedehnt wurde. Laut Gesetz von 2015 dürfen Umfrageergebnisse bis fünf Tage vor den Wahlen veröffentlicht werden.

Doch Schlammes führt auch an, dass eben nicht nur ethische Bedenken und mangelndes öffentliches Interesse verantwortlich sind für ein ungewöhnlich langes Aussetzen von Umfragen, sondern die Gründe auch bei der Ilres liegen. Das Institut würde ihre Berechnungsmethode überarbeiten. Tommy Klein betätigt das und redet von einem „normalen Vorgang“. Zum einen arbeite das Institut daran, die Wählerschaft wieder besser ins Blickfeld zu nehmen. So lautet ein beliebter Vorwurf von Kritikern: Die tatsächliche Wählerschaft entspreche nicht den Teilnehmern der Wahlumfrage. Ein Teil der Ausgelosten könne nicht telefonisch befragt werden, da sie nicht erreichbar seien oder eine Teilnahme ablehnen. Seit 2016 werden deshalb von der Ilres nicht mehr nur Festnetzte zur Ermittlung von Daten angezapft, sondern auch Mobilfunknummern und Internetabfragen.

Zudem kämpft die Ilres mit der parteipolitischen Zersplitterung und dem Niedergang der Volksparteien. „Sie verlieren an Wähler, wir an Glaubwürdigkeit.“ Man gehe heute von rund einem Drittel Wechselwähler aus, die sich erst kurz vor den Wahlen entscheiden. Ein Albatross für Meinungsforschungsinstitute: Denn der Wechselwähler ist der Todfeind jeder Umfrage. Seine Spontanität lässt jedes Ergebnis buchstäblich alt aussehen. Die Ilres hat sich darüber hinaus im vergangenen Jahr von ihrem langjährigen Partner Fritz Krauss getrennt, dessen Methodologie seit Jahren die Grundlage bildete. Seither arbeitet sie mit dem deutschen Institut Infratest Dimap zusammen, das auch die Umfragen für die ARD erhebt. Es soll insbesondere ein System entwickelt werden, um das Phänomen des Panaschierens in Luxemburg besser abzudecken. Details dazu gelten als Betriebsgeheimnis.

Kostenfrage Doch auch wenn Luxemburger Wort und RTL Ende des Jahres neue Ergebnisse publizieren wollen, sind öffentliche Politumfragen in Luxemburg doch eher selten. Im Vergleich zu den Nachbarländern geht Luxemburg äußerst spärlich damit um. In Deutschland und Frankreich werden Umfragen von unterschiedlichen Medien und Instituten nahezu wöchentlich erhoben. Sie sind Teil

der politischen Kultur, werden begleitend zur politischen Berichterstattung in nahezu allen Presseorganen publiziert. In Luxemburg hingegen sind die seltenen Umfragen geradezu politische *Happenings*. Die Ergebnisse sollen Schlagzeilen liefern, um Verkaufszahlen und Klickzahlen zu steigern. Und so werden sie während einer Woche interpretiert und sind Kernpunkt der politischen Berichterstattung. Der Grund dafür ist der hohe Kostenaufwand. Denn wissenschaftlich brauchbare Umfragewerte beruhen in nahezu allen Ländern auf der gleichen Anzahl von Umfrageteilnehmern, unabhängig von der Größe des Landes. Auch eine Sonntagsfrage in Deutschland oder den Vereinigten Staaten beruht auf vergleichbarem empirischen Datensatz von rund 3 000 Teilnehmern wie in Luxemburg. Rund 20 000 Euro kostet ein Politmonitor bei der Ilres. Viel Geld für die Medienbranche, die mit Umsatzrückgängen zu kämpfen hat.

Für Jean-Lou Siweck, Editpress-Direktor und früherer Chefredakteur des Luxemburger Wort, sind sie deshalb kein lukratives Geschäft. „Umfrageergebnisse haben einen Exklusivcharakter von fünf Minuten, danach werden sie von allen Konkurrenten übernommen.“ Als der Informationsfluss sich noch nicht über das Internet verbreitete, ließen sich die Auflagen noch mit Umfragen steigern, diese Zeiten sind vorbei, heute sei das nicht mehr möglich. Im Tageblatt wird es deshalb in absehbarer Zeit keine Umfrageergebnisse geben.

Mehr Umfragen wagen Viele Politiker bedauern dabei den seltenen Rückgriff auf das Instrument der Demoskopie in Luxemburg. „Wir machen oft Politik ins Blaue“, sagt etwa Frank Engel, Parteipräsident der CSV. Als er seinen Kollegen der Europäischen Volkspartei im Frühling erklären musste, dass es in Luxemburg keine Umfragewerte zu den EU-Wahlen gebe, waren diese verblüfft. „Die wollten mir das kaum glauben.“ Engel bezeichnet sich nicht als „Umfragefetischisten“, würde es jedoch begrüßen, wenn dem Instrument mehr Beachtung geschenkt würde. Wie steht die Bevölkerung zum Brexit, wie zum Mercosur-Abkommen, und was sind generell die Sorgen der Bürger – Fragen, die man laut Engel durch wissenschaftliche Umfragen ermitteln sollte. Eine regelmäßige Befragung könnte dabei helfen, den politischen Diskurs in Luxemburg zu verbessern. Er stellt sich vor, dass eine unabhängige Institution wie das Parlament oder eine Stiftung die Umfragen koordinieren könnte – oder die Medien würden es als Teil des öffentlich-rechtlichen Auftrags begreifen und die Umfragen durch staatliche Gelder finanziert bekommen.

Auch andere Parteien sind solchen Ideen gegenüber nicht abgeneigt. Josée Lorsché würde eine Zunahme von themenbezogenen Umfragen begrüßen, die den Umgang mit Umfragewerten versachlichen würde. Alex Bodry und Eugène Berger sehen das ähnlich. „Tatsächlich könnten wir uns als Parteien zusammensetzen, um eine Debatte über regelmäßige öffentliche Umfragen zu führen“, sagt Bodry. DP-Fraktionspräsident Berger könnte sich etwa vorstellen, dass die Universität, die im Rahmen der Chaire parlementaire, bereits Wahlforschung betreibt, einen regelmäßigen Auftrag erhält, öffentliche Umfragen zu erheben. Das würde einen nüchternen Umgang mit Umfragewerte erlauben, jenseits von waghalsigen Schlagzeilen, so Berger. Auch der Idee, es als Teil des öffentlich-rechtlichen Auftrags zu definieren, ist er nicht abgeneigt. Für die Parteien hätte eine Zunahme an öffentlichen Politumfragen einen weiteren Vorteil: Sie müssten weniger geheime Umfragen in Auftrag geben.

Und nicht zuletzt: Umfrageergebnisse erzählen Geschichten. Der Fall von Hillary Clinton, die Entgleisung des Schul-Zugs in Deutschland – ohne regelmäßige Fieberkurven würden diese tragischen Geschichten nicht existieren. Oder auch der erneute Triumph der Dreierkoalition: Erst durch die Umfrageergebnisse erhielt die Geschichte eine Dramaturgie, die es Xavier Bettel erlaubte, in der RTL-Elfantenrunde einen Treffer zu landen.

Riesige Regenwaldbrände am Amazonas schrecken die Europäer auf. Politiker stellen das eben noch hochgelobte EU-Handelsabkommen mit den Mercosur-Staaten in Frage. Ernsthaft?

Ines Kurschat

Dramatisch klingt der Aufruf von Raoni Metuktire, Häuptling des brasilianischen Kayapo-Volks, im britischen *Guardian* diese Woche. Dramatisch ist auch die Lage in seiner Heimat, dem Amazonasgebiet. „Ihr zerstört unser Land, vergiftet den Planeten und sät den Tod, weil ihr verloren seid. Und bald wird es zu spät sein, das zu ändern“, so sein dringender Appell an die Weltöffentlichkeit. Seit Wochen lodern die Flammen im Regenwald unkontrolliert und bedrohen oder zerstören die Lebenswelt der Kayapos und anderer indigener Amazonas-Völker. Allein im Juli verbrannten dort 73 Quadratkilometer Waldbestand, eine Fläche anderthalbmal so groß wie Luxemburg-Stadt – und das täglich. Die Rodungen, offenbar von Großgrundbesitzern, Kleinbauern und Kriminellen gelegt und vom amtierenden rechtsextremen Präsidenten Jair Bolsonaro nur zögerlich bekämpft, sind Auslöser dafür, dass nach Frankreichs Präsidenten Emmanuel Macron und dem irischen Premierminister Leo Varadkar auch die Luxemburger Regierung mit einem Veto des Mercosur-Abkommens droht.

Ende Juni hatte EU-Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker den Abschluss der Verhandlungen mit den südamerikanischen Staaten als „historischen Moment“ gefeiert. Nach mehr als 20 Jahren zäher und durch politische Umwälzungen immer wieder unterbrochener Gespräche hatten der Staatenbund Mercosur und die EU eine politische Einigung erzielt. In der Substanz: Es fehlen noch Übersetzungen, zudem muss das Vertragswerk rechtlich überprüft und von den einzelnen Mitgliedstaaten unterzeichnet und ratifiziert werden, bevor es Gültigkeit erlangt.

Zölle abbauen Das Abkommen soll zum einen Zölle der vier Mercosur-Staaten Argentinien, Brasilien, Paraguay und Uruguay auf Industriegüter aus der EU abbauen. Für den Handel wären es deshalb rosige Aussichten, als diese zum Teil exorbitant hoch sind. So erheben diese Staaten Zölle von 35 Prozent auf Autos, 14 bis 20 Prozent auf Maschinen und bis zu 18 Prozent auf Chemikalien, die nun schrittweise beseitigt werden sollen. Aber auch die Zölle auf ausgewählte europäische Lebensmittel und Getränke wie Weine (mit 27 Prozent verzollt), Spirituosen (20 bis 35 Prozent) und Schokolade (20 Prozent) sollen fallen. Insgesamt sollen laut EU-Kommission nach der Umsetzung des Abkommens die Zölle auf 91 Prozent der EU-Warenausfuhren in den Mercosur beseitigt werden.

Doch die Lobpreisungen erweisen sich als verfrüht. Scharfe Kritik am „größten Abkommen, das die EU je abgeschlossen hat“ und das laut Handelskommissarin Cecilia Malmström nach seiner vollen Umsetzung den EU-Exporteuren Zölle von über vier Milliarden Euro pro Jahr ersparen soll, gibt es seit längerem: Umweltverbände und Gewerkschaften warnen vor schädlichen Folgen für Natur und Mensch. Auch bei Regierungen regt sich Widerstand. Vor allem in Frankreich, Irland und Polen: Sie fürchten die südamerikanische Konkurrenz in der Landwirtschaft, wichtiger Wirtschaftszweig in den Ländern – und Proteste daheim. Eine von der EU-Kommission in Auftrag gegebene Impactstudie von 2016 hält durch Billig-Importe von südamerikanischem Rindfleisch Preisnachlässe auf EU-Rindfleisch zwischen acht bis 16 Prozent für möglich und unterstreicht, neben den Vorteilen, die „Vulnerabilität spezifischer Landwirtschaftsbereiche“, insbesondere bei Rindfleisch, Reis und in etwas geringerem Ausmaß bei Geflügel und Zucker.

Das treibt auch Luxemburger Bauern um. Die Bauernzentrale sieht mit dem Abkommen die europäische Landwirtschaft „unvertretbaren Wettbewerbsverzerrungen ausgesetzt“ und warnt, in Folge von Mercosur könnten viele bäuerliche Familienbetriebe schließen. Unfair findet sie die „weit auseinander klaffenden Produktionsnormen (...)“, sei es in Bezug auf Qualität, Hygiene, Umwelt oder Sozialbedingungen. Rund 75 Prozent der derzeit in Brasilien verwendeten Agrargifte (auch Pflanzenschutzmittel genannt) seien in der EU verboten. Außenminister Jean Asselborn (LSAP) verspricht, „die luxemburgische Landwirtschaft müssen wir schützen“, stellt aber zugleich in Frage, wie stark die Verwerfungen für Luxemburg tatsächlich sein werden. Schließlich gebe es eine Import-Obergrenze von 99 000 Tonnen südamerikanisches Rindfleisch pro Jahr. Auf diese Summe hatten sich die Vertragsparteien angesichts des wachsenden Drucks europäischer Landwirtschaftsverbände verständigt.

Widerstand der Bauern Viel spricht indes dafür, dass die Zustände in den Bauern in Europa nicht ausreichen und dass das der wahre Grund für Emmanuel Macrons Konfrontation mit Jair Bolsonaro ist: Denn eine außerordentlich hohe Anzahl von Waldbränden gab es in Brasilien schon 2018. Unter Bolsonaros Vorgängerin Dilma Rousseff (respektive Stellvertreter Michel Temer) war dort so viel wie seit einem Jahrzehnt nicht abgeholzt worden. Seit Beginn von Bolsonaros Amtszeit am 1. Januar wurden 39 Prozent mehr Fläche abgeholzt als im gleichen Vorjahreszeitraum – und trotzdem verhandelte die EU-Kommission weiter. Als diesen Sommer dann Satellitenbilder die Runde machten, die eine Verdopplung der Brände im Amazonasgebiet dokumentierten, reagierte Macron, distanzierte sich von dem umstrittenen Abkommen und schwang sich beim G7-Gipfel Ende August im französischen Badeort Biarritz als ökologisches Gewissen auf.

Luxemburg sprang ihm bei. „Das Abkommen, das die Kommission verhandelt hat, basiert auf dem Prinzip der Nachhaltigkeit. Es sieht die Umsetzung des Pariser Abkommens zwingend vor“,



Die Brandstifter

Preiswerte Früchte aus Südamerika mit Folgen für Natur, Umwelt und den Menschen

Wird es einen Zukunftsdech geben, der die Prämissen des hiesigen Wachstumsmodells ehrlich hinterfragt und nach Alternativen sucht? Immer mehr Menschen fordern das

betont Außenminister Jean Asselborn gegenüber dem *Land*. Der Amazonas ist zwar nicht, wie viele fälschlich schreiben, die „grüne Lunge der Erde“, sondern dient vielmehr als Kohlenstoff-Speicher: In einem Quadratkilometer Amazonas-Regenwald sind ungefähr 20 000 Tonnen Kohlenstoff gespeichert. Das ergibt für den gesamten Amazonas-Regenwald eine Menge von 85 Milliarden Tonnen gespeicherten Kohlenstoffs. Wird er zerstört, fehlt diese Speicherefunktion und gelangt mehr CO₂ in die Atmosphäre. Experten wie der Urwaldökologe Antonio Donato Nobre vom Institut für Welt-raumforschung bei São Paulo, oder Erika Berenguer, Biologin an der Oxford-Universität, warnen vor „heftigen globalen Auswirkungen“, weil mit Feuchtigkeit gespeiste Luftströme über den Atlantik und entlang der afrikanischen Küste auch den Golfstrom beeinflussen und somit bis nach Europa gelangen.

Nachhaltigkeit auf dem Papier Fragt sich, warum die Regierungen, die von der Kommission über den Verlauf der Verhandlungen auf dem Laufenden gehalten wurden, nicht auf einen Sanktionsmechanismus pochten, wenn ihnen Nachhaltigkeit und Regenwald so wichtig sind. Die Mitteilung, die Asselborn vergangene Woche zur Regierungsposition verschickte, verweist auf den Schlichtungsmechanismus für den Fall, dass ein Vertragspartner sich nicht ans Regelwerk hält. Umweltorganisationen wie Greenpeace oder Friends of the Earth bemängeln aber, die im Freihandelsabkommen vereinbarten Umweltschutzstandards seien nicht vor der Welthandelsorganisation WTO einklagbar wie beispielsweise Zollvergehen. Verbindliche Strafen bei Nichteinhaltung der Umweltziele sind nicht vorgesehen, Kontrollen schwierig.

„Persönlich bin ich dafür, das in unseren Überlegungen aufzunehmen“, sagt Marc Angel, LSAP-Abgeordneter und Präsident der außenpolitischen Kommission der Abgeordnetenversammlung, vorsichtig. Am 16. September will der Ausschuss erstmals Details des Abkommens und seine Folgen für die Luxemburger Wirtschaft diskutieren. Dann soll der Außenminister Einzelheiten zum Vertrag bekanntgeben. Auf eine parlamentarische Anfrage der DP-Abgeordneten André Bauler und Gusti Graas vom Juli zu den Folgen des Mercosur-Vertrags für Luxemburger Landwirte hatte Asselborn auf die Impactstudie von 2016 verwiesen, Informationen zu Luxemburg soll es „im Laufe der nächsten Monate“ geben. Asselborns Parteikollege, Landwirtschaftsminister Romain Schneider, hatte sich in einer ersten Reaktion nach Verhandlungsabschluss besorgt gezeigt: „Wir bekennen uns zum Vorsorgeprinzip, zur Nachhaltigkeit und

zur Einhaltung unserer hohen Produktionsstandards. Wir werden zunächst prüfen, ob unsere roten Linien, einschließlich des Pariser Abkommens, nicht überschritten wurden.“

Kritik am Wachstumsmodell Es wird sich zeigen, ob die Debatte im Parlament die derzeitige Empörung beruhigen wird, oder ob nicht, wie bei TTIP und Ceta, sich weitere gesellschaftliche Kräfte gegen das Freihandelsabkommen stellen werden und der Widerstand an Fahrt aufnehmen wird. Die Piraten fordern eine Impactstudie, die ADR will die Bauern schützen und ein „Level playing field“. Auch die CSV äußert sich zunehmend kritisch. In einer Dringlichkeitsanfrage fordern Martine Hansen und Laurent Mosar die Regierung auf, die Position angesichts der heftigen Waldbrände zu überdenken. Viele Bauern wählen traditionell konservativ. Fraktionschefin Hansen stammt aus dem agrarischen Norden.

Parteichef Frank Engel schlug kürzlich deshalb auf *Facebook* vor, Mercosur zum gegenwärtigen Zeitpunkt nicht zu unterzeichnen. „Wir müssen uns Gedanken machen über unser Wachstumsmodell und wie kohärent es politisch ist, wenn wir einerseits für mehr Nachhaltigkeit sind und andererseits Handelsverträge schließen, die weltweite zusätzliche Warenflüsse und Abhängigkeiten schaffen.“ Vor allem die „überbetont agrarische Dimension“ im Abkommen stört ihn: „Wir brauchen nicht noch mehr Fleisch in der EU.“ Gefragt, was seine Partei, sonst eher unternehmerfreundlich, alternativ vorschläge, schwächt er die eigene Kritik ab: Er sei nicht für Fundamentalopposition, „ich will eine tiefere Diskussion über unser Wohlstandsmodell, zum Beispiel im Rahmen eines Zukunftstisches“. Einen solchen Tisch hatte, neben den Umweltverbänden, auch der Nachhaltigkeitsrat gefordert. Er stand zudem im Wahlprogramm der Grünen 2013, wurde bisher aber nicht aufgegriffen.

Systeminhärent Dort könnten dann auch die vielen Widersprüchlichkeiten aufs Tapet kommen: Asselborn betont, wie wichtig es sei, jetzt Druck aufzubauen und beizubehalten. Er ist optimistisch, Bolsonaro so in die Schranken weisen zu können, zumal sich verstärkt auch Gouverneure der brasilianischen Bundesstaaten gegen den Präsidenten stellen. Bolsonaro hatte per Dekret das Feuerlegen zur Rodung von Wald für 60 Tage landesweit untersagt. Allerdings wurden seitdem über 3 000 neue Brandherde gezählt. Asselborn wollte nicht ausschließen, dass Großgrundbesitzer und Kleinbauern am Amazonas gerade jetzt mehr Flächen denn je anzünden, da das größte Freihandelsabkommen der Welt winkt – um mehr Raum für den Sojaanbau zu gewinnen. Auch China kauft wegen des Handelsstreits mit den USA verstärkt brasilianisches Soja ein, darunter gentechnisch verändertes. Um den Fleischkonsum europäischer Verbraucher decken zu können, importiert die EU heute schon massenhaft Futtersoja, neben den USA ebenfalls vornehmlich aus Brasilien. Luxemburg, das laut Oekozyklus jährlich rund 27 000 Eiweißfuttermittel importiert, ist abhängig von Soja aus Südamerika. Allein für Sojaimporte werden hierzulande jährlich rund acht Millionen Euro ausgegeben.

Ähnlich widersprüchlich ist der europäische Umgang mit Agrargiften. Immer mehr EU-Länder haben den Ausstieg aus dem vermutlich krebserregenden Unkrautbekämpfungsmittel Glyphosat beschlossen; die EU-Pflanzenschutzverordnung erlaubt Glyphosat noch bis Ende 2022. Die Grenzwerte für Glyphosat-Rückstände liegen in der EU bei 0,05 Milligramm pro Kilo Soja, in Brasilien sind es zehn Milligramm pro Kilo. Im Juni nahm das dortige Parlament eine Gesetzesinitiative an, die den Einsatz von mehr als hundert neuen Pestiziden genehmigt, darunter solche, die in der EU verboten sind. In Brasilien gilt kein Vorsorgeprinzip. Dem dortigen Gesundheitsministerium zufolge erlitten allein im Jahr 2017 5 501 Menschen Vergiftungen durch den Kontakt mit Agrargiften. Nicht nur Aktivisten und Umweltschützer laufen deshalb gegen das Gesetz Sturm. Die UN-Sonderberichterstatter für Menschenrechtsfragen, Gesundheit, Ernährung, Wasser und Umweltfragen hatten bereits im Juni 2018 einen offenen Brief an Brasiliens UN-Botschafterin gesendet, in dem sie vor den Folgen des Gesetzes warnten und sich um die Wahrung der Menschenrechte der Landarbeitenden, der lokalen Gemeinschaften und Verbraucher sorgten.

Alles hängt zusammen Es sind Pharmafirmen in Europa, wie Bayer, Monsanto oder Syngenta, die sich am Export von Agrargiften eine goldene Nase verdienen. Durch die Ausweitung der Anbauflächen in Folge der Brandrodungen steigt die Nachfrage an Pestiziden weiter. Mit dem Mercosur-Handelsabkommen wiederum dürften mehr dieser Chemikalien in Form von Nahrungsmitteln zurück nach Europa auf den Tisch der Verbraucher gelangen, so die Geografin Larissa Mies Bombardi von der Universität São Paulo, Autorin eines 290 Seiten langen Atlas über den Einsatz von Agrargiften in Brasilien, die in einem im März veröffentlichten Artikel zu *Pesticides, poisoning and the politics of agrichemicals between Europe and Brazil* von einem „Vergiftungskreislauf“ schreibt.

„Ihr müsst die Art zu leben ändern (...). Ihr habt euren Weg verloren. Wo ihr geht, sind nur Zerstörung und Tod“, mahnt Häuptling Raoni Metuktire im *Guardian* eindringlich. Und weiter: „Wir atmen alle dieselbe Luft, wir trinken alle dasselbe Wasser. Wir leben auf diesem Planeten. Wir müssen die Erde beschützen. Tun wir es nicht, werden die großen Winde kommen und die Wälder zerstören. Dann werdet auch ihr die Angst fühlen, die wir jetzt fühlen.“

Brexit und kein Ende

Im Namen des Volkes



Protest vor Westminster gegen Johnsons Versuch, das Parlament auszubooten

Martin Theobald, Berlin

Zugegeben: Es fällt schwer, mit den Ereignissen in London Schritt zu halten. Der britische Premier Boris Johnson will den No-Deal-Brexit, den Austritt Großbritanniens aus der Europäischen Union ohne einen Vertrag, mit eiserner Faust durchpeitschen. Dazu schickte er zunächst das Parlament in eine verlängerte Pause, dann schloss er diejenigen Tory-Mitglieder aus der Fraktion aus, die sich gegen ihn gewandt haben. Nun möchte er Neuwahlen abhalten lassen, doch dazu braucht er eine Zweidrittel-Mehrheit im Londoner Unterhaus. Doch dort hat er seit Dienstag nicht mal mehr eine Regierungsmehrheit.

Boris Johnson ist für die Europäer kein ernstzunehmender Verhandlungspartner mehr. Vordergründig. Hintergründig stehen alle Zeichen gleichwohl auf den No-Deal-Brexit. Auch wenn das Parlament ein entsprechendes Gesetz verabschiedet hat,

dass ein vertragsloser Austritt vermieden und die Frist für den Brexit erneut verlängert werden soll. Was jetzt jedoch noch der Zustimmung der EU als Vertragspartner bedarf. Hier zeigt sich Bundeskanzlerin Angela Merkel gerne konzilient; der französische Premierminister Emanuel Macron eher mit harter Kante.

Was bleibt also übrig von einer Woche, in der Großbritannien durch seine Zukunft taumelt und Italien eine neue Regierung bekommt: Parlamente können populistischen Politikern durchaus einen Riegel vorschieben. Denn in dieser Woche bekamen zwei Männer eine Lektion in Sachen Demokratie erteilt: Boris Johnson in London, der mal eben die parlamentarische Demokratie aushebeln wollte, und Matteo Salvini in Rom, der sich in gnadenloser Selbstüberschätzung einfach nur verzoxt hat. Beide haben versucht, die aus ihren Ämtern erwachsene Macht und Möglichkeiten für ihre eigenen Zwecke zu missbrauchen.

Doch ihr Durchmarsch, dem sie gerne das Etikett „Im Namen des Volkes“ anheften, stößt auf den Widerstand parlamentarischer Mehrheiten. Hüben wie drüben. So wollte Johnson das britische Parlament vor sich her durch den Brexit nach seinem Gusto treiben, doch die Abgeordneten zeigen ihm nun den Weg auf. Bis zur nächsten Volte des Premierministers mit anschließender Revolte des Parlaments. Johnson wird noch manchen Taschenspielertrick in der Hinterhand haben.

In Italien ist der Machtpoker zwischen der rechtspopulistischen Lega von Salvini und den übrigen Parteien hingegen erst einmal entschieden. Salvini ließ die Koalition in Rom platzen, da er glaubte, auf diese Weise den Weg zu Neuwahlen zu ebnen, die ihn in das Amt des Ministerpräsidenten hieven sollten. Wahlprognosen legten diesen Schluss nahe. Stattdessen hat der Lega-Vorsitzende sich selbst und seine Partei ins Aus manövriert, da sich seine politischen Gegner doch noch zusammenraufen.

Doch dies ist längst kein Indiz dafür, dass das Pendel des Populismus in Europa wieder zurückschwingt – wie die Landtagswahlen in Brandenburg und Sachsen am vergangenen Sonntag zeigten. Denn auch wenn Volkstribune wie Johnson und Salvini im parlamentarischen System ihre Grenzen aufgezeigt bekommen, müssen sie noch nicht zwangsläufig auch bei ihren Wählern entzaubert sein. Bei den Europawahlen im Mai bekam keine Partei in Italien mehr Stimmen als die Lega. In Großbritannien lag damals eine Partei vorn, die den Bruch mit der EU mindestens so hart und radikal vollziehen will wie die Hardliner um Boris Johnson – die Brexit-Partei von Nigel Farage – und in den beiden ostdeutschen Bundesländern zeigte sich, dass populistische Parteien ihre Wähler motivieren können.

In einem Punkt hat Boris Johnson Recht: Er hält einen weiteren Aufschub beim Brexit für sinnlos

Dass die Sprüche von selbsternannten Anti-System-Politikern wie Johnson, Salvini und Gauland nach wie vor verfangen, hat viele Gründe – angefangen bei der allgemeinen Genervtheit zahlreicher Briten, doch endlich ein Ende der inzwischen seit über drei Jahren andauernden Brexit-Scheidung sehen zu wollen, bis hin zu Nationalismus und Xenophobie, die sich leicht schüren lassen. In Großbritannien spielen allerdings auch die sozialen Plattformen eine nicht zu unterschätzende Rolle. Ob auf Facebook oder Twitter: Hier wird das Ringen um den Brexit auf absurde Weise zugespitzt. Dabei wird polarisiert und den Lesern suggeriert, dass es lediglich eine Wahl zwischen einem EU-Ausstieg auf Biegen und Brechen oder einem Verbleib in der Europäischen Union gebe. Moderate Stimmen, die Alternativen aufzeigen oder die Bestandteile des mit Brüssel ausgehandelten Brexit-Vertrags aufschlüsseln, finden sich kaum.

In einem Punkt hat Boris Johnson allerdings Recht: Er hält einen weiteren Aufschub beim Brexit für sinnlos. Zwar unterschlägt der britische Premier dabei, dass die Abwendung eines katastrophalen No-Deal-Szenarios am 31. Oktober alles andere als sinnlos wäre. Doch es drängt sich auch die Frage auf, wie es den britischen Politikern im Rahmen der neuen Frist – etwa bis Ende Januar nächsten Jahres – noch gelingen soll, die gegenseitige Blockade zwischen den „Leave“- und „Remain“-Lagern zu überwinden.

Es ist durchaus möglich, dass die von Johnson angestrebten Neuwahlen die andauernde Selbstlähmung des Unterhauses aufheben wird. Aber dies ist keinesfalls ein Automatismus bei einer Neuwahl. Inzwischen sind nicht nur die Briten Brexit-müde, sondern auch zahlreiche Menschen auf dem Kontinent. Dies darf aber hier wie dort keinesfalls in ein bloßes Abwinken enden, dem sprichwörtlichen Ende mit Schrecken, denn dem Schrecken ohne Ende. Auch dies kann durchaus eine Taktik von Boris Johnson sein, der das Volk so lange weichkochen möchte, bis es ihm bedingungslos folgt.

Türkei und die Folgen des Syrienkriegs

Perfide Pläne

Cem Sey, Berlin

Vergangene Woche erreichten 1 500 Flüchtlinge ihr Traumziel: Europa. Weder Schlepper, noch Flüchtlingshelfer aus Deutschland unterstützten sie dabei, sondern ganz offiziell die griechische Regierung. Denn Lesbos war voll, eine ägäische Insel nur wenige Seemeilen von der türkischen Küste entfernt, wo Athen seit Jahren die in der EU unerwünschten Menschen auf Armeslänge hielt. Nun hat Griechenland sie in Lager auf dem Festland transferiert.

Hintergrund war eine unerwartete neue Flüchtlingsankunft aus der Türkei. Eine Woche zuvor erreichten mehr als tausend Flüchtlinge binnen zwei Tagen mit Schlauchbooten die überfüllte Insel Lesbos. Während die Zahl der Flüchtlinge, die die EU erreichen, insgesamt stark sinkt, nimmt die Zahl der Flüchtlinge, die in Griechenland ankommen, sprunghaft zu. In Folge bestellte das griechische Außenministerium den türkischen Botschafter in Athen ein, um ihn an den Flüchtlingsabkommen zwischen der Türkei und der EU zu erinnern. Auf die Warnung die Türkei müsse ihre Grenzen besser kontrollieren, solle der Diplomat lapidar geantwortet haben: „Ich leite es weiter.“

Währenddessen verdichtet sich in der Türkei der Verdacht, dass die neue Flüchtlingswelle keineswegs spontan zustande kam. Journalist Mehmet Y. Yilmaz macht in einem kürzlich im Nachrichtenportal T24 veröffentlichten Artikel Andeutungen, die Regierung in Ankara verursache die Flüchtlingswelle absichtlich. Er schrieb, die türkische Regierung wolle Europa in den Syrien-Konflikt verwickeln, in dem

sie davon spreche, eine Flüchtlingswelle träfe Europa. Das sei der Grund, „warum auf einmal dutzende Flüchtlingsboote Lesbos erreichen können“.

Sein Verdacht ist nicht von der Hand zu weisen. Tatsächlich intensivierte Ankara zuletzt ihre Drohung, „die Tore zu öffnen“. Vertreter des Regimes behaupten, die neue Wende im syrischen Bürgerkrieg könne einen enormen Flüchtlingsstrom Richtung Europa auslösen. Es sind jedoch überwiegend afghanische und pakistanische Flüchtlinge, die im Moment in Lesbos auftauchen – keine syrische. Diese Tatsache erhärtet den Verdacht, dass das Regime in der Türkei zumindest absichtlich wegschaut, wenn sich Flüchtlinge auf den gefährlichen Weg über das Meer machen.

Was könnte aber das Land mit einer solch perfiden Aktion erreichen wollen? Eine Erklärung könnte die Sackgasse sein, in die sich Staatspräsident Recep Tayyip Erdogan in Syrien hineinmanövriert hat. Als 2011 in Syrien der Bürgerkrieg ausbrach, mischte Erdogan kräftig mit. Die Türkei unterstützte islamistische Gruppen. Selbst gegen den IS hatte Ankara kaum etwas einzuwenden. Türkische Politiker machten keinen Hehl aus ihrem Traum, Syrien und am besten gleich auch Teile Iraks einzuverleiben.

Der Plan, für den das Regime in Ankara glaubte, im Westen Verbündete finden zu können, scheiterte vor allem an den Kurden und an Russland. Die Kurden fügten dem IS eine deftige Niederlage zu. Andererseits konnte das syrische Regime, mit kräftiger Unterstützung aus Moskau, andere Islamisten aus Aleppo zurückdrängen. Die Kämpfer des Dschihad zogen sich nach Idlib zurück.

Erdogan erkannte die Aussichtslosigkeit der Lage, vollzog eine Kehrtwende und näherte sich Russland an. Seit dem verbuchten beide Länder zusammen wieder einige Erfolge in Syrien. Während das syrische Regime, ein Verbündeter Moskaus, bis auf Idlib alle Problemregionen militärisch unter Kontrolle

brachte, erklärte sich Ankara zum Schutzpatron der Islamisten in Idlib und konzentrierte sich auf die Bekämpfung der Kurden in Syrien. Türkische Soldaten marschierten in Afrin ein – die einzige Region in Syrien, die bis dahin vom Bürgerkrieg verschont war – und vertrieben zehntausende Kurden aus ihrer Heimat. Der Einmarsch in Afrin ist Teil eines größer angelegten Plans: Ankara möchte an der türkisch-syrischen Grenze einen von türkischen Militärs kontrollierten „Sicherheitskorridor“ errichten und dort die syrischen Flüchtlinge in der Türkei ansiedeln, die inzwischen auch in Anatolien von der Bevölkerung mit zunehmender Skepsis gesehen werden. Für diesen Plan bekommt Erdogan durchaus Beifall aus Europa, vor allem von der deutschen Bundesregierung.

In diesem Teil Syriens leben jedoch Kurden, die befürchten, Ankara wolle ihre Selbstverwaltung zerstören und die ethnische Zusammensetzung in ihrer

Heimat verändern. Auch sie haben einen mächtigen Verbündeten: die USA. Um den Gedanken des „Sicherheitskorridors“ dennoch durchzusetzen, verhandelte Ankara daher in den vergangenen Sommermonaten mit Washington. Auch wenn die Parteien sich auf dem Papier einig sind, bremsen die USA und der Plan kommt nicht vom Fleck. Trotz aller martialischen Sprüche traut sich Ankara bisher keine Militäroperation, die zu einer direkten Konfrontation mit der US-Armee führen könnte.

Erdogan ist enttäuscht. Denn gleichzeitig droht auch seine brüchige Vernunftsehe mit dem russischen Präsidenten Wladimir Putin zu scheitern. Nach dem Rest-Syrien „befriedet“ wurde, nehmen sich Moskau und Damaskus den letzten Bastion der Islamisten vor. Syrische Truppen rücken in Idlib vor, wo türkische Militärs im Einvernehmen mit Moskau die Waffenruhe überwachen sollen. Nun sind aber tür-

kische Militärposten selbst umzingelt von syrischen Truppen und türkische Soldaten angewiesen auf den Schutz der russischen Armee.

In seiner Ratlosigkeit scheint Erdogan um jeden Preis die Europäer als neue Verbündete für sich gewinnen zu wollen, um zumindest den „Sicherheitskorridor“ gegen die Kurden durchzusetzen. Schutzsuchende Syrer könnten dabei ein überzeugendes Argument sein. „Wir werden die Flüchtlinge nicht vertreiben, wären aber glücklich, wenn wir den Sicherheitskorridor errichten könnten“, sagte er nach einem Gespräch mit dem tschechischen Ministerpräsidenten Andrej Babis in Ankara neulich. Ob Babis der richtige Gesprächspartner in der EU ist, ist fraglich. Fakt ist, dass in Syrien noch viele mächtige Länder ihre Ziele erreichen wollen und das Flüchtlingsdrama so lange nicht enden wird. Auch wenn es manchen Flüchtlingen hilft, ihr Ziel zu erreichen.

Plus de hauteur

Découvrez le Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

Plan social en vue chez RTL Group

Contrat sans concession

Pierre Sorlut

Schlack ! Le couperet tombe ce mercredi 28 août sur les salariés de RTL Group au Luxembourg. 85 des cent personnes employées au *Corporate Centre*, soit l'entité qui chapeaute depuis le Kirchberg les activités internationales du géant des médias, doivent partir. Cinquante quitteront l'entreprise. 35 rejoindront le site de Cologne. Personne ou presque n'a vu la lame poindre. L'annonce de la « restructuration » intervient au fond d'un communiqué titré « RTL group unveils new leadership structure ». Il est précédé par la communication « RTL Group reports highest-ever first-half revenue ». Les ventes ont augmenté de cinq pour cent et atteint un volume de 8,6 milliards de dollars en six mois, un record depuis douze ans. Lourd, large et froid, le couperet écarte 85 pour cent des salariés du siège.

Contacté, le département communication assure que « toutes les opérations basées au Luxembourg ne seront pas affectées par la restructuration ». Resteront « plus de 600 employés » de la télé, de la radio, de l'information en ligne, de l'entité gestionnaire de l'infrastructure Broadcasting Center Europe (BCE) et donc, du *Corporate Centre*, réduit à sa portion la plus congrue. Quinze personnes pour fournir « un cadre à la direction stratégique et le contrôle financier tout en gérant activement le portefeuille de holdings du groupe », selon la définition de la structure dans le rapport annuel 2018 du groupe.

Ses activités radio et télé sont nées au Grand-Duché en 1929 avec la Société luxembourgeoise d'études radiophoniques. La Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion lui a succédé en 1931 pour devenir CLT (télédiffusion) en 1954 puis CLT-Ufa, avec la fusion en 1997, de ses activités avec Universum Film AG. Radio Télévision Luxembourg, marque phare du groupe, est apparue en 1966. Quant aux actionnaires, français et belges jusqu'aux années 2000, ils sont aujourd'hui principalement allemands avec Bertelsmann AG, basée à Gütersloh.

« Wenn RTL seine Wurzeln kappt », titre ce mardi le *Luxemburger Wort*. « Das L in RTL wird immer kleiner », y témoigne le journaliste, représentant du personnel et membre du Conseil d'administration de CLT-Ufa, Serge Pauly. L'initiale du pays menace-t-elle d'être dissociée du sigle ? Quelques heures à peine après le communiqué de la société, le gouvernement rassure. « L'attachement de RTL Group au Luxembourg, y compris en tant que siège, n'est pas mis en cause », lit-on dans la communication. Le Premier ministre et ministre des Médias, Xavier Bettel, y invite le groupe à un plan social mais se dit tout de même « confiant » que RTL évolue de « manière positive au Luxembourg ».

Une toute première fois

Le doute demeure. Le lien entre le pays et le groupe dominé par les Allemands a déjà menacé de rompre. En 2007, « l'obtention de garanties sur le maintien du siège, de services vitaux, de centaines d'emplois et des programmes luxembourgeois était vue comme un succès du ministre des Communications, Jean-Louis Schiltz (CSV) » (*Land*, 13.01.2017). Une copie de l'accord « sur l'ancrage luxembourgeois de CLT-Ufa et RTL Group (...) pendant toute la durée des concessions » annexée au protocole général signé avec le gouvernement fuite en 2016 en marge du scandale Lunghi-Schram. (La qualité du service public audiovisuel délégué à RTL par l'Etat est alors questionnée suite à l'instrumentalisation d'une interview du directeur du Mudam par une collaboratrice de RTL Télé Lëtzebuerg.)

Aujourd'hui, le seul document public liant le Grand-Duché au groupe média se cache au fond du site de la Chambre des députés. Le dossier du débat qui a suivi, le 23 mars 2017, la déclaration de Xavier Bettel « au sujet de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois avec CLT-Ufa et RTL Group » héberge ledit *pdf*. L'avocat et conseiller d'Etat, Marc Thewes y détermine la marge de manœuvre au regard du droit européen pour la prestation d'un service public par un opérateur privé. Attention aux aides d'Etat et au contrôle de la Commission européenne ! Le cabinet d'audit et de conseil KPMG y atteste avoir assisté « à la revue financière des activités luxembourgeoises de la télévision de CLT-Ufa ». « Le budget estimé pour 2021 (...) s'établit à 23,2 millions d'euros », font valoir dans cet extrait les auditeurs qui avaient été mandatés dès avril 2016 par le service des Médias et Communications pour mettre leur nez dans les comptes du diffuseur.

Le chiffre est retranscrit dans un tableau figurant en annexe du document clé pour la première fois lâché dans le domaine public : la « convention sur la prestation du service public luxembourgeois ». Depuis les années 1990 et les négociations en la matière, les versions luxembourgeoises du texte dormaient bien sagement dans des tiroirs de Jean-Paul Zens (commissaire du gouvernement près de CLT-Ufa et directeur du SMC de 1993 à 2019) rue large ou dans ceux d'Alain Berwick (directeur général de RTL de 1994 à 2016) boulevard Pierre Frieden, bien à l'abri de l'œil du Sauron bruxellois et des regards de la concurrence.

Pour la partie qualité de la convention, c'est ceinture, bretelle, parachute. Rédigé dictionnaire des synonymes en main en marge de l'interminable *shitstorm* consécutif à l'affaire Lunghi/Schram le texte tient CLT-Ufa « responsable du contenu des programmes ». Le concessionnaire « peut dès lors se doter des moyens nécessaires pour assumer efficacement cette responsabilité éditoriale, en ayant égard à la liberté de conscience et d'expression de ses journalistes, qui s'entend comme une indépendance d'esprit dans le respect de la véracité, de l'objectivité et de l'honnêteté de l'information, du caractère pluraliste de l'expression des courants de pensée et d'opinion, des droits d'autrui et de la loyauté envers l'éditeur employeur. »

Le tableau financier (lui aussi pour la première fois dévoilé) détaille le budget TV estimé. Il confirme

d'ailleurs le secret de Polichinelle selon lequel la radio est bénéficiaire quand la télé enchaîne les déficits. Entre neuf et dix millions de 2021 à 2023 inclus. Les députés s'entendent pour le financer dans une limite de presque trente millions d'euros sur les trois années. Jusqu'à fin 2020, CLT-Ufa finance intégralement le programme. La mécanique opère depuis les années 1950. La contrepartie ? L'Etat concède à l'opérateur l'utilisation des fréquences pour accéder aux marchés : Allemagne, Belgique, France, Luxembourg et Pays-Bas. Mais du fait de l'utilisation croissante d'autres réseaux (hertzien national, satellite ou large-bande), les fréquences luxembourgeoises ne portent plus la contrevaletur nécessaire à la prestation du service public télévisuel.

On en mesure maintenant la valeur. En sus des recettes publicitaires évaluées autour de neuf millions d'euros, le tableau publié sur le site de la Chambre estime à cinq millions d'euros annuels l'apport de CLT-Ufa au financement de la télé. C'est le prix payé par RTL en contrepartie des fréquences, comprend-on. Or, selon des informations collectées par le *Land*, le déficit de la télévision couvert par RTL entre 2016 et 2020 s'échelonne plutôt entre dix et quatorze millions d'euros par an.

OmeRTL(a)

Mais le document publié sur le site de la Chambre ne porte que jusqu'à la fin 2023. Il ne mentionne pas non plus d'ancrage luxembourgeois de RTL Group.

Ce qui explique l'inquiétude d'un départ éventuel. D'autant que l'opération de *sale and lease back* du siège voulue par l'ancien grand chef Alain Berwick a été repoussée *sine die*. Elle pourrait tout à fait aboutir en *sale and bye bye*. Auprès du *Land*, le délégué du personnel Serge Pauly confie que « beaucoup de gens se posent des questions sur ce qui va se passer après ». Le silence de l'amiral Schiltz, qui avait gardé le vaisseau attaché au port luxembourgeois quand il menaçait de voguer vers l'Allemagne (à la faveur de la transition Havas/Frère-Bertelsmann dans les années 2000), ne rassure pas. Celui qui occupe le poste de président de CLT-Ufa (obligatoirement de nationalité luxembourgeoise) depuis mars 2017 en remplacement de Jacques Santer (CSV) se mure dans le silence. Les députés se montrent aussi plutôt discrets. Seuls Laurent Mosar (CSV), Mars Di Bartolomeo et Franz Fayot (LSAP) convergent, étonnamment, vers une même inquiétude sur l'état d'information du gouvernement et sur les conséquences de l'éventuel plan social chez RTL. André Bauler (DP), *freak* des archives, s'interroge lui sur le sort réservé à celles conservées par RTL depuis 1929 dans l'hypothèse où elles quitteraient le territoire.

Mais l'inquiétude serait exagérée. Un dirigeant de RTL nous confie sous couvert d'anonymat que le Luxembourg présente bien des avantages pour un groupe international réparti sur plusieurs marchés, notamment la France et l'Allemagne, dont les entités respectives pourraient autrement entrer dans une concurrence fratricide. Sans parler de l'avantage fis-

« Beaucoup de gens se posent des questions sur ce qui va se passer après ». Serge Pauly

cal luxembourgeois et des gestes commerciaux opérés par le gouvernement. Outre la mise à disposition de fréquences, l'assurance d'agir seul sur le marché national ou le financement de l'infrastructure de diffusion (via BCE), l'Etat a apporté pour un bon prix à RTL un terrain sur le Kirchberg. La zone convertie en usage mixte résidentiel et bureaux a vite été valorisée par une cession des parcelles au développeur Giorgetti (voir article « Aide d'Etat cachée », *Land* du 28.04.2017).

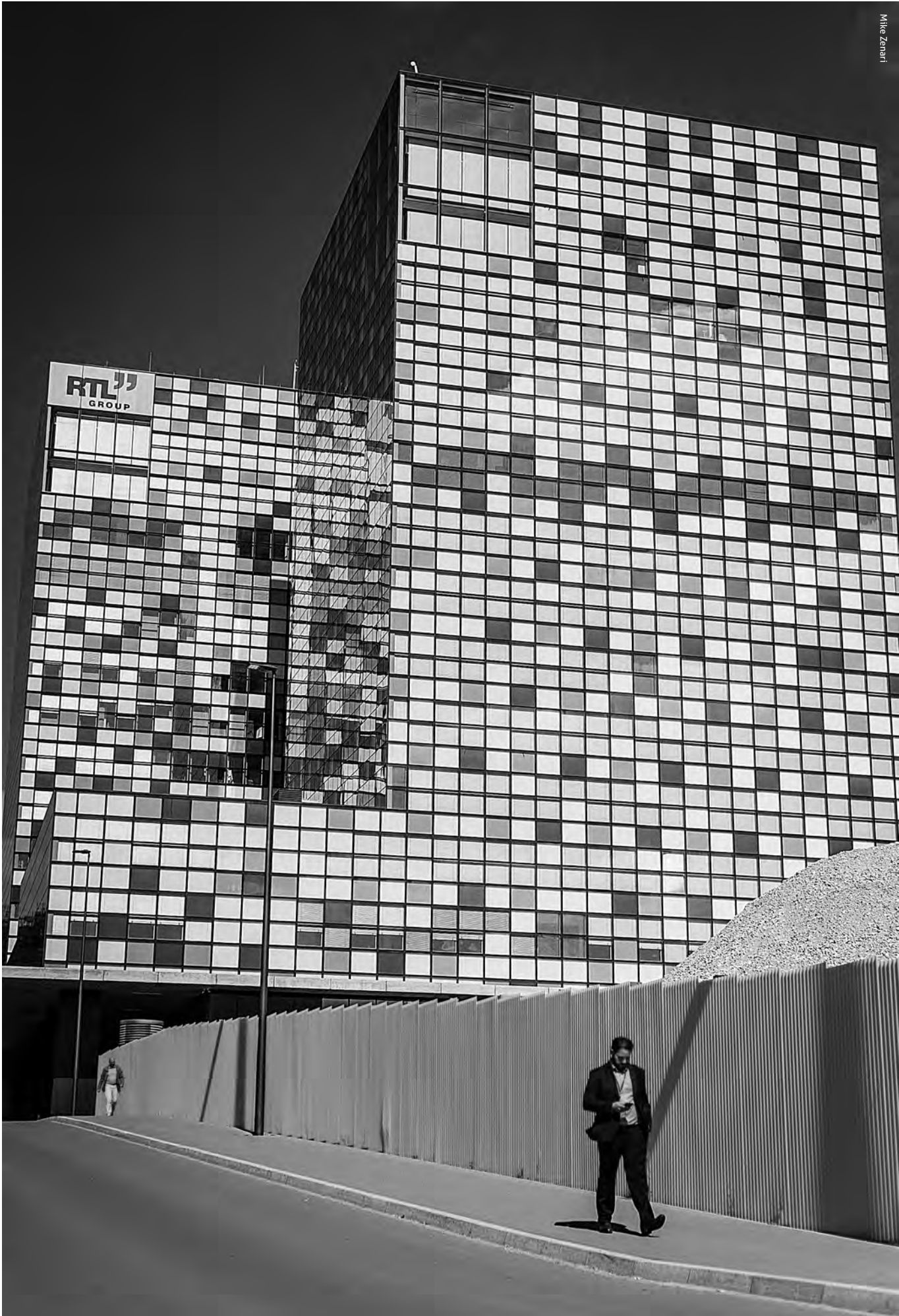
Contacté, Eugène Berger (DP), membre du conseil d'administration de CLT-Ufa (selon la tradition d'y associer les principaux présidents de fraction), « ne se fait pas de souci, ni pour RTL ni pour son lien avec Luxembourg ». Le chef du groupe libéral compare le destin des 85 aux grandes manœuvres du personnel opérées dans les établissements de crédit depuis la fin du secret bancaire. Dans un environnement économique en mutation, les qualifications d'un jour ne valent pas toujours. « On a perdu du personnel dans les banques, mais on en a gagné sur la place financière dans son ensemble au final », constate le participant à la réunion du 28 août durant laquelle la restructuration a été annoncée. Selon les informations recueillies, RTL a informé le gouvernement de ses projets de restructuration en mars et a parallèlement travaillé avec des organisations paraétatiques liées à l'entrepreneuriat pour voir comment développer de nouveaux axes de travail, comme l'intelligence artificielle, grand dada du Premier ministre, ou les paiements, grand dada de Jean-Louis Schiltz.

Du rab pour les actionnaires

Le camarade chrétien-social au *board* de CLT-Ufa Claude Wiseler (en cours de remplacement chez CLT-Ufa par Martine Hansen, CSV) abonde. Netflix, Spotify, Amazon Prime. La concurrence fait rage. « Les groupes médias se restructurent partout. Le fait que RTL se prépare aux grands changements ne doit pas étonner. Nous veillons en tant que politiques à ce qu'un maximum d'activités demeurent au Grand-Duché », conclut l'ancienne tête de liste des chrétiens-sociaux en invitant à contacter le commissaire de gouvernement près CLT-Ufa.

En écho au directeur général de RTL Luxembourg Christophe Goossens, Paul Konsbruck se veut aussi (raisonnablement) optimiste. Entre les lignes et devant l'inquiétude grandissante, les deux lâchent qu'un accord cadre régit la délégation de service public audiovisuel jusqu'en 2030. Les dispositions relatives à l'ancrage de RTL au Grand-Duché demeurent. Le cadre 2021-2023 a été fixé faute de certitude sur l'avenir de la télévision et pour éviter une contrainte technique. Un partenariat public-privé d'une valeur supérieure à quarante millions d'euros contraint l'Etat à des rigidités administratives (loi de financement et soumission de marché public). Au surplus, les relations entre l'exécutif et l'actionnaire, la famille Mohn, sont qualifiées de « bonnes ». Le Premier ministre rencontre régulièrement « Liz ». Xavier Bettel s'est même rendu en septembre 2018, en pleine campagne législative, à Gütersloh.

Pas de crainte jusqu'en 2030 donc. Nos interlocuteurs expliquent la (radicale) décision du 28 août par l'arrivée en avril de Thomas Rabe aux manettes de RTL Group. L'Allemand natif de Luxembourg, 54 ans, veut donner plus d'autonomie aux entités nationales. Les différences entre les marchés rendraient la technocratie luxembourgeoise inutile. Seule la trésorerie locale trouverait grâce à ses yeux. « La restructuration du quartier général aurait pu intervenir il y a dix ans », glisse l'ancien directeur Alain Berwick. Les compétences de Thomas Rabe sont mises en avant. « Le nouveau *group management committee* (composé des membres de la direction générale et des chefs des trois principaux marchés) va dessiner le futur de notre société », annonce celui qui a débarqué de Bertelsmann, mais qui rêvait depuis toujours de diriger le groupe basé au Grand-Duché. Décrit comme austère, il veille sur les bijoux de la famille Mohn. Ceux-la peuvent se réjouir. RTL engraisse sa politique de dividendes pour compenser la chute de trente pour cent du titre sur un an.



Un employé quitte RTL City au Kirchberg ce mercredi à la pause déjeuner

Un tiers des banques de gestion privée affichent des faibles performances

Coup de mou pour la banque privée suisse



Célébration de la fête nationale suisse chez l'ambassadeur au Luxembourg

Georges Canto

L'année 2018 a été très décevante pour le secteur du *private banking* helvétique, selon l'étude annuelle de KPMG Suisse et de l'Université de Saint-Gall (HSG) publiée le 22 août sous le titre « Clarity on

Performance of Swiss Private Banks ». Plusieurs indicateurs de performance des 87 banques privées étudiées, sur un total de 101, sont en berne, confirmant la tendance constatée ces dernières années.

En apparence les résultats ont été plutôt corrects en considérant l'ensemble des banques étudiées. Si leur produit net bancaire (*operating income*) n'a augmenté que de deux pour cent, leur bénéfice net s'est accru de plus de douze pour cent. Le coefficient d'exploitation (rapport entre les dépenses d'exploitation et le PNB) s'est amélioré de 1,4 point pour passer à 75,2 pour cent. Et le ROE (*return on equity*) s'est établi au niveau très convenable de 7,9 pour cent alors qu'il était encore de six pour cent en 2016. Seul bémol, les actifs sous gestion qui en moyenne sur l'année sont restés pratiquement stables à 2 568 milliards contre 2013 en 2017.

Ce constat dissimule une réalité beaucoup plus contrastée. Le *private banking* suisse est très atomisé, 53 des 101 banques étant considérées comme « petites » avec des actifs sous gestion inférieurs à cinq milliards de CHF. Or, près de la moitié de ces établissements sont très peu performants et leur pérennité est menacée. En revanche, ceux qui gèrent chacun plus de 25 milliards de CHF tirent bien mieux leur épingle du jeu.

Ces grandes banques sont au nombre de vingt, parmi lesquelles seize ont pu être étudiées. Elles représentent plus de 83 pour cent du produit net bancaire et des actifs gérés dans l'échantillon total. Selon le rapport, elles sont « généralement bien positionnées et profitables ». En revanche, si les actifs sous gestion moyens ont crû de 3,6 pour cent, c'est surtout grâce à la bonne tenue de la bourse : les nouveaux apports des clients n'ont progressé que de 1,1 pour cent, une évolution qualifiée de « décevante » par les auteurs de l'étude KPMG-HSG.

Cette dernière a également porté sur 24 des 28 « banques moyennes » dont les actifs sous gestion sont compris entre cinq et 25 milliards CHF. Leur poids est beaucoup plus modeste : à peine onze pour cent du PNB total et moins de dix pour cent des actifs confiés. Pour les deux tiers, il s'agit de filiales de groupes étrangers. Selon le rapport, elles ne tiennent que grâce aux réductions de coûts qu'elles ont mises en œuvre, mais comme ces baisses trouveront fatalement leurs limites, on peut parler à leur sujet de « déclin reporté ». Les actifs sous gestion baissent de 8,3 pour cent, malgré la hausse des marchés. Cela dit, des situations variées existent : ainsi, sept établissements, soit quasiment le tiers de l'échantillon, sont considérés comme « strong performers ».

L'échantillon comprenait 47 des 53 « petites banques ». Leur poids est très faible : 5,7 pour

Depuis 2010, le paysage financier suisse a vu disparaître 62 banques privées soit une diminution de 38 pour cent

cent du PNB et 4,5 pour cent des encours de l'échantillon. Leur situation est préoccupante, avec une rentabilité en baisse et douze d'entre elles « dans le rouge » même si huit banques affichent de bonnes performances.

Comme les meilleures performances en termes de productivité et de rentabilité ont été réalisées par des grandes entités, les auteurs du rapport y voient un facteur favorable à une nouvelle vague de consolidation par voie de fusions et acquisitions, afin d'atteindre une taille critique (dont le niveau n'est cependant pas précisé). Le sous-titre du document est d'ailleurs « bigger is better in the quest for success ».

Ce mouvement a déjà eu lieu : depuis 2010 le paysage financier suisse a vu disparaître 62 banques privées soit une diminution de 38 pour cent ! Parmi elles figurent 52 petites banques (leur nombre a été divisé par deux sur la période) mais seulement neuf banques moyennes et une seule grande. Pour les auteurs, c'est encore insuffisant, d'autant plus que le mouvement semble se ralentir. Ils exhortent les actionnaires et des dirigeants des banques petites et moyennes les moins performantes, soit plus d'une quarantaine d'établissements, à prendre leurs responsabilités pour accélérer les rapprochements stratégiques.

Ils mettent en avant le fait qu'au fil des ans, on a vu émerger un groupe de banques privées suisses

détenant chacune plus de cent milliards de CHF d'actifs sous gestion, un modèle qui s'est révélé très fructueux. En effet une grande taille permet de réaliser toutes sortes d'économies d'échelle et de disposer de ressources plus importantes pour les investissements informatiques et commerciaux : elle permet ainsi de se doter d'un réseau mondial de succursales ou de filiales, car une présence locale est indispensable pour pénétrer notamment les grands marchés émergents.

Toutefois, force est de constater que le segment des grandes banques n'a pas particulièrement brillé en 2018 en termes de croissance des actifs sous gestion par apport d'argent frais (*net new money*). Les auteurs reconnaissent que si ces banques perdent moins de clients qu'il y a quelques années au moment où le secret bancaire a été levé, elles peinent aussi à en gagner de nouveaux. Sans doute par manque d'agressivité commerciale mais aussi, selon KPMG et HSG, à cause d'une configuration inadaptée des réseaux. Les banques privées suisses, même les plus importantes, ne sont pas assez présentes sur les marchés en croissance, ce qui limite les opportunités d'acquisition de nouveaux clients.

Comme, à l'autre bout de l'échelle de taille, la plupart des petites et moyennes banques travaillent toujours sur la base d'un modèle d'affaires obsolète faisant la part belle à l'offshore, la conséquence est une stagnation des actifs sous gestion pour l'ensemble des banques privées suisses depuis déjà plusieurs années. La richesse mondiale augmentant constamment, il en résulte une diminution de la part de marché des banques suisses au niveau mondial, sur ce critère.

Elle serait sans doute plus accentuée sans l'incidence des marchés financiers, dont la hausse, en 2017 par exemple, a expliqué 94 pour cent de la croissance des encours gérés ! (Inversement, fin 2018, la chute des marchés a lourdement impacté leur montant.) Pendant plusieurs années, pour expliquer leurs mauvaises performances, les banques privées suisses ont incriminé l'héritage du passé, la rigueur de la réglementation, en particulier en matière de transparence fiscale, et la politique taux d'intérêt négatifs de la Banque nationale suisse. Ces prétextes bien que largement fondés ne suffisent plus. Ce sont les stratégies suivies et les modèles d'affaires qui sont désormais en cause. Mais, comme le notait le Baromètre des banques suisses publié début 2019 par EY, « elles ont plutôt tendance à peu s'occuper d'une possible transformation de leur modèle d'affaires. Ces sujets sont plutôt relégués en milieu, voire très loin dans les priorités ».

Chronique Internet

Souriez, vous avez payé

Jean Lasar

C'est connu, la Chine a plusieurs longueurs d'avance pour ce qui est des moyens de paiement. Alors qu'en Europe, les méthodes faisant appel aux portables ont encore du mal à gagner du terrain face aux cartes en plastique, ces dernières sont déjà désuètes dans de nombreuses situations de la vie quotidienne dans la République populaire, De Shenzhen à Pékin, il est commun de payer une course en taxi

et d'autres services et marchandises depuis son smartphone à l'aide de WeChat ou Alipay. À présent, les géants Tencent et Alibaba, qui diffusent ces applications mobiles de paiement, passent à l'étape suivante en proposant de payer par reconnaissance faciale. À la caisse du supermarché, au moment de régler, le client esquisse un sourire face à la caméra du terminal de paiement, et le tour est joué. Pour convaincre les consommateurs d'adopter cette méthode, les arguments ne manquent pas. Pas besoin d'emmener son téléphone pour faire ses courses, pas de queue au moment de payer, pas de risque de piratage. Alipay, filiale de l'« Amazon chinois » Alibaba, a déjà déployé son système dans une centaine de villes et prévoit de consacrer 420 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour continuer de développer sa technologie « Smile-to-Pay », tandis que Tencent propose son application « Frog Pro » à ses 600 millions de clients depuis le mois d'août, rapporte le *Guardian*.

Les Chinois, sans doute résignés à vivre dans une atmosphère de surveillance permanente, ne semblent pas s'inquiéter outre mesure des risques de cette technologie pour les libertés publiques. Alors que les pays occidentaux se sont habitués à observer les autres nations adopter leurs technologies avec commisération – teintée d'une certaine admiration lorsqu'elles parviennent à accomplir un de ces fameux bonds technologiques –, ils vont cette fois-ci se retrouver dans la situation inverse. Comment se positionneront les sociétés occidentales lorsqu'elles seront elles-mêmes confrontées de but en blanc à ces solutions dites « disruptives » ? Autant réfléchir dès maintenant aux garde-fous requis pour s'assurer de ne pas plonger la tête première dans un capitalisme de surveillance totalitaire.

Car à étudier la façon dont les technologies de reconnaissance faciale ont été déployées jusqu'ici, il est légitime de s'inquiéter. Dans son livre *The Age of Surveillance Capitalism*, Shoshana Zuboff, de la Harvard Business School, met en lumière l'opposition déterminée rencontrée par l'Illinois Biometric Privacy Act, la législation de protection la plus avancée en la matière aux États-Unis, qui exige par exemple d'obtenir l'autorisation écrite des individus avant de collecter toute information biométrique. Facebook « travaille d'arrache-pied pour empêcher d'autres États d'adopter une loi comme celle de l'Illinois », rapporte-t-elle. Qu'une entreprise qui se prépare à lancer sa propre monnaie auprès de ses quelque deux milliards d'utilisateurs ait aussi dans ses cartons des solutions de paiement comparables à celles déployées en Chine est probable. Les États ont-ils encore les moyens de légiférer efficacement pour empêcher de tels scénarios de se réaliser ? Plutôt que de chercher à imposer des contraintes garantissant l'intégrité et la sécurité de leurs citoyens en même temps que le maintien des libertés civiles fondamentales, ne seront-ils pas plutôt tentés de s'allier aux géants du capitalisme de surveillance pour profiter, à la marge, d'un accès partagé à ces gigantesques bases de données et ainsi mieux contrôler leurs populations ?

Loin de s'inquiéter de ces dérives, les consommateurs chinois réagissent avec coquetterie. Le *Guardian* rapporte que selon une enquête de Sina Technology, soixante pour cent des personnes interrogées ont estimé que le fait que leur visage soit scanné pour payer faisaient qu'ils se sentaient « laids ». Ce à quoi, sur le mode « le client a toujours raison », Alipay s'est engagé à remédier en intégrant des « filtres d'embellissement » à ses caméras.

Tencent et Alipay proposent les paiements via reconnaissance faciale. La porte ouverte au capitalisme de surveillance ?

Les trois défis à relever pour une politique environnementale socialement juste

Une question systémique

Nora Back

L'être humain a ceci de paradoxal qu'il peut, à la fois, être la cause de grands malheurs et à l'origine de grandes réussites. Force est de constater que la pollution de notre environnement et le changement climatique dûs aux activités humaines constituent des menaces sérieuses. Or, l'humanité possède les capacités nécessaires, d'intelligence et de technique, pour trouver des solutions. Si nos comportements ont un impact sur l'ensemble du globe, les conséquences les plus dures touchent en priorité les plus fragiles et les moins fortunés. La politique environnementale doit pallier les torts que nous infligeons à notre planète, mais elle doit également être socialement juste et intégrer tous les acteurs pour en assurer la réussite.

La pérennité de notre présence sur terre et la préservation d'un milieu de vie sain impliquent de relever trois défis de taille.

Premièrement, il faut une politique environnementale crédible et volontariste. La protection de l'environnement ne peut plus se payer de mots. La jeunesse, nombreuse à défiler dans les rues et inspirée par la jeune militante suédoise Greta Thunberg, rappelle aux décideurs d'aujourd'hui qu'il est plus que temps d'agir. Dans ce contexte, les syndicats au niveau international et également l'ÖGBL se déclarent solidaires avec le mouvement Fridays for Future / Youth for Climate. Ainsi, l'ÖGBL participe à la semaine d'actions prévue du 20 au 27 septembre 2019.

Déjà en 2002, l'ancien président français Jacques Chirac tirait la sonnette d'alarme lors du IV^e Sommet de la terre. « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». Hélas, plus de quinze années plus tard, peu de progrès. L'image est aujourd'hui devenue réalité. L'Amazonie, le poumon de la terre, brûle.

La question n'est plus de savoir s'il faut agir pour préserver la planète bleue, ni même quand, mais comment ! Et ce « comment » constitue le cœur du deuxième défi.

Les effets néfastes et les catastrophes liés aux dérèglements de notre climat affectent d'abord les pays les plus pauvres à l'échelle planétaire. Ne bénéficiant pas des moyens et infrastructures nécessaires pour faire face aux désastres qui les frappent, ces régions sont les premières victimes : des ouragans, des cyclones, des inondations, des sécheresses, du manque de nourriture, d'eau potable et de soins vitaux ! Et la situation de certains pays soumis à des conflits armés ne fait qu'empirer les choses : la rareté des ressources engendrant des luttes et les luttes accentuant les privations. La pertinence du premier défi nous rappelle que l'action humaine – ou l'inaction – peut avoir de lourdes conséquences : inégalités dans la répartition des ressources, famines, misères et guerres.

Mais les inégalités ne sont pas l'apanage des pays en développement. À l'intérieur des pays les plus riches, y compris au Luxembourg, les populations qui sont les plus pénalisées par la transformation de notre environnement sont celles qui sont les moins fortunées. Tout d'abord, leur lieu d'habitation se trouve en général à proximité des zones les plus polluées, car financièrement moins onéreuses. Ensuite, lorsque ces populations sont malades des conséquences de la pollution, elles ne peuvent pas toujours s'offrir les soins ou les aménagements nécessaires à l'amélioration de leur état de santé.

Enfin, une politique environnementale non ciblée peut les pénaliser encore plus lourdement, car les plus modestes ne peuvent financièrement pas accéder aux technologies les plus récentes – en matière d'habitats, de véhicules ou d'autres biens de consommation – qui permettent une diminution des gaz à effets de serre et des émissions nocives. Pire, une politique fiscale purement punitive, par exemple visant les véhicules les plus polluants mais les moins chers, va les enfoncer dans la précarité, les stigmatiser et les rendre « allergiques » au discours écologique.

Cela ne veut nullement dire qu'il ne faut rien faire pour la protection de notre environnement, mais que les actions nécessaires doivent être prises avec le souci de la justice sociale. Le lien avec les gilets jaunes, comme cela s'est manifesté en France, serait trop rapidement fait, tant l'étude de ce mouvement mérite de profondes analyses pour en comprendre tous les ressorts. Mais il est toutefois utile de rappeler que ce mouvement est parti d'un sentiment d'injustice face à

la taxation des carburants. Et cette notion d'injustice est fondamentale.

Par ailleurs, Lucas Chancel, économiste français et spécialiste des inégalités et de l'environnement, avance que les plus riches polluent davantage que les plus pauvres. Selon ses chiffres, dix pour cent des plus riches sont responsables de 45 pour cent des émissions de gaz à effet de serre, tandis que cinquante pour cent des plus pauvres en émettent seulement treize pour cent. Car les plus aisés ont une consommation totale plus importante ce qui va en faire de plus gros pollueurs.

Les réticences de la population à changer de comportements sont compréhensibles si, dans le même temps, il existe un contexte économique d'exacerbation de la concurrence et de mise en place de politiques budgétaires d'austérité qui produisent, notamment, des taux élevés de chômage, une pression importante sur les salaires et les systèmes de protection sociale, ainsi qu'un affaiblissement du dialogue social.

En effet, la réussite d'une politique environnementale tient à son acceptation et son appropriation par les personnes. Pour être consentie, cette politique doit être socialement juste ! C'est la condition *sine qua non* de sa réussite. Les choix fiscaux qui s'opèrent sont déterminants en la matière.

Troisièmement, l'enjeu environnemental a, et aura davantage dans le futur, un fort impact sur le monde du travail. Ce dernier doit, d'ailleurs, affronter en parallèle l'autre grand chantier d'avenir qui est la digitalisation. Autrement dit, ces deux concepts ont besoin l'un de l'autre pour coordonner leurs objectifs à leurs moyens. Les activités économiques doivent trouver les moyens d'assurer une production respectueuse de l'environnement qui intègre les changements apportés par le numérique. Toutefois, le défi posé par la mutation du monde du travail doit obligatoirement respecter une donnée primordiale, celle de la garantie et de la préservation de droits sociaux forts pour des emplois décents et de qualité, particulièrement par le biais du droit du travail, de la sécurité sociale et de la protection de la vie privée et des données personnelles.

D'ailleurs, la communication de la Commission européenne, du 18 juin 2019, concernant la transition vers une énergie propre affirme que « le socle européen des droits sociaux souligne le droit au recyclage, à la reconversion et au perfectionnement professionnels, ainsi qu'à la protection sociale – tous les éléments essentiels d'une transition juste ». Elle poursuit : « Il sera essentiel de prendre en compte les aspects sociaux pour assurer la réussite de la transition vers une énergie propre. (...) Les États membres sont encouragés à aborder sous tous les angles la façon d'assurer une transition socialement juste



Les dix pour cent les plus riches sont responsables de 45 pour cent des émissions de gaz à effet de serre

et équitable. Il s'agit notamment des aspects liés à l'emploi, y compris la formation et le perfectionnement et la reconversion professionnelle, ainsi que de la protection sociale, qui doit être adéquate pour les personnes concernées par la transition énergétique ».

Les industries ont été, et restent, d'une importance cruciale pour le développement économique de l'Europe. Elles produisent une part importante de la valeur ajoutée et fournissent des millions d'emplois. Il est vrai qu'elles représentent une source importante d'émissions de gaz à effet de serre. En effet, la tentation pour les employeurs pourrait être grande de faire payer aux travailleurs l'addition de la « décarbonisation », par des diminutions de salaires et d'effectifs. Nous ne pouvons pas l'accepter ! De fait, les employeurs ont la responsabilité de l'anticipation des nécessaires adaptations de leur entreprise. Ces adaptations doivent se traduire, entre autres, par une offre de formations adéquates à leurs salariés, pour leur permettre de développer leurs compétences par rapport aux nouvelles exigences qui visent de meilleures

performances écologiques. Ces formations doivent également répondre aux nouveaux besoins nés de la numérisation croissante de l'économie.

Ainsi que le souligne la Confédération européenne des syndicats, cela implique un cadre politique progressif permettant aux activités de prospérer tout en favorisant la transition vers des activités durables et pauvres en carbone. Cette planification doit aussi se mener au niveau régional. Les régions disposent souvent des leviers nécessaires pour accélérer cette transition, par exemple par le biais de la promotion de l'innovation, de l'éducation, de la formation professionnelle continue, des infrastructures de transport. Ces éléments doivent être intégrés dans une stratégie cohérente à long terme qui favorise le déploiement des technologies innovantes à faibles émissions de carbone, une meilleure utilisation des ressources, le soutien à l'économie circulaire ou à la bio-économie. Dans ce contexte, une meilleure coordination et coopération au niveau de la Grande Région est primordiale.

Chroniques de l'urgence

Casse-tête aérien

Jean Lasar

La « démocratisation » du transport aérien est volontiers mise en avant comme un des bienfaits de l'extraordinaire croissance enregistrée par le secteur au cours des dernières décennies. Alors que, selon un rapport publié l'an dernier par Airlines for America, 63 pour cent des Américains avaient au moins pris une fois l'avion dans leur vie en 1977, ils étaient 88 pour cent cinquante ans plus tard. Qui osera se plaindre que pratiquement toutes les classes sociales puissent désormais accéder aux joies des voyages mus au kérosène, réservés autrefois aux « happy few » ?

Au-delà de l'anachronisme d'un tel discours au regard de l'urgence climatique, cet argument cache

Comment réduire l'empreinte CO₂ de l'aviation sans creuser des inégalités ?

des inégalités fortes. Le même rapport révèle que si 24 pour cent des voyageurs aériens ont pris l'avion une seule fois en 2017, quinze pour cent d'entre eux ont fait neuf voyages ou plus. Une répartition inégalitaire comparable prévaut en Europe.

En l'absence de perspectives crédibles d'une décarbonisation technique du transport aérien à court ou moyen terme, comment réduire l'empreinte de l'aviation sans creuser ces écarts ? Car telle serait la conséquence de toute politique attaquant le problème par le biais d'un seul renchérissement des tickets. Certes, il est urgent d'en finir avec l'exonération fiscale quasi-totale dont bénéficie le secteur, ne serait-ce que pour favoriser le rail. Signe du revirement qui s'opère à cet égard en Europe, la *Bild-Zeitung* a révélé il y a une semaine que les conservateurs bavarois de la CSU au Bundestag réfléchissent à un impôt « punitif » pour lutter contre les vols intra-UE à moins de cinquante euros.

Mais utilisée seule, une taxation plus conséquente du secteur aérien aurait surtout pour effet d'en exclure les plus pauvres pour de bon. C'est la raison

Pour être consentie, la politique climatique doit être socialement juste ! C'est la condition sine qua non de sa réussite

L'échelon national doit aussi jouer pleinement son rôle. Les pouvoirs publics luxembourgeois doivent garantir cette transition vers une économie « bas carbone » en impliquant les partenaires sociaux – syndicats et employeurs – dans la définition et la mise en place des stratégies industrielles de réduction des émissions de carbone à un niveau local. L'efficacité énergétique et matérielle exige le déploiement de technologies nouvelles ou émergentes nécessitant une main-d'œuvre qualifiée et dûment formée. Là aussi, les partenaires sociaux sont des interlocuteurs et des acteurs indispensables.

L'investissement dans l'éducation et l'accès à la formation continue doivent être des piliers d'une transition socialement juste. Comme le rappellent les chercheurs Philippe Pochet et Christophe Degryse, respectivement directeur général et chef de l'unité de prospective de l'institut de recherches de la Confédération européenne des syndicats, le dérèglement climatique n'est pas un problème seulement écologique, mais systémique. Il questionne notre modèle de croissance, la globalité du système de production et de consommation, ainsi que les politiques économiques et industrielles. Mais il remet également en cause les équilibres dans les rapports sociaux.

En somme, la politique environnementale, pour être un succès, doit relever ces trois défis : être crédible, socialement juste et impliquer les partenaires sociaux !

Nora Back est présidente de la Chambre des salariés et secrétaire générale de l'ÖGBL. Son article fait partie d'une série consacrée à la politique climatique. Les contributions précédentes ont été publiées dans les éditions du 19 juillet ainsi que du 2, 9, 23 et 30 août 2019. Le lecteur les retrouve dans nos archives sur land.lu, sous la rubrique Environnement et aménagement du territoire/Climat.

pour laquelle une solution avancée de plus en plus souvent par des experts comme Michael Kopatz consiste à attribuer à chaque citoyen un quota de deux ou trois vols aller-retour par an, avec à la clé un marché des quotas non utilisés. Cependant, même conjugué à des mesures fiscales fortes intégrant leur coût environnemental, il est douteux qu'un tel rationnement soit suffisant pour réduire les émissions du secteur de moitié à l'horizon 2030. Une approche réglementaire complémentaire est incontournable. Toujours en Allemagne, la fédération des aéroports a déclaré à la *Süddeutsche Zeitung* la semaine dernière être prête à envisager une abolition de certains vols domestiques courts à condition que le rail améliore ses prestations et assume d'enregistrer les bagages des passagers.

C'est vraisemblablement un bouquet fait de taxation, de quotas et de limitations réglementaires qui émergera des réflexions en cours pour tenter de réduire les émissions de l'aviation sans pour autant en refaire un mode de transport réservé aux riches. Assurément, former un tel bouquet ressemblera à tout sauf à une aimable balade à la campagne.

Drogen- und Suchtpolitik in der Schweiz

Vom „Needle-Park“ zur Kokain-Gesellschaft

Charles Wey

Angeblich war der Platzspitz der Lieblingsort von James Joyce während seiner Zürcher Zeit zwischen 1915 und 1919. Die Parkanlage befindet sich auf einem spitz zulaufenden Gelände, an dem die Sihl und die Limmat, die beiden Flüsse, die Zürich durchqueren, ineinanderfließen.

Mit den großen Rasenflächen und den mächtigen Platanen, die sie umgeben, ist der Platzspitz ein beliebtes Erholungsgebiet im Stadtzentrum, nur wenige Gehminuten vom Hauptbahnhof entfernt. Der Uferweg am Seitenkanal der Limmat ist bei schönem Wetter gesäumt von Menschen; im Sommer baden viele Zürcher im sauberen Fluss. Trotz regelmäßiger Polizeikontrollen hängt vielerorts ein süßlich-würziger Duft von Marihuana in der Luft. Cannabisprodukte sind die meistkonsumierten illegalen Substanzen in der Schweiz – die Eidgenossen pflegen entgegen ihrem konservativen Image einen relativ lockeren Umgang mit Haschisch und Marihuana. An einem Ort wie dem Platzspitz empört sich kaum ein Stadtbewohner über den öffentlichen Drogenkonsum. Volljährige Kiffer riskieren schlimmstenfalls eine Geldbuße, sollten sie von einem Polizeibeamten in der Öffentlichkeit erwischt werden. Der Konsum an sich ist unlängst entkriminalisiert worden. Diese liberale Haltung der Zürcher gegenüber Drogen erklärt sich durch ein Trauma, das im kollektiven Gedächtnis der Stadt verankert ist.

Ende der 1960-er Jahre begann der Heroinkonsum in der Schweiz, wie auch in anderen Wohlstandsgesellschaften, eine neue Dimension und vor allem eine neue Sichtbarkeit in der Öffentlichkeit anzunehmen. „Ab 1982 bildeten sich volatile Gassenszenen¹⁶, wie der ehemalige Leiter der klinischen Immunologie am Zürcher Universitätsspital, Peter Grob, berichtet. Die Behörden ließen die Konsumenten vertreiben, wenn ihre Präsenz in einem Stadtviertel zu auffällig wurde.

Anfangs war das vor allem im heute gut situierten Quartier Seefeld der Fall. Damals war der Allgemeinmediziner André Seidenberg als Notfallarzt in Zürich tätig. In einem Artikel für *Das Magazin* erinnert er sich: „Die süchtigen Kleindealer blieben süchtig, und nach jeder Vertreibung sammelte sich die Drogenszene wieder an neuen Orten.²⁴ Die Szene verlagerte sich nach und nach über das Altstadtzentrum hin zum Platzspitz, wo sich in den folgenden Jahren die größte offene Drogenszene Europas versammelte. Die Parkanlage erlangte unter dem Namen „Needle-Park“ internationale Berühmtheit. Die Polizei war nicht in der Lage, die Szene mit repressiven Maßnahmen dauerhaft aufzulösen. Drogendelikte wurden im Laufe der Zeit zwar zu einem der wichtigsten Gründe für Haftstrafen in der Schweiz. Nach Absitzen ihrer Strafe wurden die Heroinsüchtigen jedoch ohne begleitende Maßnahme entlassen und kehrten wieder in die Szene zurück.

Seidenberg schildert Zustände auf dem Platzspitz, die dem heutigen Besucher befremdend erscheinen: „Im Flussbett der Sihl beim Platzspitz wohnten Fixer in Hütten aus Karton und Wellblech. (...) In den städtischen Notschlafstellen wurden mit HI-Viren verseuchte Spritzen herumgereicht, als wären es Haschisch-Zigaretten.“³⁴

In keinem anderen westeuropäischen Land gab es damals mehr HIV-infizierte Menschen als in der Schweiz. Notärzte und Sozialarbeiterinnen begannen angesichts der sich ausbreitenden Aids-Epidemie, trotz unsicherer Rechtsgrundlage sauberes Injektionsmaterial an die Konsumenten abzugeben. Von 1988 bis 1992 wurde auf Basis einer zum Teil widersprüchlichen Auslegung des Epidemiengesetzes das Zipp-Aids-Pilotprojekt durchgeführt, das im Wesentlichen die Abgabe von Spritzen durch medizinisch geschultes Personal ermöglichte. Der Immunologe Peter Grob konnte in einem Toilettenhäuschen in der Parkanlage dauerhaft eine Abgabestelle einrichten. Es war nicht zuletzt die Verbreitung von Aids, die erstmals zu einem Umdenken in der Drogenpolitik führte. Die tödliche Krankheit verlieh der Drogenszene eine für die Gesamtgesellschaft bedrohliche Dimension und diente gleichzeitig als ethische



Charles Wey

Nach der Räumung des Platzspitz im Februar 1992 sammelte sich die Drogenszene am stillgelegten Bahnhof Letten neu. Hier war die Stimmung noch aggressiver und verzweifelter

Aus der Not heraus wurde in den 1990-er Jahren die Illusion von einer drogenfreien Gesellschaft zugunsten des pragmatischen Prinzips der Schadensminderung für Heroinkonsumenten aufgegeben. Heute sucht die Schweiz nach einer Strategie für den Umgang mit anderen Suchtmitteln

Legitimierung für die langsame Öffnung der Schweizer Drogenpolitik.

André Seidenberg hatte sich zusammen mit weiteren Fachleuten schon zuvor für eine Lockerung der restriktiven Abgabe von Heroin-Ersatzdrogen und der hausärztlichen Abgabe von Substitutionsprodukten eingesetzt. 1991 wurde auf private Initiative hin die Arbeitsgemeinschaft für risikofreien Drogengebrauch (Arud) gegründet, die eine Poliklinik für Methadon-Substitutionsprodukte als Ergänzung zu den bestehenden Behandlungen einführte. Auf Empfehlung der eidgenössischen Subkommission für Drogenfragen formulierte der Bundesrat im gleichen Jahr die Grundpfeiler einer umfassenden Drogenpolitik. Zu dem Vier-Säulen-Modell gehörten: Prävention, Therapie, Schadensverminderung und Repression. Das Modell wurde aus einer Not heraus im Wesentlichen auf die Initiative von Fachleuten hin entwickelt, die in der Praxis neue Wege gingen – noch bevor diese legal verankert wurden. Die Illusion von einer drogenfreien Gesellschaft wurde zugunsten

des pragmatischen Prinzips der Schadensminderung für Konsumenten aufgegeben.

Während in allen Bereichen der Öffentlichkeit Grabenkämpfe ausgetragen wurden, wuchs die offene Drogenszene am Platzspitz weiter. Die Drogenabhängigen wurden sich selbst überlassen, die hygienischen Zustände waren untragbar. 1991 forderte der Statthalter des Bezirks Zürich, Bruno Graf, die Schließung des Platzspitz. Im darauffolgenden Jahr verzeichnete die Schweiz über 400 Drogentote – ein Zeichen des landesweit gewachsenen Konsums, der in besonderem Maße hinter dem Hauptbahnhof in Zürich zum Vorschein trat. Nach langen politischen Debatten wurde die Parkanlage entgegen den Bedenken des Zipp-Aids-Teams am 5. Februar 1992 geräumt.

Nach der Schließung sammelte sich die Szene jedoch wenig später 500 Meter flussabwärts am stillgelegten Bahnhof Letten neu, nachdem erfolglos versucht worden war, die Drogensüchtigen aus der Stadt zu vertreiben. Am Letten waren zunächst weder das Zipp noch andere Fachleute vor Ort – die Stimmung war noch aggressiver, verzweifelter, desolater als zuvor auf dem Platzspitz. Im umliegenden Quartier nahm die Kleinkriminalität zu, während Drogenhändler regelrechte Bandenkriege unter sich austrugen.

Die Untragbarkeit der Situation war ein weiterer Anstoß für ein Umdenken in der Drogenpolitik, die fortan von einem typisch schweizerischen Pragmatismus geprägt sein sollte. Von 1994 bis 1996 wurde erstmals ein Projekt durchgeführt, bei dem Betäubungsmittel, einschließlich Heroin, ärztlich kontrolliert verschrieben werden durften. Ein weiterer wichtiger Schritt, um die offene Drogenszene nachhaltig aufzulösen, war insbesondere die Einrichtung dezentraler „Kontakt- und Anlaufstellen“ in der Stadt und in der erweiterten Metropolregion. Zusammen mit den zuvor gegründeten Organisationen wie der Arud und dem Zipp-Aids-Team ermöglichten diese Maßnahmen die nachhaltige Schließung des Letten-Areals am 14. Februar 1995.

Mit dem Vier-Säulen-Modell, das die Schweizer Drogenpolitik nun bestimmte, wurden neue Maßstäbe gesetzt. Insbesondere die Einführung der legalen Abgabe von Injektionsmaterial sowie die Heroinabgabe stellten eine Pionierleis-

tung im Umgang mit der Drogensucht dar. Die erzielten Fortschritte wurden auf die Initiativen von Ärzten und Psychologen, Pädagogen und Sozialarbeitern hin hart erkämpft. Das Modell war auch in den folgenden Jahren Gegenstand gesellschaftlicher und politischer Auseinandersetzungen. Erst 2008 wurde es über eine Änderung des Betäubungsmittelgesetzes juristisch verankert. Die Opposition gegen eine Öffnung der Drogenpolitik entstammt auch heute noch in erster Linie dem rechten Spektrum der Parteienlandschaft, besteht aber auch aus konservativen Fachleuten.

Aktuell gibt es in Zürich, ebenso wie in anderen Schweizer Städten, keine größeren offenen Drogenszenen mehr. Die vier Stadtzürcher Kontakt- und Anlaufstellen, die als Nachfolger der ersten Abgabestelle auf dem Platzspitz bezeichnet werden können, zeugen aber vom nach wie vor in der Stadt praktizierten Heroinkonsum. Seit Mitte der 1990-er Jahren hat dieser jedoch konstant abgenommen. Gleichzeitig ist die Nachfrage für Kokain, Amphetamin und Drogen auf MDMA-Basis (Ecstasy zum Beispiel) jedoch markant gestiegen. Laut einer im März 2019 veröffentlichten Studie des Wasserforschungsinstituts Eawag und der Universität Lausanne befinden sich unter den zehn europäischen Städten mit dem höchsten Kokain-Konsum derzeit mit Basel, Genf, Sankt Gallen und Zürich gleich vier Schweizer Städte unter den *Top Ten* – Bern folgt auf dem elften Platz. In ganz Europa nimmt der Konsum dieser Substanzen zu, in der Schweiz lag er in den letzten Jahren allerdings auf konstant sehr hohem Niveau. So sorgte die 2017 veröffentlichte Zahl des gesamten im vorherigen Jahr in Zürich konsumierten Kokains für Schlagzeilen: Im Durchschnitt wurden in der Finanzmetropole 1,7 Kilogramm Kokain täglich konsumiert – bei einer Wohnbevölkerung von rund 430 000 Einwohnern.

Allein schon die konsumierte Menge lässt auf das schließen, was auch aus diversen Umfragen hervorgeht: Kokain hat längst den Charakter der Nobeldroge verloren und wird in allen gesellschaftlichen Kreisen und Schichten konsumiert. Im Gegensatz zu Heroin können Kokain, Amphetamin und Ecstasy leichter unbemerkt im öffentlichen Raum eingenommen werden. Die sichtbarsten Spuren finden sich beispielsweise in Form von Rückständen weißen Pulvers auf

den Toiletten der unterschiedlichsten Etablissements – in Bars und Klubs sowieso, aber ebenso in Restaurants und Cafés, in Fußballstadien oder in Theatern. Während die Heroin-Junkies sich mittlerweile in einem von der öffentlichen Umwelt abgeschotteten, kontrollierten Umfeld ihren Schuss setzen können, werden Kokain und Ecstasy in der breiten Gesellschaft konsumiert. In den Institutionen der Freizeitindustrie, mitunter in direkter Nachbarschaft der Anlaufstellen für Heroinabhängige, findet der Drogenkonsum von heute statt. Die Art der Drogeneinnahme und das Profil des durchschnittlichen Konsumenten erschweren repressive Maßnahmen in diesem Bereich. Das Risiko einer offenen Drogenszene besteht kaum, umso mehr da sich der Konsum von Kokain, Ecstasy und Amphetamin besser mit dem Arbeitsalltag in kapitalistischen Gesellschaften vereinbaren lässt.

Im Rahmen der Implementierung des Vier-Säulen-Modells wurde in der Schweiz auch die Abgabe von Kokain getestet. Der Ansatz der Drogen-beziehungsweise Substitutionsmittelabgabe in einem kontrollierten Rahmen wie den K&A scheint allerdings weniger geeignet für Kokain-Konsumenten. Der Psychiater Gianni Zarotti, der in den 1990er Jahren in der Poliklinik der Arud tätig war, erklärt im umfangreichen *Zürcher Kokain-Report* des Schweizer Journalisten Daniel Ryser: „Beim Heroin funktioniert das, weil man aufgrund der körperlichen Abhängigkeit den Wecker stellen kann, wann jemand seinen täglichen Schuss braucht.“⁴⁶ Bei Kokainsüchtigen wird das Verlangen hingegen körperlich verursacht, sondern ergibt sich psychisch bedingt aus der Situation heraus.

Ausschlaggebend für den Abbruch der Kokainabgabe war aber der politische Druck. Im Gegensatz zu den Heroinkonsumenten wurden die Kokainsüchtigen nicht als bedrohliche Gruppe wahrgenommen. Eine Maßnahme, um die Konsumenten von Kokain und Ecstasy dennoch besser zu schützen, wird seit 1993 erfolgreich betrieben: das Pillen-Testing. Konsumenten können ihre Drogen von Fachstellen auf ihre Inhaltsstoffe prüfen lassen. So wissen sie zumindest, wie hoch dosiert eine Pille ist und was für Zusatzstoffe ihrem Kokain beigemischt wurden. Zudem verpflichten sich die Konsumenten zu einem Gespräch mit einem Experten vor Ort. Damit lässt sich der Konsum zwar nur bedingt

Wohnungsbau

Kampf der Wohnungsnot

Wenn in Luxemburg sozialistische Mandatsträger wohnungsbaupolitische Akzente setzten, erhöht sich die Gefahr, dass das bestehende Ungleichgewicht zwischen Wohnungsnachfrage und -angebot regelrecht aus den Fugen gerät, kaum. So unlängst geschehen in Roeser, als der *Député-Maire* Tom Jungen (LSAP) ganze zwei (!) soziale Mietwohnungen publikumswirksam einweihen durfte.

Das *Luxemburger Wort* vom 17./18. August 2019 titelte zu diesem photogenen Ereignis, an dem auch Wohnungsbauministerin Sam Tanson (Grüne) teilnahm, mit den Worten: „Kampf der Wohnungsnot“. Sich dieser Lächerlichkeit wahrscheinlich bewusst, suchte Bürgermeister Jungen in seiner kämpferischen Rede den Erfolg der kommunalen Wohnungsbaupolitik von Roeser nicht in der Gegenwart, sondern – in einem homöopathischen Ausmaß, versteht sich – in der Zukunft und Erfolg gekrönt in der Vergangenheit. In der Tat hatte die Firma Infraplan in den 1970er Jahren im Bereich des sozialen Wohnungsbaus 70 Einfamilienhäuser in Crauthem errichtet.

Tom Jungen vergaß aber daran zu erinnern, dass die OGBl-nahe Firma Infraplan eine Unternehmen war, das der Skandalgesellschaft Neue Heimat gehörte. Neue Heimat, im Besitz des Deutschen Gewerk-

Was geschieht, wenn Politiker blindem wohnungspolitischen Aktionismus verfallen

schaftsbundes (DGB), baute große Wohnsiedlungen in Kiel, Bremerhaven, Hamburg und München, um nur diese wenigen Beispiele zu nennen.

„Gut getarnt im Dickicht der Firmen – Neue Heimat: Die dunklen Geschäfte von Victor und Genossen“, so der Titel eines Berichtes im *Spiegel* vom 8. Februar 1982. Darin wurde aufgedeckt, dass sich mehrere Vorstandsmitglieder persönlich und zum Teil auch direkt an den Mietern bereichert hatten. Einige Vorstandsmitglieder und andere Führungskräfte hatten über Mittelsmänner eigene Firmen gegründet und sich kostenüberhöhte Bauaufträge der Neuen Heimat zugeschanzt.

Sehr rasch mussten alle Beschuldigten die Firma verlassen. Der Wohnungsbaukonzern war, so wurde im Laufe der Zeit festgestellt, stark überschuldet. Auch sollte sich herausstellen, dass der Vorstand

verantwortlich zeichnen musste für Schulden von mehreren hundert Millionen Deutsche Mark; in erster Linie wegen Missmanagements in Auslandsprojekten.

In der Folge wurde der Konzern zerschlagen. Verschiedene Bundesländer, aber auch private Investoren übernahmen die meisten Regionalgesellschaften von Neue Heimat. Dies bedeutete aber auch das Aus für Infraplan in Luxemburg und ihren Geschäftsführer Will Erpelding, den Besitzer der Firma Sogedec, über die er übrigens die Mehrzahl der Bebauungspläne der rot kolorierten Gemeinden hierzulande verfasste.

Jene Wohnungen, die nicht als Eigentumswohnungen an private Haushalte verkauft worden waren, mussten auf verstärkten Druck des OGBl und der LSAP hin vom Fonds du logement übernommen werden. „An Eidels“ in Bettenburg übernahm der Fonds eine Immobilie, die er später als Foyer de jour an die Gemeinde vermietete. Aber auch Wohnungen in Luxemburg-Pfaffenthal und in Grevenmacher standen auf der Agenda. Die Wohnungen in Echternach übernahm der Fonds erst, als die Regierung ihm, nach animierten Verhandlungen, eine zusätzliche Kapitalerhöhung gewährte. Daniel Miltgen, Ehrenregierungsrat

beeinflussen, aber die Praxis folgt dem Prinzip der Schadensminderung.

Inwiefern dem Drogenkonsum durch eine offenere Politik Rechnung getragen werden soll, indem die Substanzen weitestgehend legalisiert und kontrolliert zum Verkauf angeboten werden, oder ein repressives System nach wie vor aufrecht erhalten werden soll – darüber streiten sich nicht nur die politischen Lager, sondern auch die Fachleute. Der Psychiater und Experte für Pharmakopsychologie Boris Quednow äußert sich im *Kokain-Report*: „Es ist die Aufgabe des Staates, die Menschen auch vor sich selbst zu schützen.“⁵ Dennoch spricht er sich entschieden für die Entkriminalisierung des Konsums aus. Thilo Beck, Chefarzt der Arud, plädiert hingegen für eine Legalisierung. Seiner Ansicht nach wird das „Schadenspotenzial von Kokain übertrieben eingeschätzt.“⁶ Beck ist der Ansicht, dass bestimmte Substanzen zu verbieten und dieses Verbot mit einem repressiven System durchsetzen zu wollen, „mehr Schaden als Nutzen bringt“.

Damit spricht er die grundlegende Problematik von Suchtverhalten an. Der Psychiater Marcus Herdener ist der Meinung, dass „das Modell einer drogenfreien Gesellschaft nicht realistisch“ sei. Auch für die Westschweizer Expertinnen für Suchtfragen Anne-Catherine Menétrey-Savary und Geneviève Ziegler steht fest: „Nous vivons dans une société addictive.“ Der Rausch ist eine anthropologische Konstante, die in einer Kon-

sumgesellschaft wenig überraschend zu einer problematischen Ausprägung, der Sucht führen kann: „la problématique des drogues est en relation avec la logique de notre société de consommation“.

Ein gesamtgesellschaftlicher Umgang mit einer möglichst breitgefassten Definition der Sucht, die über die aus verschiedenen historischen und geopolitischen Gründen verbotenen Substanzen hinausreicht, wäre ein wichtiger Schritt, um einen ganzheitlichen Ansatz zum Umgang mit problematischem Suchtverhalten auszuarbeiten. Das Vier-Säulen-Modell stellt eine Basis für einen weiterreichenden Ansatz dar, der im Wesentlichen durch eine kohärente Politik ermöglicht werden muss. Erst wenn Drogensucht als eine Ausprägung eines weiter gefassten Phänomens verstanden wird, zu dessen Elementen auch Alkohol- und Tabakkonsum oder Kauf- und Spielsucht beispielsweise gezählt werden, hat ein ganzheitlicher Ansatz jenseits der Repressionslogik eine Chance. In der Schweiz hat der Bundesrat 2017 mit der Verabschiedung der *Nationalen Strategie Sucht* einen weiteren wichtigen Schritt von der Drogen- zur Suchtpolitik gemacht. Der von Fachleuten propagierte Ansatz wurde lange politisch bekämpft. Nicht zuletzt die Tabak- und Alkoholindustrie haben sich stets gegen die Ausweitung der Drogenpolitik auf legale Suchtmittel gesperrt.

Die Legalisierung einer Substanz, wie zum Beispiel Cannabisprodukten, ermöglicht zwar die Schwächung des Schwarzmarkts, einen höheren

Konsumentenschutz und staatliche Einnahmen auf der Basis von Steuern. Ohne weitreichende Strategie in der Drogen- und Suchtpolitik ist die Legalisierung von Cannabis aber vor allem populistische Effekthascherei. Das gesamte System des kriminellen Drogenhandels und die Nachfrage nach weiteren illegalen Substanzen werden kaum tangiert. Durch diese inkohärente Drogenpolitik wird auch weiterhin ein internationaler Schwarzmarkt alimentiert, der Milliarden Gewinne generiert und für viel Leid sorgt. Eine Substanz zu legalisieren, während andere nach wie vor unter Androhung von weitreichenden Sanktionen verboten sind, kann keine kohärente, nachhaltige Wirkung auf den gesamtgesellschaftlichen Umgang mit den Phänomenen Rausch und Sucht haben.

¹ Grob, Peter J., *Zürcher „Needle-Park“*. Ein Stück Drogengeschichte und -politik 1968-2008. Chronos Verlag, Zürich: 2009. S. 23.

² Seidenberg, André, „Friedhofsgefühle“. In: *Das Magazin*, Nr. 45, 11. November 2017, S. 11

³ Idem, S. 12

⁴ Ryser, Daniel, „1,7 Kilo pro Tag. Der Zürcher Kokain-Report“. Eine Beilage der *Wochezeitung*, Nr. 8, 22. November 2018. S. 43

⁵ Idem, S. 14

⁶ Idem S. 8

⁷ Menétrey-Savary, Anne-Catherine und Geneviève Ziegler, „Drogues et droits humains. Pour une politique humaniste“. Dans: Commission fédérale pour les questions liées aux drogues. *La politique drogue en tant que politique de société*. S. 88



In diesem Toilettenhäuschen wurden ab 1988 saubere Spritzen an Heroinabhängige verteilt. Ziel war nicht zuletzt, die Ausbreitung von HIV einzudämmen

Die kleine Zeitzeugin

Bleiben Sie gesund!



Christiane Hörbiger mit Ernst Schröder in *Jedermann* 1969 auf den Salzburger Festspielen

Michèle Thoma

Mit diesen Worten schließt Christiane Hörbiger, gerne auch Grande Dame des deutschsprachigen Films genannt, das auf der Webseite der österreichischen Volkspartei gepostete Video ab. Das Videobittgebet, die flehentliche Lobpreisung des Altkanzlers Kurz. Mit Schmach und Schmähung für jene, die nach dem Ibiza-Skandal zusammen mit anderen Parteien den erfolgreichen Misstrauensantrag gegen die Regierung gestellt hatten. Für den, wie die Grande Dame schnaubt, total verblödet agierenden SPÖ-Vorsitzenden.

Christiane Hörbiger ist die beliebte Hardlinerin des gehobenen Unterhaltungsfilms, aber natürlich mit butterweichem Herzen. Viele Jahrzehnte lang gab sie die Karriere-Domina, die alle(s) managt; leider bleibt sie dabei selbst auf der Strecke. Bis ein Jüngling sie an sich selbst erinnert, oder ein reifer Kavalier. Sie ist die Chefin eines germanischen Firmenimperiums, zugeknöpft auch mit Dekolletee, die immer ihre Dame steht, auf Hochhackigem natürlich. Immer mit Stil. Zynisch lächelt sie in Selbstmitleid dahinfließend dem verflissenen Gatten hinterher, der sich mit einem Zweijährigen und dessen Mutter abstampelt. Sie ist die abweisende Oma des Kindes mit Hautfarbe, das sie dann großzügig in ihr Großmutterherz schließt.

Auch Zahnärztin kann sie, nur allzu gern legt sich der evangelische Pastor in ihrer strengen Kammer unter die Zange. Irgendwann, am Gipfel von Karriere und, logisch, Einsamkeit, kommt immer ein evangelischer Pastor oder ein Kapitän daher, der ihr unzerbrechliches Herz erobert. Er verfügt über kräftige Kinnladen, und endlich kann sie sich an eine Schulter anlehnen. Sie kann aber auch die bescheidene, jedoch niveauvolle Rentnerin in einem Wohnblock sein, die armen Ausländerkindern Korrektheit beibringt. Am Wiener Naschmarkt kann sie einen Stand schmeißen wie nichts. Immer ist sie kompetent, tüchtig bis zum (Z)Erbrechen.

In ihren letzten Filmen muss sie Alkoholikerin sein, natürlich wird sie der Sucht Herrin. Oder mitten im Leben der Demenz anheimfallen. Oder sterben, wie im richtigen Leben. In einer hanseatischen Villa. Beziehungsweise, wie es sich für eine selbstständige Frau gehört, den selbstbestimmten Tod in der Schweiz selbst buchen.

Die strenge Herrin mit dem bitteren Mund, den warmen, sprechenden Augen und der expressiven Maske hat es schon geschafft, mich in manchen Film mit Kitsch, Konvention und absehbarem Ausgang hineinzuziehen. Ihr pathetischer Kreuzzug für die auf Türkise umgetauften Schwarzen war nicht unbedingt absehbar, einst engagierte sie sich für die Wiener Roten, wandte sich gegen Rassismus und Fremdenhass. Aber wer kann Heilsbringer Kurz widerstehen?

Wie froh und stolz und glücklich wir waren!, beschwört die mit einem schmucken Kreuz behängte Achtzigjährige die jüngste Vergangenheit, die heile Welt unter Kanzler Kurz. Ein nonnenartiges Häubchen bedeckt ihr graues Haar. Und dann dieses total Verblödete, sie scheucht es mit einer unwilligen Handbewegung weg. Wir waren entsetzt!, stößt sie hervor. Über das, was die Republik in schlechte Zeiten führte. Hass und Neid sieht sie dahinter, ein in Österreich gern gesehenes Pärchen.

Der letzte Rest von Contenance schwindet, mit den dazu passenden strengen Mundwinkeln, immerhin ihr Markenzeichen. Dass Sie triumphal zurückkommen! Das hofft sie, natürlich von Herzen. Und mit ihr ein ebenfalls traumatisiertes „Wir“, wer auch immer das sein mag. Die „Döblinger Regimenter“, die schon Thomas Bernhard heimsuchten? Die aus den gehobenen Villenlagen, die immer noch Widerstand leisten gegen cool und grün und pink? Die Grinzingen Wein- und Wellness-Elite? Das stockkonservative Bürgertum, traut vereint mit dem Volk, das immer alle sein will? Dann, ihre Stimme droht zu kippen, ihre Augen werden feucht, dass Sie unser kleines geliebtes Österreich wieder in Ihre Hände nehmen!

Ein kleines Mädchen sitzt da, Hans Moser könnte nuscheln, Serviertöchter huschen, das Mariandl aus der Wachau sein Herz erfrischendes Lachen erklingen lassen. Ohne Herz geht in Österreich gar nichts. Das der Wiener ist gar aus Gold.

Alles, alles Gute! Und bleiben Sie gesund! Liebevoll-besorgt erhebt Christiane Hörbiger den Zeigefinger.

Zu Gast

Villes gëtt vu Gambia iwwert de Knéi gebrach

Roland Houtsch

„Hien ass nach jonk“, ass esou eng hallef Entschëllegung, wann ee Jugendlechen eng Dommheet gemaach huet. No sechs Joer an der Regierung, kann dee Saz awer fir erwuesse Ministeren net méi esou gëllen. An dach: Kuckt een, wéi dës Regierung ëmmer nees an Erklärungsnot kënnst a probéiert, sech erauszuereden ... wierklech bäigeléiert huet Gambia a sechs Joer net.

Dat hänkt natierlech och un der Method. Wann ee mat Ach und Krach seng Majoritéit an nationale Wale rett, ass et vläicht net dee beschte Moment, fir den ëffentleche Gratistransport oder d'Legaliséierung vum Cannabis fir „rekreativ Zwecker“ ze verkënnegen. Béid Iddie ware sécher schonn a ministerielle Gremien ugeschwat ginn, awer duerchduecht ware si nach laang net. Et hätt der Regierung sécher vill Kommunikatiounsmisär gespuert, wa si dës Projeten net esou séier erausposaunt hätt.

Natierlech ass den ëffentleche Gratistransport eng sozial Mesür, duerfir hätt ee keng Ministererklärung gebraucht. D'ADR, déi frou ass, dass hir laangjäreg Fuerderung ëmgesat gëtt, hat scho bei de Gemengewale verlaangt, de Joresabo iwwert d'Sozialbüro virzestrecken. Well grad déi, déi am mannste verdéngen an am meeschten op den ëffentlechen Transport ugewise sinn, kënnen kaum de Joresabo an enger Kéier bezuelen. Si bezuelen all Mount en Abo an doduerch 160 Euro méi am Joer. Am nationale Walprogramm 2018 seet d'ADR, dass d'Moossnam och eng Reklamm fir den ëffentlechen Transport ass.

Vill manner sozial ass elo, wéinst deem Kaddo Guicheten an de Garen zouzemaachen, an dat méintelaang, ier eppes gratis gëtt. Och dës Iddi (ähnlech wéi bei Post a Police) stoung wuel scho méi laang am Raum. Si mam Gratistransport ze verknëppen, suergt fir onnéideg Onrou. Besonnesch well Gewerkschafte fäerten, den ëffentleche Gratistransport kéint Aarbechtsplazen a Gefor bréngen. Amplaz prioritär fir Rou ze suergen an detailléiert duerzeleeën, wat an Zukunft d'Aufgabe vun deene Leit sinn, déi d'Billjeeé kontrolléieren, an zwar zäitgläich mat der Annonce zum Gratistransport, gëtt d'Gefill geniert, dass déi lénks Hand net weess, wat déi riets mécht – fir eng Regierung eischer katastrofal. An d'Kontrollere soen nëmmen hallef am Geck, dass si geschwé mam Kaffisweenchen am Zuch laanscht kommen ...

Onrou am Land verbreedden, dass zitt sech wéi e roud Fuedem duerch d'Regierungsaarbecht. Sief et, dass e Reglement einfach d'Buergebrennen verbitt, wat dementéiert gëtt, awer an de Fakten absolut Bestand huet, sief et d'Trennung vu Kierch a Staat mat de Kierchefabriken, sief et e Waffegesetz ... kaum en Dossier geet am Konsens iwwert d'Bühn.

An der Fro vum Legaliséiere vum „rekreative“ Cannabis ass d'Onrou esouguer iwwert eist Land erausgaangen. Och wa generell d'Politik et mat vertragleche Verplichtungen net méi esou eescht hält (eng däitsch Bundeskanzlerin kann hautdesdaags UN-Konventionen an den Dublin- a Schengen-Traité aussetzen), hat d'Groussregioun awer vill Froen iwwert d'Konsequenze vun enger Cannabis-Legaliséierung.

Och hei war wuel Aktionismus no de Wale e Grond, fir dat Versprechen an d'Welt ze setzen esou kuerz nodeems de medezinesche Gebrauch vu Cannabis eréischt geregelt gi war. Dass Lëtzebuerg sech international rechtlech verflucht huet, Cannabiskonsum an -handel ze ënnerbannen, maach deemols wéi e klengt Hindernis ausgesinn hunn. Mee zwee Deeg nodeems de Fernand Kartheiser dës Problemer an enger parlamentarescher Fro ugeschwat huet, ass den zoustänneg Minister elo mat engem weidere Versproche virun de Won gelaf. Et wäert dee legalen „rekreative“ Cannabis nëmme fir Lëtzeburger ginn. Wéi dat soll funktionéieren? Kee weess et.

Dat nennt ee Gewurtscht. Onmanéierlecht war et nach derbei – well manéierlecht wär gewiescht, emol dem Deputéierte seng Fro ze beäntweren, ier ee mat deem Thema un d'Press gaange wier.

Gedicht fir d'Rentrée

Déckt Getéins, e bësse Brach
Si normal am Summerlach
Päerd fir d'Flicker, soss keng Plo
An de Brexit ass nees do

No der Fouer dréit 'rëm schnell
Dat politesch Karussell
Déck zefridde kuckt de Schmit
Wat e wollt, dat huet e kritt

Kardinol – e Superjob!
D'fält e Bëschof d'Trap erop
Purpur dréit en, rout wéi Blut
D'Pai méi déck, e neien Hutt

Wat eng Freed, eis Kierch ass frou
An de Schmit jo souwiso
D'Schampsstépp, déi wäerte kraachen
Just de Juncker péckt seng Saachen

Jacques Drescher



Zoom op d'Sprooch

Zefriddend a perplex



De Marc Barthelemy (lénks) ass den éischte Kommissär fir d'Lëtzeburger Sprooch, de Luc Marteling ass den Direkter vum neien Zenter fir d'Lëtzeburger Sprooch

François Schanen

De 5. Juli 2019 ass am *Land* mäi leschte Zoom op d'Sprooch erauskomm. Ech war deemools, wat de Stand vun den Études luxembourgeoises an eisem Land ugeet, eenegermoossen zefriddend. Mee aacht Deeg duerno – wéinst engem Bréif un d'Redaktioun (*d'Land*, 12.07.2019) – war ech perplex.

Ganz positiv schénkt mer d'Nomination vum éischte Kommissär fir d'Lëtzeburger Sprooch, dem Här Marc Barthelemy. Déi nei Funktioun ass mam Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwer d'Promotioun vun der Lëtzeburger Sprooch geschaf ginn. Mat deem Gesetz huet d'Regierung sech engagéiert, fir d'Roll vum Lëtzebuergeschen an der Gesellschaft ze stäerken an d'Förderung vun der Lëtzeburger Sprooch a Kultur nohalteg ze sécheren.

De Kommissär fir d'Lëtzeburger Sprooch ass den 12. Oktober 2018 ernannt ginn. Konkret ass en zoustänneg fir d'Ausschaffen an d'Ëmsatze vun engem Zwanzeg-Joresplang ronderëm d'Lëtzebuergesch. Hie gëtt dobäi vun engem interministerielle Comité begleet (*d'Land*, 06.04.2018). Hie suergt och fir eng national Plattform, op där all Formationen, Coursé fir Lëtzebuergesch a soss wichteg Informatiounen zesummegebroen an aktualiséiert ginn. Hie kuckt, dass d'Offer u Coursen, fir Lëtzebuergesch ze léieren, duergeet, zu Lëtzebuerg, an am Ausland, an dass adequat didaktescht Material disponibel ass. De Kommissär mécht och de Suivi vun de Kloen iwwert de Gebrauch oder Net-Gebrauch vum Lëtzebuergeschen an den ëffentlechen Servicer.

Wat soll dat Ganzt?, freet en enttäuschte Lieser an engem Bréif un d'Redaktioun. D'Roll vum Lëtzebuergeschen an der Gesellschaft stäerken!

Schonn als President vum CPLL (Conseil permanent de la langue luxembourgeoise – déi nei Presidentin ass d'Verlagslektorin an d'Iwwersetzerin Myriam Welschbillig¹) – hat de Marc Barthelemy, de fréiere Mathesprofesser a Premier Conseiller du gouvernement, vill dozou bäigedroen, fir den offiziellen Text vun eiser Schreifweis virunzedreiwen (04.04.2019; *D'Schreifweis vun der Lëtzeburger Sprooch*. Proposition vum Conseil fir d'Lëtzeburger Sprooch – CPLL) an sou gutt wéi ze finaliséieren. Dat soll deemnächst och am neien Zenter fir d'Lëtzeburger Sprooch mat orthographeschen Ännerungskomplemente realiséiert ginn (cf. 163, rue du Kiem L-8030 Strassen, Tel. 247-8864).

Dësen neien Zenter fir d'Lëtzeburger Sprooch – an dat ass en zweete Grond fir meng Zefriddendheet – hält lues a lues Gestalt un. Säin neien Direkter, de Luc Marteling, 43 Joer al, ass Enn Juni 2019 vereedegt ginn. Als Kommunikatiounswissenschaftler an Internetjournalist, och als Auteur an Iwwersetzer, huet hie vill zur Ënnerstëtzung vum Lëtzebuergeschen als geschriwwe Sprooch bäigedroen. De Minister Claude Meisch (den neien Zenter ënnersteet dem MENJE an net méi, wéi d'LOD-Equipe, dem Ministère de la Culture) ass iwwerzeugt, dass et e wichtige Pilier an der Promotioun vun der Lëtzeburger Sprooch gëtt.

Zesumme mam Kommissär këmmert sech den Zenter fir d'Lëtzeburger Sprooch ëm d'Norméierung vun der Lëtzeburger Sprooch an d'Sproochesituatioun zu Lëtzebuerg grad wéi ëm d'Promotioun vum Lëtzebuergeschen am Land an doriwwer eraus. En dokumentéiert och d'Lëtzeburger Sprooch, besonnesch hir Geschicht, hir Dialekter an de villsprochege Kontext. Donieft organiséiert hien och Ausstellungen a Konferenzen. D'Aktivitéiten an d'Equipe vum *Lëtzeburger online Dictionnaire* (LOD) ginn an den Zenter integréiert an den LOD, grad wéi d'Servicer ronderëm, ginn an den nächste Jore stänneg ausgebaut an ugepasst (cf. den *Annuaire complet* vum Zenter fir d'Lëtzeburger Sprooch).

Déi gréisst Schwierigkeeten beim Opbau vum neien Zenter sinn a mengen Aen net d'Verdeelung vum Personal, vun de verschiddenen Aktivitéiten a Responsabilitéiten (dat kënnen d'Benotzer vum Zenter der kompetenter Direktioun iwwerloosen), mee e puer Grondtwerzeugungen, déi de

Geescht vum ëffentlechen Déngscht an den Intérêt général ausmaachen.

Geduecht muss all Moment a fir d'ëischt un d'Publikum vum Zenter: Dass ass bestëmmt déi wichtegst Ännerung, déi d'Equipe vum LOD sech virhuele muss. Hei geet e net nëmme méi dorëms, „im stillen Kämmerlein“ Artikel fir den LOD (*Lëtzebuergeschen Dictionnaire*) ze redigéieren – d'Präsenz an d'Reaktiounen vun de Gebraucher vun der Sprooch, d'Interaktivitéit mat hinnen ass onbedéngt noutwenneg, fir eng gutt adequat an nützlech Aarbecht ze leeschten².

An hei gëtt ee gär perplex. D'Besoin vum der Lëtzeburger Sprooch sinn esou grouss an allen Domänen, an esou verschidde jee no de Leit, déi se gebrauchen oder léieren, dass een ni einfach esou mat deenen zur Verfügung gestallten Dokumenter zefridde ka sinn. Dass jiddefalls meng Iwwerzeugung no bal 50 Joer „Interaktivitéit“ mat lëtzebuergesche Spracher a Schreiwerten. Do sinn déi eng nëmmen accessibel iwwert d'Praxis, an déi aner iwwer eng meescht dacks onklar terminologesch Tradition (mindestens wat d'Grammaire an de Metalangage ugeet). D'Formation, den Interessi an d'Sproochgefill vun de Leit sinn ënnerschiddlech (dass ass hiert Recht) an si dierfen och net vernoléisegt ginn. Mee wat soll oder kann een engem Lieser antweren, dee brutal an engem Bréif un d'Redaktioun (*d'Land*, 12.07.2019) behaupt, de Zoom iwwert de lëtzebuergesche Passiv (Définitiou, Presentatioun an de verschiddene grammatesche lëtzebuergesche Wierker) wier onverständlech an onnëtz; hien hätt jiddefalls näischt dovun verstanen. Bon. Da muss ech mir dat fir eng aner Kéier mierken, muss awer och zum Schluss agestoen, dass déi Ausdréck, déi mir virgehät ginn, net vu mir sinn, mee vum Damaris Nübling³.

„Wat soll dat Ganzt?“, freet de Mann. Abee jo, dës Kéier bleiwen ech net perplex do stoen. Dass Ganzt, vun deem an dësem Zoom rieds ass: De Kommissär fir d'Lëtzeburger Sprooch a seng verschidde Funktiounen, den CPLL, den Zenter fir d'Lëtzeburger Sprooch mat sengem neien Direkter, senger Funktiounen a senger Equipe, meng Sproocherubricken a Zoomen am *Land* zënter 2006, meng Bicher *Luxdico a Grammairen*, all dat dréit dozu bäi, dass eis Sprooch bei de Leit an Institutiounen geféiert gëtt, och wann dës Promotioun heiansdo schwéier fält.

¹ Iwwersetzerin ënner anerem vum lëtzebuergesch-däitsche *Luxdico* (Schortgen, Esch-Uelzecht 2008)

² Cf. Zoom op d'Sprooch „Qui trop embrasse“ (*d'Land*, 27.06.2014)

³ Cf. „Auf Umwegen zum Passivauxiliär – Die Grammatikalisierungspfade von GEBEN, WERDEN, KOMMEN und BLEIBEN im Luxemburgischen, Deutschen und Schwedischen“. In: Claudine Moulin, Damaris Nübling: *Perspektiven einer linguistischen Luxemburgistik* (Winter, Heidelberg 2006), S. 171-201



Für manche ist es ein Ort nostalgischer Erinnerung an die eigene rebellische Jugend, für andere ist es schlichtweg die Location mit dem besten Rocksound in Luxemburg: Die Kulturfabrik hat seit dieser Woche einen neuen musikalischen Leiter. Marc Scheer löst nach fünf Jahren Romuald Collard ab. Scheer, geboren 1976, ist dabei kein Unbekannter der Szene. Als Sänger der Hardcore-Band d-fact ist er mit Festivals und Konzerten aufgewachsen. Seit 2009 arbeitete er für die Coopération asbl in Wiltz, leitete das *Festival des Lampions* sowie übernahm mit Elvira Mittheis 2017 die programmatische Leitung für das *Festival de Wiltz*. Scheer will die etwas in Vergessenheit geratene Kufa wieder zu einem kultischen Ort machen mit Bands und Acts am Puls der Zeit. Spätestens für die Spielzeit 2020, soll seine Handschrift sichtbar sein. ps



Mike Zehner

tablo

Tanz



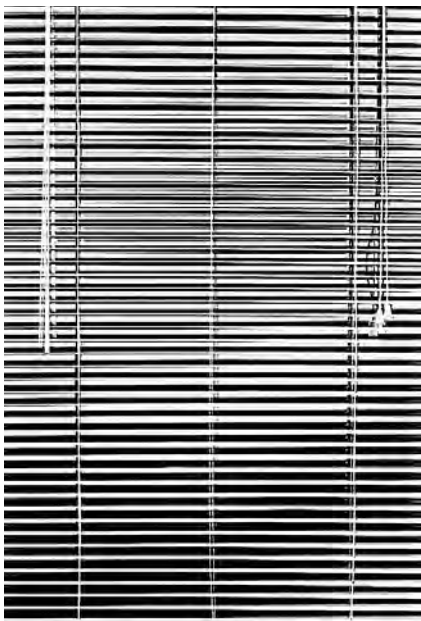
Don't stop the Dance

Es mag nicht jedem bewusst sein, aber Luxemburg hat sich still und heimlich zu einer feinen Adresse für Tanz und Choreografie entwickelt. Im Zentrum dieser Entwicklung steht das Trois C-L, eine Talentschmiede, die Künstler weit über Luxemburgs Grenzen hinaus durch professionelle Bedingungen anzieht. Wer sich von der Qualität des Tanzstandorts Luxemburg überzeugen will, kann sich aktuell beim Festival Aerowaves ein Bild machen. Das Festival findet in dieser Woche zum dritten Mal statt und wird gemeinsam von Neimënster und Trois C-L organisiert. Am Samstag teilen sich gleich drei Talente die Bühne des Salle Robert-Krieps: Homo Furens, Somiglianza, und What does not belong to us lauten die rund 30-minütigen Stücke, von Plan-K, Kor'sia sowie der luxemburgischen Choreografin Sarah Baltzinger (Foto: André Nitschke). Einlass 19 Uhr, Karten kosten 22 Euro. Und wer es praktischer mag: Ein offener Workshop zur Einführung in den zeitgenössischen Tanz findet heute Abend mit Sarah Baltzinger um ab 18.30 Uhr in der Banannefarbik statt. (aerowaves.org) ps

Installation

Cité: Am Fenster

Ein Fenster, ein Künstler, ein Objekt – die *Cecil's Box* des Cercle Cité ist seit Jahren ein echter Hingucker, auch wenn Passanten gerade nur ein Brötchen bei Kaempff-Kohler gekauft haben und für wenige Augenblicke in kulturelle Sphären abtauchen wollen. Am Dienstag wird Sali Muller das beliebte Fenster als Plattform für ihre Kunst nutzen. Unter dem naheliegenden, aber dadurch wenig originellen Titel *Zeitfenster* (Foto: Sali Muller) wird sie ihre dysfunktionale Spiegelarbeiten ausstellen, die das Auffassungsvermögen des Menschen des 21. Jahrhunderts infrage stellen sollen. Wer die Künstlerin, die seit Jahren vorwiegend in Luxemburg und Deutschland ausstellt, persönlich kennenlernen möchte, hat Gelegenheit sie am Dienstag, um 12 Uhr vor der *Cecil's Box* zu treffen. ps



Festival



Wie hast Du's mit dem Theater

Schueberfouer, sinkende Temperaturen und wiederbelebte Baustellen: Ein Hauch von Rentrée liegt in der Luft. Das wird auch mit Blick auf das kulturelle Agenda deutlich. Die Theater Federation setzt am Samstag um 14 Uhr ihr Theaterfest an und läutet damit den Beginn der Theatersaison ein. Ein Fest, das die Oberstadt zur Bühne erklärt und damit von Beginn an die berühmte vierte Wand auf ungezwungene Art durchbricht. Oder anders ausgedrückt: Wenn die Menschen nicht ins Theater gehen, kommt das Theater eben zu ihnen. Nahezu die gesamte Szene versammelt sich in der Oberstadt um Grand-Rue und Kapuzinertheater. Ein sympathisches Treffen, auch und gerade für Menschen, die insgeheim Berührungängste mit der Welt des Theaters haben. ps

Filmfestival

Die spinnen, die Briten

Während die Briten gerade dabei sind, ihr staatliches Konstrukt in Schutt und Asche zu legen und selbst bei den hartnäckigsten Fans der Insel nur noch Kopfschütteln hervorrufen, werden sie ab nächster Woche die Gelegenheit haben, Ruf und Ehre zu retten – wenigstens in Luxemburg. Denn die 10. Ausgabe des Irisch-britischen Filmfestival startet. Vom 13. bis zum 22. September werden 16 Filme gezeigt sowie ein Kurzfilmprogramm. Mit *The Spirit of the Game* von Liam McEvoy, das die Welt eines Luxemburger Eishockeyteams skizziert sowie *Never Grow Old*, einem Western von Ivan Kavanagh mit John Cusack, sind auch zwei luxemburger Koproduktionen mit am Start. Für Britfans wird aber wohl der *Downton Abbey*-Film (Foto: Universal) das Highlight sein, der am 21. September zum Festivalabschluss gezeigt wird. (bifilmseason.lu) ps



Konzerte



Ömmer nach gutt

Gudde Wëllen, season five. Der Musikclub in der Rue Saint-Esprit feiert in diesem Jahr sein fünfjähriges Bestehen und startet am kommenden Freitag sein musikalisches Herbstprogramm. Für viele ist das Gudde Wëllen ein feuchter Traum urbaner Sehnsüchte in Luxemburg. Tatsächlich ist es dem Team um Clubbesitzer Luka Heindrichs in den vergangenen Jahren gelungen die Nische des attraktiven Indieclubs zu besetzen, indem es konsequent auf wenig bekannte, aber stilistisch angesagte Acts setzte. Und sich selbst dann nicht vom Weg abbringen ließ, als das Publikum ausblieb. Auch in diesem Herbst bleibt sich das Gudde Wëllen treu und präsentiert junge Künstler aus der Welt von Indie, Elektro und Singer/Songwriter. Am Freitag tritt dabei der gehypte *Jackie Moontan* (aka Alain Schuman, Foto: Sven Becker) auf, der Luxemburg auch am 20. September auf dem *Reeperbahn Festival* in Hamburg vertreten wird. (guddewellen.lu) ps

Ausstellung

Freie Wahlen für freie Bürger

Vergangene Woche wurde an dieser Stelle über das wirre Werk des Yves Kinnen gemutmaßt. Ein vermeintlicher Politaktivist, der Facebooknutzer mit kruden Thesen zum Wahlrecht provozierte. Mittlerweile ist die Maske gefallen: Yves Kinnen ist in Realität Walter Schmuck, ein deutscher Schauspieler. Das Ganze war eine PR-Kampagne des Geschichtsmuseums (MNHA) und des Abgeordnetenhauses für die Ausstellung zu 100 Jahren Allgemeines Wahlrecht in Luxemburg (Foto: MNHA). Hinter der Guerilla-Kampagne steckt die Agentur Gotcha von Gelegenheits-Böhrmermann Ben Olinger, die bereits für die Wahlkampagne (*Better Call Bettel*) der DP verantwortlich war. Die Schau zu 100 Jahren allgemeines Wahlrecht startet am 28. September im MNHA. Zusätzlich werden in den kommenden Monate Rundtischgespräche und Konferenzen als Begleitprogramm stattfinden. (wielewatmirsinn.lu) ps



Kino

Engel und Löwen

Marc Trappendreher

Mike Banning (Gerard Butler) ist immer noch des Präsidenten erster Mann, wenn es um den Personenschutz und die Abwehr von terroristischen Angriffen auf die USA geht. In *Angel Has Fallen* allerdings wird er aufgrund eines Komplotts selber zum Staatsfeind Nummer eins, zum „gefallenen (Schutz-)Engel“, und muss jetzt nicht nur den Präsidenten und sein Land auf eigene Faust verteidigen, sondern auch seine Familie vor Gefahr bewahren – dabei setzt das FBI, das für den wahren Feind vorerst blind ist, alles daran, um Banning dingfest zu machen ...

Es ist auffallend, wie überaus negativ diese Filmreihe aufgrund ihrer besonders konservativen, ja aggressiv-patriotischen Haltung und des Propagierens stereotyper Feindbilder rezipiert wird. In *Olympus Has Fallen* (2013) waren es noch Nordkoreaner, und in *London Has Fallen* (2016) war es ein pakistanischer Waffenhändler, der für die Anschläge verantwortlich war. Diesmal jedoch stammt der Feind aus den eigenen Reihen.

Freilich ist auch der neueste Teil ein durch und durch propagandistischer Film, der von Formelhaftigkeit und Vorhersehbarkeit geprägt ist, so dass man sich schwerlich des Eindrucks erwehren kann, diesen Film so schon etliche Male gesehen zu haben. Natürlich ist es Bannings alter Freund aus der Militär-Zeit, Wade Jennings (Danny Huston), der zum Abtrünnigen wird. Er sieht sich als eine Art unbändigen „Löwen“ und fühlt sich durch die Friedenspolitik des Präsidenten in seiner Existenz bedroht. Natürlich ist das FBI unfähig, das über-offensichtliche Komplott sofort zu durchschauen. Natürlich wird die amerikanische Familie von außen bedroht. Das Motiv des „innocent man on the run“ ist spätestens seit Alfred Hitchcock zu einer bewährten Formel für Suspense-Kino geworden, indes will sich tatsächlich Nervenkitzel hier nie wirklich einstellen. Denn eigentlich ist ja klar, dass dieser Mike Banning übermenschliche Fähigkeiten besitzt und das System so genau kennt, dass er nicht nur den staatlichen Institutionen, deren Vorgehensweisen er bestens durchschaut, stets einen Schritt voraus ist, sondern auch den eigentlichen Angreifern überlegen ist. Dabei lässt Regisseur Ric Roman Waugh keinen Raum für Subtilität oder Nuancen, so schematisch und ideologisch transparent ist dieser Film.

Es lohnt der Blick auf den von Gerard Butler verkörperten Action-Helden und seine Beziehung zum Präsidenten. In diesem Mike Banning erkennen wir den mustergültigen amerikanischen Helden, der sich durch seine Loyalität, sein Vertrauen, sein Pflichtbewusstsein auszeichnet und der trotz seines zerstörten Körpers weiterkämpft, weil sein Land ihn braucht. Wie der Western-Held, der sein Denken und Handeln vollkommen vereint hat und damit in seiner Rolle als Ordnungshüter ganz bei sich ist, ist auch Mike Banning ein eingeschworener Mann des Staates, der nun die Grenzüberschreitungen wagt, weil sie in der Logik des Films absolut legitim sind – und ebenso wie im Western liefert er sich dann das finale Duell mit seinem Widersacher, um die Ordnung wiederherzustellen.

Während in *Olympus Has Fallen* mit Aaron Eckhart noch ein Präsident auftrat, der selbst zur Waffe greift, um sein Land gegen Terroristen zu verteidigen, ist mit Morgan Freeman diesmal ein schwarzer Präsident im Amt, der mit seiner souveränen Ausstrahlung – so scheint es – für eine nostalgische Rückbesinnung auf Barack Obama steht und der von einer pazifistischen Haltung geprägt ist; kurz nach seinem Aufwachen aus dem Koma hat er dann auch bereits die passenden, nahezu philosophischen Parolen über Vertrauen und Treue parat.

Der Film feiert diesen heroischen Patriotismus als Loblied auf eine amerikanische Nation, die womöglich auf der Leinwand gleichsam nach Bestätigung und Aufrechterhaltung dieser Werte sucht, ja beinahe so, als ob man das durch den aktuellen Präsidenten Donald Trump beschädigte Image der imperialen Weltmacht – ganz direkt spielt der Film dann auch auf die angeblichen russischen Mächenschaften während der Präsidentschaftswahl an – wieder aufpolieren müsste.



Mike Banning (Richard Butler), Personenschutz und Kämpfer gegen Terroristen

Angel Has Fallen ist ein durch und durch propagandistischer Film, scheint aber auch das von Donald Trump beschädigte Image der imperialen Weltmacht USA wieder aufpolieren zu wollen

So So Summer 2019

Superposition de sons et de sens

Kévin KroczeK

Au bout d'un ponton sur lequel est installé un long tapis rouge et deux guirlandes lumineuses, on trouve le parvis du Waassertuerm et du Pomhouse, à Dudelange. Des dizaines de personnes trinquent, rient ou restent à l'affût. Ils ont répondu à l'appel de la dernière soirée du cycle So So Summer pour cette année 2019. Le concept est simple et déjà entré dans les mœurs et coutumes. Un mois durant, chaque jeudi soir, le Centre national de l'audiovisuel (CNA) y organise une sorte d'afterwork culturel. On y entend parler luxembourgeois, italien ou français. Là-bas, quelques anglophones commandent des gin tonic. Cette année, parmi les événements proposés, se sont succédé un ciné-quiz et une envoûtante exploration chorégraphique signée Rhiannon Morgan et inspirée par l'exposition *The Bitter Years*. Les témoins se souviennent d'une belle mais inquiétante balade, tout en numéros de danse, entre les photographies d'Edward Steichen.

La semaine précédente, un concert de Bartleby Delicate et De Lâb a eu lieu sur la scène du Pomhouse et le public, plutôt jeune, est venu en nombre. En ce jeudi 29 août, le patrimoine va être mis en avant pour clôturer ces soirées éclectiques. Au programme ce soir, un *Crazy Cinématographe revisited & relooped*. Comprendre, une performance combinant vidéo et musique live concoctée par Paul Schumacher alias Melting Pol et Emmanuel Fleitz alias Manòk. Ce projet, qui a vu le jour en 2016, se présente comme un ciné-concert, adaptant des images d'archives fournies par le CNA, les tordant dans tous les sens et sous les sons de multiples instruments. Le montage en live est un exercice périlleux. Francis Ford Coppola lui-même avait tenté l'expérience en remixant en temps réel son dernier film *Twixt* au Comic Con de San Diego il y a déjà quelques années de ça. Une tentative peu fructueuse. Aujourd'hui, le défi est évidemment moindre, quoi que.

Vers 21 heures, c'est le contrebassiste Emmanuel Fleitz qui invite le public à rejoindre la salle. Face à l'écran des fauteuils de cinéma. Le son de la contrebasse raisonne alors. Sur un écran installé au fond de la salle, sont projetées des images de la fin du XIX^e siècle. On découvre un tour de magie mis en scène, un homme qui vomit des pièces de monnaie puis des chimpanzés animés. Peu à peu, les images en noir et blanc se superposent, se répètent et prennent de la couleur. Aux manettes, logiciel de montage sous les yeux, Melting Pol est concentré. Son compère musicien, qui se tient debout à droite de la scène, entame un jeu aux percussions. Lorsque les images jaunissent,

Une heure durant, Paul Schumacher et Emmanuel Fleitz ont ainsi présenté au public un travail passionnant mais encore incomplet

un sifflet strident coupe les quelques bavardages qui se faisaient encore entendre. Une lune personnifiée dépasse de l'écran et se balade sur les briques rouges du Pomhouse, voilà quelque chose qui attire l'œil. Melting Pol, qui a l'expérience du video mapping, notamment sur des monuments, peut se permettre ici de briser les barrières.

Tandis que les images s'affolent, à grands coups d'extrême saturation et d'autres effets qui flirtent dangereusement avec le kitsch à certains moments, Manòk

enchaine les numéros. Il manipule le contenu d'une bassine d'eau lorsque les images d'un axolotl, curieuse salamandre mexicaine, sont présentées et déformées. Il joue du trombone collé à l'écran, lorsque celui-ci affiche des images burlesque d'un joueur de violoncelle qui joue comme si sa vie en dépendait, malgré les bourrasques et les détritux qu'on lui lance au visage. Des premiers rires, notamment enfantins, se font entendre. Manòk joue ensuite d'un Cristal Baschet, instrument contemporain insolite. L'écran se divise en sept, présente des images des anciennes fabriques de champagne Mercier. On passe ainsi du fantastique au développement de l'industrie puis aux problèmes sociaux lorsque des images de manifestations sont couplées aux sons d'un mégaphone. En somme, une superposition de sons et de sens. Une heure durant, Paul Schumacher et Emmanuel Fleitz ont ainsi présenté au public un travail passionnant mais encore incomplet. De leur propre aveu, une partie gentiment érotique devrait s'y greffer très prochainement.

Plus d'informations sur : manok.org et melting.lu



Spectacle *Crazy Cinématographie* de Melting Pol et Man'ok dans le cadre du So So Summer au CNA

Série

La révolution verte

Loïc Millot

On connaît peu, ou de façon très approximative, la culture juive dans toute sa diversité. Pour ne rien dire des Gitans, autre communauté ciblée des nazis, qui ne disposent toujours pas de nation et demeurent si souvent relégués dans des bidonvilles. Lorsqu'elle est consciente de ses enjeux pédagogiques, la télévision, medium démocratique par excellence, constitue l'outil idéal pour favoriser la compréhension entre les hommes. La caméra peut conduire le spectateur dans n'importe quel milieu social, dans n'importe quel étrange pays, à la rencontre des langues et des particularismes culturels du monde. Quelques fictions nous l'ont encore récemment montré, telles que *Les Shtisel* : une Famille à Jérusalem, qui infiltre une communauté haredim du quartier de Geula, ou tout autrement la première saison de *Family Business*.

Avec les moyens de la comédie, *Family Business* raconte l'histoire d'une famille juive du Marais

Disponible depuis le mois de juin sur *Netflix*, la mini-série française *Family Business*, avec ses six épisodes de trente minutes, ne nourrit pas une telle ambition anthropologique. Elle se contente, au moyen de la comédie, de divertir le spectateur en le faisant pénétrer dans le microcosme de la famille Hazan, où s'exerce de père en fils le métier de boucher. Mais les temps ont changé et Paris, avec la gentrification, est passée de *commune populo* à capitale de la grande-bourgeoisie. La famille est ici une petite entreprise qui connaît bien la crise. Au bord de la faillite, elle se retrouve isolée au sein d'un quartier huppé – le Marais - où elle n'a plus vraiment sa place. Le fils, Joseph, grand bête attachant interprété par Jonathan Cohen, rechigne à reprendre la succession familiale, tandis que le père, interprété par Gérard Darmon, se refuse à l'idée de vendre sa boutique. Seule Aure (Julia Piaton), la fille, rousse comptable vive d'esprit, semble vraiment tenir la route dans ce monde de mecs un peu paumés. Mais elle-aussi rêve d'ailleurs, du Japon où elle retrouverait sa petite-amie Tomoko. La mère, quant à elle, n'apparaît seulement que sur une photographie. Les scènes de recueillement sur sa tombe donnent à entendre d'émouvantes prières en hébreu. Quand elles n'offrent pas de beaux moments de réconciliations au sein de la communauté israéliite.

Comme dans les comédies italiennes, la famille, première organisation politique selon

Aristote, est source de tensions, de rires et de larmes. C'est la porte qui ouvre l'entrée dans le vaste monde, avec ses vertus initiatiques censées préparer aux écueils de la vie sociale. Chacun y reconnaîtra quelques traits intimes, tant sont familièrement humaines ses diverses manifestations. De secrètes douleurs viennent ainsi ponctuer le fil des épisodes : le deuil, bien sûr, mais aussi les frustrations – professionnelles pour Joseph, et sexuelles pour Aure qui ne parvient pas à dévoiler son homosexualité à sa famille. Avec ces petits drames personnels et la faillite de l'entreprise familiale, ce sont plus largement les structures traditionnelles qui sont mises à l'épreuve de la modernité. Toutes les relations sont entièrement à repenser, et c'est à travers la recherche de nouvelles configurations que cette série tire sa puissance comique et critique. Comme lorsque le commerce de la viande est troqué pour celui de la marijuana, un trafic dans lequel est impliqué la grand-mère Hazan, jusqu'au chanteur Enrico Macias en personne. De multiples aventures bouffonnes surviennent à Amsterdam, entre embrouilles avec des mafieux locaux et fréquentation assidue de coffee-shop... Une révolution verte est ainsi amorcée. En attendant la deuxième saison de *Family Business*, dont la récolte est prévue ces prochains mois.

Les six épisodes de la première saison de *Family Business* sont diffusés sur *Netflix*

Art contemporain

Jannis Kounellis, force magnétique et révolutionnaire

Sofia Eliza Bouratsis

L'exposition *Jannis Kounellis*, à la Fondazione Prada à Venise (jusqu'au 24 novembre prochain), est la première rétrospective dédiée à l'artiste après sa mort en 2017. Le commissaire, Germano Celant – qui a connu Kounellis puisqu'ils ont travaillé ensemble pendant plusieurs décennies est, entre autres, le théoricien de l'*Arte Povera*. L'exposition rassemble une soixantaine d'œuvres réalisées de 1959 à 2015.

Immersion immédiate On entre dans l'univers de l'artiste à travers la combinaison caractéristique de toute son œuvre entre le réel et le conceptuel ; et l'on se retrouve vite comme dans un au-delà du monde, mais qui nous est familier. Le travail de Kounellis exprime en effet son histoire même : un processus qui était à la fois une expérience intérieure et une manière de s'engager artistiquement, socialement et politiquement. L'œuvre est à toujours marquée par la vitalité questionnante, exigeante et généreuse de l'artiste.

Un cheminement historique guide le visiteur dans l'exposition, mais sans à aucun moment devenir didactique. Au contraire, la déambulation à travers les œuvres dévoile les questionnements philosophiques, artistiques et humanistes tels qu'ils ont préoccupé l'artiste tout au long de son parcours.

En 1956 Kounellis a vingt ans, il quitte alors avec sa femme la Grèce pour Rome. Ce voyage cristallise, déjà, son rapport au lourd bagage personnel mais surtout historique qu'il porte en tant que grec : il s'agit d'un aller simple et conscient vers le futur, vers l'ouest, vers une transformation existentielle.

Ses premiers travaux (1960-1966) s'intéressent à la ville. Il peint alors les signes et les images qui forment le langage urbain. Au fur et à mesure il les travaille comme des compositions musicales, dans une volonté de déconstruire le langage. Il inscrit par exemple « Giallo » (qui en italien veut dire « jaune ») en couleur rouge sur le canevas. Cet acte, qui marque la transformation du signe en sonorité, provoque dans sa démarche la sortie de l'art en dehors du canevas.

Kounellis se radicalise ensuite avec le passage au vivant. Des éléments naturels tels que la terre, la laine, les cactus, un perroquet, le charbon, douze chevaux, le café... entrent dans sa pratique. Le contraste qu'il met alors en place entre les supports formels et rigides qu'il crée (et qui ne sont pas sans rappeler le minimalisme et le rationalisme américains) et l'attention qu'il porte à la sensorialité (et



Vues de l'exposition *Jannis Kounellis*, à la Fondazione Prada à Venise

En 1956, Kounellis quitte la Grèce pour Rome. Un aller simple et conscient vers le futur, vers l'ouest, vers une transformation existentielle

1970 le son, des musiciens et des danseurs sont présents dans ses expositions), il continue à développer la dimension corporelle de son œuvre à travers son intérêt pour l'odeur (le café, puis la grappa entre les années 1970 et 1980). C'est en avançant dans l'exposition que l'on comprend que ce qui semblait être un contraste est en réalité la mise en œuvre d'une pensée dialectique entre stabilité et instabilité, entre la fragilité de l'organique et la force du poids, de la permanence et de l'artificialité des structures industrielles sur lesquelles l'artiste présente les éléments naturels. Il s'agit d'une posture intègre et critique qui s'oppose au consumérisme, au monumentalisme et qui, à travers l'usage de la gravité, évoque le poids de l'histoire (et de l'histoire d'une esthétique). Cette dialectique qui n'est pas sans évoquer la relation entre galeriste et artiste (notamment lorsqu'il expose ses douze chevaux à Attico), devient une réflexion qui oppose les mécanismes bourgeois de l'art à la rébellion d'un art conçu comme force féconde.

donc à la corporéité) devient alors la manifestation d'une singularité et d'une authenticité absolues.

L'art comme force Passant du langage pictural à l'expérience sensible des éléments (dans les années

C'est à peu près à la même époque (1967) qu'apparaît dans le travail de l'artiste la combustion, le feu, comme allégorie de la purification, ou encore comme marque de la transformation d'une situation qui doit changer.



Sofia Eliza Bouratsis

Tradition et futur Le développement du rapport personnel et engagé de Kounellis avec la culture et l'histoire s'exprime aussi à travers les portes que l'on ne peut franchir car il les condamne. La porte, symbole du désir constant d'aller vers l'avant, est fermée : par des pierres, du métal, du plomb. C'est la manière de l'artiste de mettre l'accent sur l'inconnu dans sa dimension transcendante.

La condition humaine Kounellis vit et construit son œuvre entre l'orient et l'occident, et entre l'antiquité et la contemporanéité. Or, le rapport à l'humain, à son échelle, à son espace de vie, à sa maison, reste une constante. L'exposition se développe ainsi dans une relation subtile avec la Ca' Corner della Regina qui réitère avec fidélité ce mode de penser de l'artiste.

Parmi ses travaux qui expriment l'espoir, l'on trouve également des travaux qui expriment la perte totale de la foi. C'est le passage du feu, de son énergie, de la présence de l'artiste, des odeurs et des signes, vers leur graduelle disparition. La présence de l'artiste devient alors un chapeau et un manteau noirs accrochés sur un porte-manteau (le poids encore) et la transformation, au bout de la combustion, devient couleur or.

Le commissariat de cette exposition est certainement marqué par les années de collaboration (et d'histoire de l'art) que l'artiste et le théoricien de l'art ont parcourues ensemble, mais aussi par la présentation de l'archive dans l'exposition de manière à la fois discrète, inspirante et importante : entre les salles, des panneaux présentent des photographies d'expositions de Kounellis qui mettent les œuvres dans leur contexte initial. Les citations qui y figurent donnent la parole à l'artiste, qui ne décrit jamais ce que l'on voit, mais qui développe ses réflexions, au fil des salles, comme s'il était présent et nous chuchotait à l'oreille ... Le commissariat est en réalité caractérisé par une posture : ne pas chercher à se réapproprier la vitalité de Kounellis, mais plutôt essayer de transmettre la manifestation de sa force magnétique.

L'exposition *Jannis Kounellis* (commissariat : Germano Celant) à la Fondazione Prada à Venise dure jusqu'au 24 novembre 2019. Informations : www.fondazioneprada.org

Une pléthore de documents et un catalogue complètent l'exposition. Le catalogue comporte un long essai brillantissime par Germano Celant « Jannis Kounellis. Tradition is révolution », une chronologie illustrée et moult documents et images.

Festival de Salzburg (2)

Les mythes (grecs) aujourd'hui

Lucien Kayser

Les mythes (grecs ou autres, mais c'est aux premiers que le festival s'est largement ouvert cet été) ont pour principale caractéristique de nous ramener loin en arrière. Ils remontent aux origines, et c'est leur objet favori, l'origine d'une ville par exemple, d'une communauté, à qui donner une justification ou plus. Pas d'auteur au sens moderne du terme, une matière disponible dès lors, avec de multiples versions à venir, variées, tout au contraire des textes révélés ; pas de vérité incontestable, inattaquable donc, pas de dogme. Une liberté extrême, d'autant plus que la pensée mythique est à l'opposé du logos, de notre rationalité.



Le Festpielhaus pris dans les lacets des mythes

Un garçon vient au monde dans une famille royale. Les pronostics sont les pires, pour ses parents et la ville de Thèbes où il est né. Tout est entrepris pour l'éloigner, voire liquider, mais rien n'y fait. Œdipe tue son père, banale dispute de chauffeurs, après avoir éliminé l'obstacle de la sphinge, épouse sa mère, et le voici roi. Mais pour arrêter une terrible peste, il lui faut punir le meurtrier de Laïos. Il découvre alors que c'est lui-même et il se crève les yeux pour ne plus voir ses crimes (ou plus justement, aveugle, rentrant plus profond en soi), criant alors son innocence dans le texte de l'opéra de George Enescu, allant jusqu'à dire avoir vaincu le destin.

Le drame antique, chez le compositeur roumain, prend ainsi le virage du mystère chrétien. Dans un épilogue où le héros, dans le bois sacré, disparaît près d'une grotte d'où sort une éblouissante lumière. Les Euménides appellent la paix à celui dont l'âme est pure, Thésée est à genoux. Alors que le mythe, le drame, ne connaissent guère de dialectique qui résout. Le tragique est dans une opposition insurmontable.

Le festival a fait le bonheur, dans cette histoire somme toute horrible, mise en scène par Achim Freyer, à sa manière, avec une distanciation merveilleuse (mais les contes ne manquent jamais de violence) de tous les mélomanes, sans doute nombreux à avoir entendu l'opéra pour la première fois. Le dramatisation y est, dans une bonne partie, un élan continu, et dans son amplitude comme dans ses particularités, c'est bien sûr servi le plus heureusement par les Wiener Philharmoniker. C'est mis en place magistralement par Ingo Metzmacher. Du bonheur que cette musique résonnant dans la Felsenreitschule, et sur la scène Christopher Maltman campe un Œdipe admirable, une fois l'habitude prise d'un champion de boxe face aux dieux.

Achim Freyer a mis une bande d'étoffe rouge aux yeux des figures (sculptées) tutélaires du Festspielbezirk. Avec à côté une sculpture réalisée à partir des restes, des rebuts de la construction des décors. C'est signifiant, évidemment moins reluisant, moins bling-bling que le recours à Svarovski et ses composants en cristal ; pour le strass et l'opulence, on sait que Salzburg peut mettre le paquet, il l'a fait pour l'entrée au répertoire du

Des miroirs où peut-être se retrouver... de là à se reconnaître, c'est autre chose

festival d'*Orphée aux enfers*, de Jacques Offenbach. Et Barrie Kosky ne s'est pas imposé davantage de limite, ou de retenue, dans sa mise en scène. La Belle Époque démultipliée, pour les gags, on n'en rate pas un. Allant jusqu'à faire dire au comédien qui incarne John Styx, l'infatigable Max Hopp, les dialogues en allemand (que les chanteurs simulent), et lui-même joue aussi au bruiteur : pas qui approchent, portes qui coïncent ou claquent, toutes sortes de bruits évidemment.

Toujours les Wiener Philharmoniker, sur un tout autre terrain, avec une même aisance, sous la direction d'Enrique Mazzola. Et des chanteurs acteurs prêts à tous les caprices, toutes les lubies, Kathryn Lewek (Eurydice) et Joel Prato (Orphée) en tête. Dès lors, pas de raison d'en rester au dénouement d'un amour malheureux, pour quelque raison qu'Orphée se retourne. Si Eurydice en est l'instigatrice, c'est qu'elle veut rester bacchante. Normalement, c'est Jupiter qui le dit, de même qu'il décide de modifier, de refaire la mythologie. A Salzburg, c'est la femme à qui revient la parole.

Mythos Orpheus und Eurydike, là, sur la scène du Mozarteum, c'est à l'unisson que Senta Berger et Ulrich Matthes ont fait leur parcours de lectures, menant du poète latin Horace à Elfriede Jelinek. Un autre soir, avec des accents des fois bernhardiens, Tobias Moretti a donné le véhément propriétaire d'un restaurant nommé *Zum Sisyphe*. Mais laissons le mot de la fin à Joseph Brodsky, cité dans un programme : « Es ist nicht wahr, dass die Mythen verschwunden sind. Wir sehen täglich in unserer Umgebung Beispiele dafür, wie allegorische Gestalten entstehen. »

Bücher

Große Versprechen, kleine Taten

Martin Ebner

Geländewagen und Satellitentelefone: Nicht nur Söldner und Missionare fallen in wehrlose Gegenden ein, sondern auch Schwärme von Helfern. Nichtregierungsorganisationen (NGO) haben sich von Randfiguren zu gewichtigen Mitspielern der Weltpolitik gemauert. Ein großer Teil der Not- und Entwicklungshilfe läuft nun über nichtstaatliche Einrichtungen. Längst verteilen sie nicht mehr nur Reissäcke: NGO kümmern sich auch um vertrackte Themen wie Bildung, Gleichstellung, Vergangenheitsbewältigung und Befriedung, ja um die „Transformation“ ganzer Gesellschaften.

Gab es lange fast nur das Internationale Rote Kreuz, wird heute die Zahl der mehr oder weniger privaten, überwiegend vom „Westen“ finanzierten NGO auf weltweit fast 60 000 geschätzt – die der staatlichen internationalen Organisationen nur auf rund 8 000. Manche NGO, etwa die Stiftungen von Bill Gates oder George Soros, haben mehr Geld und Macht als Kleinststaaten. Die evangelikale World Vision, die größte NGO, hat rund 40 000 Angestellte in 100 Ländern und ein Budget von mehr als zwei Milliarden US-Dollar.

Mit der Bedeutung wächst auch die Kritik: Sind NGO wirklich so wohl­tätig und neutral wie sie behaupten? In Deutschland, einem Haupt-Geberland, ist die Begeisterung abgekühlt, seit NGO nicht mehr nur Urwaldzerstörer bekämpfen, sondern auch heimische Autobauer. Jetzt ist

Helfen Hilfsorganisationen vor allem sich selbst?

mit etwas Verspätung eine US-Studie zur „dunklen Seite der internationalen Friedensarbeit“ auf Deutsch erschienen: Sie bescheinigt NGO, oft „so viel Schaden wie Nutzen“ anzurichten und „nicht hilfreich, sondern Teil des Problems“ zu sein.

Patrice McMahon, Politik-Professorin an der Universität von Nebraska, hat die Rolle von NGO bei der „liberalen Friedenskonsolidierung“ auf dem Balkan untersucht. Dazu hat sie in Bosnien und im Kosovo rund 120 Vertreter von staatlichen Institutionen, ausländischen und lokalen NGO interviewt. Außerdem hat sie Berichte ausgewertet, die sonst dem breiten Publikum kaum aufgedrängt werden. Nach einer Studie der Hilfsorganisation Oxfam zum Beispiel sind von der gesamten humanitären Hilfe der Jahre 2007 bis 2013 weniger als

zwei Prozent (!) bei einheimischen Empfängern in den Zielländern angekommen.

Nach den Balkan-Kriegen war „Zivilgesellschaft“ das Zauberwort. Die westlichen Regierungen wollten dafür etwas tun, sich aber nicht in ethnische Konflikte verstricken. Da sei das Versprechen, dass NGO flexibler, effizienter und sparsamer als Beamte seien, gerade recht gekommen, erläutert McMahon. Außerdem seien die NGO „irgendwie in den Ruf geraten, die legitime, rechtmäßige Stimme ‚des Volkes‘ zu sein“, obwohl sie „von den Menschen, für die sie angeblich arbeiten, weder gewählt, noch ihnen verpflichtet sind“.

In Bosnien wurden mindestens 17 Staaten, 18 Uno- und 27 andere internationale Organisationen sowie 200 internationale NGO aktiv – meist eher gegen- als miteinander. Von 1995 bis 2000 flossen schätzungsweise 24 Milliarden US-Dollar Hilfsgelder, davon rund sechs Milliarden für Demokratisierung und Zivilgesellschaft. In der Folge explodierte die Zahl der „einheimischen“, meist ganz vom Ausland finanzierten NGO in Bosnien auf bis zu 12 000. Im Kosovo wurden rund 500 internationale und 6 000 lokale NGO registriert.

Das „NGO-Spiel“ sei „oft eine Mischung aus fehlgeleitetem Altruismus und finanziellem Eigeninteresse“, findet McMahon: „Mit viel Geld und tonnenweise guten Absichten“, aber ohne Orts-

und Sprachkenntnisse tauchten Menschen aus dem Westen auf: „Sie schufen zahlreiche ‚lokale‘ Partnerorganisationen, investierten in Hilfe zur Selbsthilfe und finanzierten zahllose wichtige Projekte – alles im Namen von Frieden, Demokratie und Stabilität. Unterdessen taten die Einheimischen, was nötig und rational war: Sie gingen zu Meetings, organisierten Aktivitäten und täuschten Interesse für die neuesten Lieblingstheorien der Geldgeber vor.“ Zum Beispiel seien in Bosnien 300 Frauengruppen, aber keine Umwelt-NGO gegründet worden. Im Kosovo gab es mehrfach Kampagnen gegen Aids und Drogenmissbrauch, obwohl „weder das eine noch das andere ein größeres Problem war“. Echte Bedürfnisse der Einheimischen seien dagegen ignoriert worden.

Nach einer Weile versiegen Aufmerksamkeit und Gelder: Die Expats ziehen weiter, einheimische Aktivisten geben auf – die Bevölkerung bleibt „unzufrieden und desillusioniert“ zurück. Wegen der Abhängigkeit vom flatterhaften Ausland sei es lokalen Gruppen „praktisch unmöglich, langfristig eine eigene Agenda zu verfolgen“ und sich in der Gesellschaft zu verwurzeln. Die Konkurrenz um Hilfsgelder verstärkte sogar Spannungen. In Bosnien habe der kurzfristige NGO-Boom „eine lebendige Zivilgesellschaft lediglich simuliert“. Im Kosovo, wo sich die Albaner gegen den serbischen Staat organisiert hatten, sei von einst umtriebigen einheimischen NGO „nicht mehr viel übrig“.

Eher gut gemeint als rundum gut ist allerdings auch das Buch von McMahon: Alle Kritikpunkte werden mehrfach wiedergekaut; die Hälfte der Seiten hätte es auch getan. Erfahrungen ihrer zehnjährigen Feldforschung oder anschauliche Beispiele gönnt McMahon ihren Lesern kaum, längere Interview-Auszüge gar nicht. Zur abstrakt-wissenschaftlichen Sprache und den kryptischen Abkürzungen der internationalen Organisationen kommt eine politisch-korrekte Übersetzung: Seiten voller „Akteur_innen, Repräsentant_innen und Geldgeber_innen“ dürften selbst Feminist_innen strapazieren.

Für die Zukunft erwartet McMahon, dass der „humanitäre Zirkus“ weltweit weitergeht, „womöglich sogar mit noch mehr Geld“. Denn trotz aller Fehlschläge gebe es kaum Alternativen – und westlichen Staaten, Geldgebern und internationalen NGO fehle die Bereitschaft, etwas zu ändern. Originelle Verbesserungsvorschläge macht McMahon nicht. Sie fordert lediglich: „Mehr Forschung ist nötig, um herauszufinden, was diese Organisationen tun und was sie erreichen.“ Ob es dazu wirklich immer neue Studien braucht, das wäre auch mal eine Frage.

Patrice C. McMahon: *Das NGO-Spiel. Zur ambivalenten Rolle von Hilfsorganisationen in Postkonfliktländern*, 312 Seiten, Hamburger Edition, 2019. Das englische Original *The NGO Game* ist 2017 bei Cornell University Press erschienen.

Poste vacant

Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance

Il est porté à la connaissance des intéressé(e)s que l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance se propose d'engager

Un médecin

à tâche complète et à durée indéterminée.

Les candidatures écrites avec un curriculum vitae détaillé et une copie des diplômes respectifs sont à adresser à rh@ad.etat.lu. Pour de plus amples renseignements vous êtes invité(e) à prendre contact avec Madame Joëlle Wax, tél. 247-86064, de l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance ou à consulter le site internet www.assurance-dependance.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 07.10.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'installations de nacelles de nettoyyages (phase 1 + 2) dans l'intérêt de la construction du bâtiment Jean Monnet 2 pour la Commission européenne à Luxembourg.

Description succincte du marché :
Les installations sont réparties sur :
– 1 bâtiment principal de 7 niveaux et 5 étages de sous-sols constituant la phase I du projet
– 1 tour de 24 niveaux et 5 étages de sous-sols qui constituent la phase II
– 1 bâtiment nommé Welcome Pavillon pour accueillir les visiteurs
Afin d'assurer le nettoyage des différentes façades en toute sécurité, les

bâtiments phase 1 et phase 2 seront équipés de nacelles de nettoyage des façades.
Le bâtiment phase 1 sera équipé d'une installation de nettoyage des façades périphériques, d'une installation de nettoyage des façades des patios intérieurs, d'une installation de nettoyage des façades de l'entrée et d'une installation de nettoyage de la façade vitrée intérieure de la magistrale et des ascenseurs panoramiques.
Le bâtiment phase 2 sera équipé d'une installation de nettoyage des façades périphériques.
La durée des travaux est de 870 jours ouvrables avec un début des travaux prévu au 1^{er} semestre 2020.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
05.09.2019

La version intégrale de l'avis n° 1901407 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 07.10.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'installations d'appareils élévateurs et escaliers mécaniques (phases 1 + 2) dans l'intérêt de la construction du bâtiment Jean Monnet 2 pour la Commission européenne à Luxembourg.

Description succincte du marché :
– La phase 1 :
– 3 ensembles de Quadruplex panoramiques
– 22 ascenseurs dédiés au transport du personnel, des charges et des pompiers entre tous les niveaux
– 3 monte-charges
– 1 escalier mécanique dédié au flux Welcome Pavillon/phase 1
– 9 plateformes élévatrices
– La phase 2 :
– 1 ensemble de 8 ascenseurs constitués de 3 duplexes, 1 simplex et un monte-charges/pompiers
– 1 ascenseurs dédié aux visiteurs du centre médical
– 2 ascenseurs dédiés au flux Welcome Pavillon/phase 2
– 1 ascenseurs dédié au transport du personnel, des charges
– 1 duplex dédié au transport du personnel et des visiteurs vers les sous-sols

Le Welcome Pavillon sera équipé de 3 ascenseurs dédiés au transport du personnel et des visiteurs.
La durée des travaux est de 870 jours ouvrables avec un début des travaux prévu au 1^{er} semestre 2020.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :

Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
05.09.2019

La version intégrale de l'avis n° 1901395 peut être consultée sur www.marches-publics.lu



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 08.10.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Le Fonds Belval
1, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
Tél. : +352 26840 1
Email : soumission@fonds-belval.lu

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Soumission relative aux services de nettoyage et déneigement de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation à Esch-Belval.

Description succincte du marché :
Services de nettoyage et déneigement des aménagements urbains à Belval.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
A télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics www.pmp.lu

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :

Bédé, art séquentiel et roman graphique

Vulgarisation

Godfrey Gordet

« La bande dessinée c'est pour les gosses... », « tu ne lis pas, tu regardes les images ! », « lis de vrais livres, des romans 'sérieux'. » Pour la plupart d'entre nous, l'enfance a été martelée par ce genre de remontrances radotées à chaque page dessinée tournée. La relégation au rang de livre pour enfant de la bande dessinée est un affreux lieu commun. Au mieux, on lui remercie l'adage de donner « goût à la lecture », entendez « la vraie lecture ». Pourtant, si l'on revient un peu en arrière, ce que Will Eisner, l'un des maîtres du domaine, nomme « l'art séquentiel », a été la première des « écritures » et donc des « lectures ». Pensez à la *Tapisserie de Bayeux*, au *Codex Colombino*, ou, dans une certaine mesure, aux peintures rupestres. La bédé n'a rien d'une lecture inférieure et n'est aucunement un sous-genre de la littérature, elle est complexe et artistique, romanesque et graphique.

Les auteurs-artistes font du roman graphique un terrain de jeu vivace, où tout est possible

travaillé et plus ambitieux qu'un autre album de bande dessinée.

Le roman graphique a cette longue histoire de quinquagénaire et pourtant, il a connu la croissance la plus rapide que le livre ait noté. Cette « nouvelle » – cinquante bougies tout de même – bande dessinée a vu ainsi l'émergence d'auteurs géniaux et d'œuvres précieuses sortant du cadre fantastique ou humoristique que l'on attachait alors à la bande dessinée. Le roman graphique se veut, à l'image du cinéma, du théâtre ou du roman, varié et sophistiqué.

Depuis *Un Pacte avec Dieu*, publié par Will Eisner en 1978, le roman graphique s'étale dans toutes bonnes librairies. Eisner a été le premier à entrer dans cette nouvelle catégorie d'auteurs-dessinateurs en changeant son approche artistique « de cinématographique à théâtrale, de divertissante à personnelle, de convulsivement inventive à patiemment introspective », comme l'explique Scott McCloud dans son introduction à l'Édition du Centenaire d'*Un Pacte avec Dieu*. L'autobiographie devient de fait, un élément clé du roman graphique, amenant à une vraie ambition littéraire. Si *Un Pacte avec Dieu* était en marge des publications de l'époque c'est bien ce qui a constitué son point fort. Esthétiquement, le trait est plus brut mais évident de sens, amenant à des corps caricaturaux, un langage corporel et facial burlesque pour une atmosphère visuelle pleine de vérité, intégrant le lecteur dans l'histoire comme dans un souvenir raconté. La force littéraire nouvelle qu'injecte Eisner ici, vient du drame humain qui se trame de page en page. C'est tout à la fois, beau, triste, émouvant, drôle... C'est la vie, celle de l'auteur et c'est bien là, la nouveauté que le genre permet.

Le fond change, la forme aussi. Les auteurs-artistes font du roman graphique un terrain de jeu vivace, où tout est possible. Scott McCloud le décrit finement dans *l'Art Invisible*, premier ouvrage théorique sur le genre paru en 1993. Le bédéiste et théoricien dépeint la bande dessinée comme un domaine artistique complexe, entre la sociologie et les arts visuels. Il prend pour exemples, les lieux communs des représentations du monde sous forme dessinée, de l'archéologie au répertoire artistique classique de Magritte à Max Ernst. Dans ce sens, le roman graphique suit une liberté esthétique sans pareil, toutefois en attachant une place à l'image aussi large que celle du texte.

De la bédé en séquences, divisées en cases remplies d'images et de bulles de textes, on en vient à réinventer les cadres même de lecture, comme chez Posy Simmonds dans son célèbre Gemma Boverly publié en album en 1999, qui va dans sa narration imposer au lecteur tantôt le texte, tantôt l'image, pour un agencement de ses planches qui deviendra sa propre vision du roman graphique qu'elle décrit d'ailleurs comme « un roman illustré ». De plus, du noir et blanc traditionnel du genre, certains tenteront d'autres aplats, à l'image de l'étonnant *Asterios Polyp* (2010), premier roman graphique de David Mazzucchelli, *Panthère* (2014) du Belge Brecht Evens, les pastels dans *Les Equinoxes* (2015)



Extrait de *A Contract with God (Un pacte avec Dieu)*, publié par Will Eisner en 1978

de Cyril Pedrosa, *La page blanche* (2012) de Boulet et Pénélope Bagieu ou le crayonné et magnifiquement brouillon *Monstres* (2017) de Emil Ferris.

Dans le graphisme justement, les ouvrages sont soignés, et si une première lecture s'opère par le texte, les images offrent un second cadre de narration. Comme mentionné plus haut chez Eisner, chaque dessinateur offre un trait spécifique mais également une imagerie propre. Quand Art Spiegelman, dans *Maus* (histoire d'un survivant juif de la guerre), représente ses personnages en animaux

pour tempérer un chouïa le propos, il utilise *a contrario* un trait fort et appuyé, montrant le poids du souvenir et le devoir de mémoire. D'autres comme David B. dans son chef d'œuvre *L'Ascension du Haut Mal*, offre un trait précis et des images aux forts contrastes noir et blanc, rappelant l'encre de Chine, pour livrer une atmosphère fidèle à la profondeur de l'esprit, aux dédales du rêve, l'immensité de la pensée. Ou encore, dans *From Hell*, autopsie de Jack l'Éventreur en bédé, dans laquelle Alan Moore et Eddie Campbell choisissent plusieurs traits différents soumis aux phases qu'emprunte narrativement leur roman graphique, un trait taillé, griffonné, gras, raturé, ou en ombres, ouvrant à une évolution visuelle de la narration.

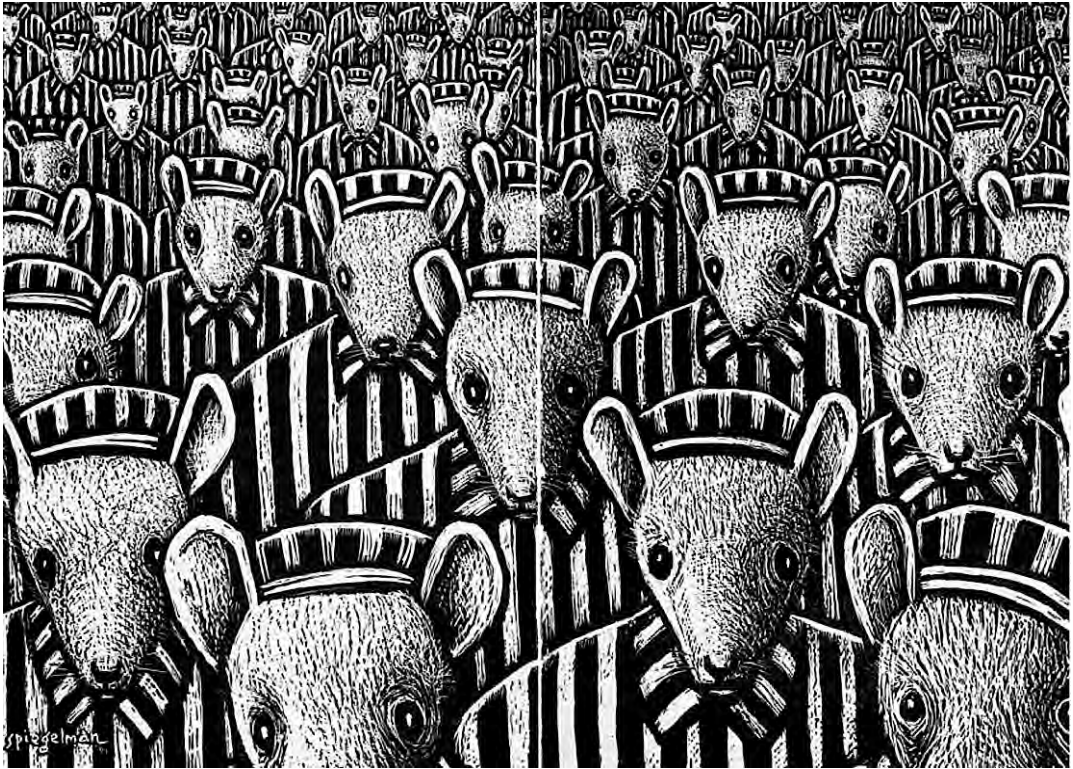
En fait, le roman graphique ne revêt pas de format unique, ou de caractéristiques figées, il connaît pour sûr, deux lectures parallèles, celle du texte et celle du dessin. On pourrait y consacrer un dossier entier, voire des livres (*Graphic Novels* de Paul Gravett est une bonne référence), mais on passerait toujours à côté de quelque chose, quelqu'un... Ce nouveau médium artistique laisse une telle liberté d'expression aux auteurs, qu'il ne cesse, depuis cinquante ans, d'évoluer. Et si beaucoup d'auteurs parmi lesquels – outre ceux déjà cités – Joe Matt, Derf Backderf, Guy Delisle, Craig Thompson, Marjane Satrapi ou le messin Jean Chauvelot, ont fait de l'autobiographie – fondement du roman graphique – leur ligne directrice, il va sans dire que la fiction y a tout autant sa place, comme chez Jooste Swarte, Chester Brown, Frank Miller, Comès ou Violaine Leroy, pour ne citer qu'eux. Aussi, s'il est clairement issu de la bande dessinée et même s'il connaît des usages souvent abusifs, le roman graphique doit être vu comme un style littéraire à part entière.



Extrait de *L'Ascension du Haut Mal*, de David B. Recueil des six tomes, publiés entre 1996 et 2003

Victime d'une mauvaise réputation dès les prémices de son développement, la bande dessinée est à ses débuts utilisée principalement par les journaux satiriques, et se voit vite décrite comme mal écrite et abrutissante. De la première bande dessinée en album *Histoire de monsieur Jabot* signée Rodolphe Töpffer au XIX^e siècle, au Pulitzer de Spiegelman pour *Maus* en 1992, en passant par les inspirant travaux de Winsor McCay (*Little Nemo*, 1905), le genre se dénouera petit à petit des clichés, pour s'affirmer dans les années 1970, fort des expérimentations de Jean Giraud alias Moebius, Will Eisner avec *Un Pacte avec Dieu* ou encore Hugo Pratt et sa série *Corto Maltese*. Ainsi émerge le roman graphique, dressé fièrement aujourd'hui en égal du livre classique. Les pionniers de la forme ont, en peu de temps, dézingué les préjugés liés à la bédé, pour utiliser le médium dans des thématiques plus féroces et intimes liées à l'enfance, la guerre, la politique ou encore la sexualité.

Il aura fallu du temps pour que les lecteurs de la bédé comprennent qu'elle ne se limite pas aux histoires de super-héros de Marvel, DC ou autres comics books de l'entre-deux-guerres. De l'âge d'or du comics – avec dans son sillage la bande dessinée franco-belge (Tintin, Astérix, Spirou, et cetera) – à sa suite, s'échappent des tentatives pluriels de faire évoluer le domaine, entre les EC Comics avant-gardiste des années 1950 et ses œuvres *mainstream* comme celles signées par Jack Kirby, les comics underground des années 1960 issus de l'auto-publication (fanzines, small press, et cetera), vite rejoint par le comics alternatifs – bande dessinée indépendante – portée à son origine par les monstres sacrés que sont Robert Crumb, Gilbert Shelton, Art Spiegelman, ou encore plus tard les bédés contemporaines européennes et, finalement, le roman graphique tel que décrit par Richard Kyle en 1964 dans *Capa-Alpha #2*, comme artistiquement « plus sérieux », plus long, plus



Extrait de *Maus* d'Art Spiegelman (1992)

STIL



Ines Kurschat

Es gibt eine Aktivität, die alles Zeug dazu hat, zur nächsten Trendsportart zu werden. Das Gute ist: Sie findet an der frischen Luft im Freien statt und es braucht dafür keine Sportausrüstung. Alltagskleidung reicht: Ob in Rock oder Hose, Kostüm oder Freizeit-Look, Turnschuh, Stiefel oder Stöckelschuh. Man kann sie überall betreiben, besonders gut derzeit in Hollerich, im Zentrum, in Strassen, an der Côte d'Eich, im Rollinger Grund.

Noch ein Vorteil: Die Teilnahme ist kostenlos, damit sozial gerecht, der Sport spricht alle Bevölkerungsschichten an.

Worum es geht: um einen Hindernislauf der besonderen Art, sozusagen die Luxemburger *Light*-Version von *Parkour*. Einmal quer durch die von Baustellen übersäte Hauptstadt und zurück, lautet die Herausforderung. Ziel sind keine Medaillen

Kostenlos und für alle Bevölkerungsschichten: die Luxemburger Version von *Parkour*



Sur la toile

On a beau connaître l'existence de l'a.s.b.l ATP et savoir qu'elle a créé des ateliers très diversifiés pour soutenir les personnes vivant avec une maladie psychique, ce n'est qu'en consultant son site internet *atp.lu* que l'on se rend compte du foisonnement des travaux entamés. C'est un peu par hasard, en achetant un pot de compote de quetsche, que j'ai jeté un oeil sur le net, car la confiture, même si elle s'avérait un brin sucrée, était onctueuse et riche en fruits murs. Et c'est là que je me vis surpris du fait que non seulement des vivres sont proposés et vendus dans différents commerces du pays, mais carrément tout un système de restauration, capable de rassasier particuliers et entreprises. Huit autres rubriques vont de la ferme biologique (avec des rubriques consacrées aux légumes et œufs bio, aux produits transformés et aux écuries), en passant par la sous-traitance (à l'atelier de Schieren on plie, on colle et on emballe pour le compte de collectivités et d'entreprises), la menuiserie, l'ébénisterie, la couture, les artisans traditionnels, jusqu'à la sérigraphie d'art et le design de produits. Les quatre sites sur lesquels on produit sont le **Haff Ditzgesbach** à Ettelbruck, le **Ellenger Konschtwierk** à Ehrlange sur Mess, le **Kielener Atelier** à Kehlen et le **Schierener Atelier** à Schieren. Les rapports d'activités des différents endroits sont publiés sur le site internet et la page Facebook annonce une porte ouverte le 21 septembre de 11h à 16h. GD



L'événement

Dans la série des expos thématiques à travers la capitale, on aura eu des vaches, des éléphants et autres sujets grotesques qui ne servaient à autre chose qu'à donner bonne conscience à la ville sous prétexte qu'elle cultivait le badaud, alors que le niveau artistique ou éducatif égalait à peine celui de la *Schueberfouer*. En sera-t-il autrement avec le happening **Mind the brain** don't le vernissage aura lieu le 15 septembre? Rien n'est moins sûr, car cette fois ce seront des cerveaux géants qui vont apparaître au coins des nombreux chantiers de la capitale. Décorées par des artistes « de renommée » (oui, mais qui?), les « cervelles » esthétiquement transformées (pour le meilleur ou pour le pire?) serviront à célébrer les dixième anniversaire du Luxembourg Center for Systems Biomedicine (LCSB) de l'Université de Luxembourg, ce qui lui donne au moins un alibi intellectuel. Le but est de rendre la science plus accessible au grand public et de faire connaître la recherche menée au LCSB. Il est difficile de s'imaginer comment des artistes vont arriver à nous rendre la science plus digeste moyennant des cerveaux colorés, mais laissons nous une fois de plus porter par la surprise. Si la thématique traitée se rapprochera de la gaudriole, nous aurons cette fois l'avantage d'une durée restreinte, l'expo se terminant le 15 octobre. Les « œuvres » étant mises en vente pendant l'expo, on risquera cependant de retrouver l'une ou l'autre dans un jardin pour une durée indéterminée. GD



L'endroit

Aussi bien le *Gault & Millau* que le *Michelin* recommandent cette trattoria de la rue Notre-Dame comme lieu où on va droit à l'essentiel, sans passer par aucune sophistication. **Al Bacio** (photo : AB) s'est profilé au fil des années en toute douceur comme un des meilleurs restaurants italiens de la capitale, sans tam-tam publicitaire ni flonflons mondains. Et sans carte, tous les plats proposés étant affichés sur ardoise sous forme de suggestions. L'étonnement ne fut donc pas trop grand de voir les maîtres des lieux ouvrir une seconde petite adresse à quelques centaines de mètres de là, au bout de la rue Philippe II, presque au coin de la Grand-rue. Au **Al Bacio Bistrot**, qui reçoit exclusivement en journée, on pourra également déguster à midi quelques plats de la sélection du restaurant. Mais il s'agit surtout d'un salon de consommation, étroit et en longueur, dans lequel on se rend pour déguster un espresso ou grignoter une focaccia, les en-cas étant servis tout au long de la journée. Il y a aussi possibilité d'acheter son café Illy en vrac ou même de l'emporter avec une machine de la marque, voire des tasses adaptées. Dans la seconde partie de la salle, le mur est tapissé de thés Betjeman & Barton, dont la maison a l'exclusivité pour le Luxembourg et qui existe en Suisse depuis 1919. La propriétaire genevoise prétend que ses thés sont comparables aux produits de la vigne car ils peuvent provoquer une certaine ivresse. À découvrir. GD

oder Urkunden und auch kein Sieg gegen die Zeit. Was zählt, ist, heile anzukommen. Das ist schon Verdienst genug.

die provisorischen Blechwände umfahren, sind ein zusätzlicher Schwierigkeitsfaktor.

Denn so sicher ist das nicht für die Tausenden, die *Parkour* seit Monaten in unserer Hauptstadt mit zunehmender Intensität, mitunter Verbissenheit, betreiben. Es gilt, Betonblöcken und Löchern auszuweichen, die Bauarbeiter (Bauarbeiterinnen wurden selbst von Meistern der Disziplin keine gesichtet) vergessen haben abzudecken. Mal rumpelt ein Bagger mit Karacho über den Zebrastreifen auf einen zu, weil der Kollege mit der roten Fahne gepennt hat und der Zugang zur Baustelle für Außenstehende nicht gekennzeichnet ist.

Alle Sinne sind bei diesem Sport gefordert: Gute Sicht, um Hindernisse frühzeitig zu erkennen. Geschicklichkeit und Gleichgewichtssinn, um sich zwischen wackeligen Absperrungen und Warnschildern wendig hindurchzuschlängeln. Wer im Winter für die Skipiste fit sein will – hier gibt's ideale Trainingsbedingungen. Auch das Gehör ist gefragt, um die Befehle aufgeregter Arbeiter trotz Baulärm zu verstehen, wenn ein beladener Laster im Rückwärtsgang zurücksetzt. Da bleibt oft nur das Piepsen, das die Gefahr ankündigt; als Ausweichmanöver bietet sich ein beherzter Sprung zur Seite an. *Parkour*-Profis wissen mit gekonnten Vorwärtsschritten allerlei Überraschungen im urbanen Raum zu kontern.

Wem das an Nervenkitzel nicht ausreicht, der/die kann den Parcours mit dem Fahrrad oder Skateboard abfahren. Die Hindernisse bleiben prinzipiell dieselben, nur steigen mit dem Tempo Schwierigkeitsgrad und individuelles Risiko. Da heißt es, den Kopf tief zwischen die Schultern zu nehmen, wenn mal wieder ein Fahrradweg im Nirgendwo endet und die Hände immer am Bremszug zu behalten, um nicht in ein Schild reinzubrettern, das wie aus dem Nichts die Fahrt versperrt.

Damit der neue Sport spannend bleibt, hat sich die Stadt etwas Besonderes ausgedacht: Die Großbaustelle mit den tollsten Hindernissen, die der Tram, ist mobil: Das heißt, die Wettbewerbsbedingungen ändern sich täglich. Wo gestern noch eine Riesengrube klappte, über die Sie mit einem mutigen Satz hinüberhechteten, liegt heute eine Stahlplatte. Dafür reicht die Absperrung ein paar Meter weiter mitten in die Fahrbahn hinein und Autofahrer, die orientierungslos und oft genervt

Sie finden den Wettbewerb unfair gegenüber Leuten, die in ihrer Mobilität eingeschränkt sind? Stimmt, für Menschen mit körperlichen Einschränkungen dürfte der Hindernislauf noch anstrengender sein. Andererseits hat die Rollstuhlfahrerin den Vorteil, auf den Stahlplatten dank griffiger Reifen schneller voranzukommen. So lassen sich eventuelle Nachteile kompensieren. Menschen mit Sehbeschränkungen müssen die Baulöcher mit ihrem Stock ertasten. Dafür finden sie, als Tast-Profis, die provisorisch befestigten wackeligen Ampel-Schalter schneller, wobei das kein Garant dafür ist, dass das akustische Signal zum Überqueren dann auf Knopfdruck auch funktioniert. Aber hey, für Menschen ohne Einschränkungen gelten ebenfalls erschwerte Bedingungen. Zur Not könnte man über eine Paralympics-Version nachdenken. Schließlich ist die Stadt stolze Trägerin eines Barrierefreiheitspreises der EU.

Sie finden das zynisch, geschmack- und rücksichtslos? Doch wohl kaum rücksichtsloser als die Verantwortlichen der unzähligen Baustellen, die sich keinen Deut darum zu scheren scheinen, was es für jemanden bedeutet, der nicht sehen kann, die alt und gebrechlich ist oder der ein Kind an der Hand führt, plötzlich vom Gehsteig auf eine viel befahrene Straße wechseln zu müssen. Aber wie lautet das *Parkour*-Motto? There are no limits! Und: Wer nicht wagt, gewinnt nicht.

d'Land méi mobil

Désormais, les abonnés peuvent lire le Lëtzeburger Land sur leurs iPad et iPhone, ainsi que sur leurs portables et tablettes pourvus du système d'exploitation Android. Il suffit de télécharger l'application dans l'App Store de Apple ou dans le Play Store de Google.

www.land.lu

